

# DIALOGUE GLOBAL

9.3

3 numéros par an en 17 langues

Entretien avec  
Qingzhi Huan

Christine Schickert

La Grande  
Transformation,  
75 ans après

Brigitte Aulenbacher  
Andreas Novy  
Fred Block  
Margaret R. Somers  
Antonino Palumbo  
Alan Scott  
Gareth Dale  
Jonathan D. London  
Attila Melegh  
Chris Hann

Hommage à  
Ann Barden Denis

Linda Christiansen-Ruffman  
Angela Miles  
Marilyn Porter

Migrations

Karin Scherschel  
Gerda Heck  
Carlos Sandoval  
Bediz Yilmaz  
Sarah Schilliger

Perspectives  
théoriques

Julia Kaiser  
Jasper Stange

Sociologie  
sénégalaise

Moustapha Tamba  
Souleymane Gomis  
El Hadji Malick Sy Camara  
Samba Diouf  
Mouhamed Moustapha Dieye

Rubrique ouverte

> **Intégrer les droits des femmes dans la vie  
quotidienne**

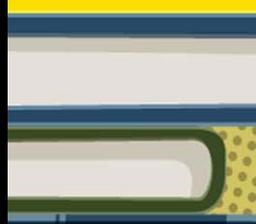
MAGAZINE



isa  
Association  
Internationale  
de Sociologie



DISCOURS  
Le Discours



Frantz Fanon

ables

VOLUME 9 / NUMÉRO 3 / DÉCEMBRE 2019  
<http://globaldialogue.isa-sociology.org/>

DG

# > Éditorial

**A**u Nord comme au Sud, les débats sur le changement climatique et la crise écologique sont depuis quelques années passés au premier plan. Dans une interview, Qingzhi Huan, professeur de politique comparée à Pékin et défenseur d'une politique éco-socialiste, nous donne un aperçu des débats qui sont à l'œuvre en Chine et de l'évolution dans le pays des politiques environnementales et des conceptions de la protection de l'environnement au cours des dernières décennies.

L'œuvre maîtresse de Karl Polanyi publiée en 1944, *La Grande Transformation*, a inspiré de nombreux travaux dans le domaine des sciences sociales et politiques, de la sociologie, de l'anthropologie et de l'économie. Avec le président de la International Karl Polanyi Society, Andreas Novy, *Dialogue Global* a rassemblé une série d'articles pour célébrer le 75<sup>e</sup> anniversaire du livre phare de Polanyi. Des auteurs de livres qui apportent un éclairage nouveau sur sa vie et son œuvre, tels que Fred Block, Gareth Dale, Chris Hann et Margaret R. Somers, ainsi que divers spécialistes qui proposent une lecture de l'œuvre de Polanyi à la lumière de notre époque, abordent toute une série de sujets, depuis une réflexion sur le contexte intellectuel qui a marqué la parution de *La Grande Transformation* jusqu'à l'analyse de l'évolution économique, sociale et politique des dernières décennies à partir des analyses de Polanyi.

Ann Barden Denis est décédée en février 2019. Son nom restera associé non seulement aux travaux sociologiques qu'elle a menés dans ses domaines particuliers de recherche, mais aussi au rôle actif qu'elle a joué au sein de l'ISA, ainsi que le rappellent Linda Christiansen-Ruffman, Angela Miles et Marilyn Porters dans l'hommage qu'elles lui rendent.

Une deuxième série d'articles, rassemblés par Karin Scherschel, traite de la question migratoire, un sujet qui fait déjà depuis longtemps l'objet de nombreuses études en sociologie mais qui suscite depuis quelques années un regain d'attention. Les articles ici réunis, en provenance de différents pays, conjuguent des perspectives historiques à une analyse des causes des migrations, de la situation des migrants (et plus particulièrement des réfugiés), des controverses liées à la régulation politique des questions migratoires, et de la question de l'engagement de la société civile.

"Fridays for Future" est devenu un formidable mouvement social de lutte contre le changement climatique en donnant une visibilité à la vague de protestation des jeunes, confrontés à un désastre écologique qui menace les moyens de subsistance de la prochaine génération. L'article de Julia Kaiser et Jasper Stange décrit la stratégie interclasses de mobilisation et de formation de coalitions qui est celle de ce mouvement – une stratégie qui représente un fait nouveau dans le mouvement de défense de l'environnement.

Moustapha Tamba a réuni une collection d'articles de sociologues sénégalais pour traiter de la sociologie de l'éducation et nous éclairer sur l'organisation et l'accessibilité de l'enseignement au Sénégal, les différents types d'établissements scolaires et leur réglementation.

Dans la section ouverte qui clôt ce numéro, Bengi Sullu, représentante des jeunes auprès des Nations Unies pour l'ISA, rend compte de la 63<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme à laquelle elle a assisté cette année. ■

**Brigitte Aulenbacher** et **Klaus Dörre**,  
rédacteurs en chef de *Dialogue Global*

> **Dialogue Global est disponible en 17 langues sur [le site web de l'ISA](#).**

> **Les propositions d'articles sont à adresser à [globaldialogue.isa@gmail.com](mailto:globaldialogue.isa@gmail.com).**

**ISA** Association  
Internationale  
de Sociologie

**DIALOGUE  
GLOBAL**



## > Comité de rédaction

**Rédacteurs en chef :** Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

**Assistants d'édition :**

Johanna Grubner, Christine Schickert.

**Rédactrice en chef adjointe :** Aparna Sundar.

**Responsables éditoriaux :** Lola Busuttill, August Bagà.

**Consultant :** Michael Burawoy.

**Consultant médias :** Juan Lejárraga.

**Rédacteurs-consultants :**

Sari Hanafi, Geoffrey Pleyers, Filomin Gutierrez, Eloísa Martín, Sawako Shirahase, Izabela Barlinska, Tova Benski, Chih-Jou Jay Chen, Jan Fritz, Koichi Hasegawa, Hiroshi Ishida, Grace Khunou, Allison Loconto, Susan McDaniel, Elina Oinas, Laura Oso Casas, Bandana Purkayastha, Rhoda Reddock, Mounir Saidani, Ayse Saktanber, Celi Scalón, Nazanin Shahrokni.

**Équipes régionales**

**Monde arabe :** Sari Hanafi, Mounir Saidani, Fatima Radhouani, Habib Haj Salem, Souraya Mouloudji Garrouddji, Abdelhadi Al Halhouli, Saida Zine.

**Argentine :** Alejandra Otamendi, Juan Ignacio Piovani, Martín Di Marco, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.

**Bangladesh :** Habibur Haque Khondker, Hasan Mahmud, Juwel Rana, US Rokeya Akhter, Toufika Sultana, Asif Bin Ali, Khairun Nahar, Kazi Fadia Esha, Helal Uddin, Muhaimin Chowdhury, Md. Eunus Ali.

**Brazil :** Gustavo Taniguti, Angelo Martins Junior, Lucas Amaral Oliveira, Andreza Galli, Dmitri Cerboncini Fernandes.

**France/Espagne :** Lola Busuttill.

**Inde :** Rashmi Jain, Nidhi Bansal, Pragya Sharma, Manish Yadav, Sandeep Meel.

**Indonésie :** Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriayati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana, Diana Teresa Pakasi, Nurul Aini, Gegeer Riyanto, Aditya Pradana Setiadi.

**Iran :** Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Abbas Shahrazi, Sayyed Muhamad Mutallebi, Ehsan Pournejati.

**Japon :** Satomi Yamamoto, Sara Maehara, Takeshi Kunitake, Riho Tanaka, Ekaterina Steposhyna, Yusuke Yotsugi.

**Kazakhstan :** Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel, Almagul Mussina, Aknur Imankul.

**Pologne :** Jakub Barszczewski, Aleksandra Biernacka, Iwona Bojadzjewa, Katarzyna Dębska, Monika Helak, Sara Herczyńska, Kinga Jakiela, Justyna Kościńska, Adam Müller, Weronika Peek, Zofia Penza-Gabler, Jonathan Scovil, Marcjanna Szczepaniak, Agnieszka Szypulska, Aleksandra Wagner.

**Roumanie :** Cosima Rughiniş, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Luciana Anăstăsoaie, Cristian Chira, Alexandra-Ioana Dragomir, Diana Alexandra Dumitrescu, Radu Mihai Dumitrescu, Iulian Gabor, Dan Gîţman, Iulia Jugănar, Ioana Mălureanu, Bianca Mihăilă, Rareş-Mihai Muşat, Oana-Elena Negrea, Mioara Paraschiv, Alina Cristina Păun, Codruţ Pînzaru, Susana Maria Popa, Adriana Sohodoleanu, Gabriela Stoian, Maria Stoicescu, Maria-Cristina Titea, Carmen Eugenia Voinea.

**Russie :** Elena Zdravomyslova, Anastasia Daur, Valentina Isaeva.

**Taiwan :** Jing-Mao Ho.

**Turquie :** Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.



**La Grande Transformation**, l'œuvre maîtresse de Karl Polanyi parue en 1944, retrace l'histoire économique, sociale et culturelle du capitalisme compte tenu des évolutions qu'il a connues entre les années 1920 et 1940. C'est une étude approfondie sur ce qui s'est passé et peut se passer dans l'histoire du capitalisme. Cette première section célèbre les 75 ans de ce livre fondateur avec des articles sur l'histoire de l'œuvre de Polanyi et sur les analyses et les approches qui s'en inspirent.



**Les migrations** ne peuvent être considérées comme un phénomène isolé, mais plutôt comme l'interaction de multiples facteurs tels que les droits sociaux, économiques, culturels et politiques, la division des États-nations, la citoyenneté, la mondialisation et la réglementation restrictive des processus migratoires. Les articles rassemblés ici combinent des perspectives historiques avec une analyse des causes des migrations, de la situation des migrants et plus particulièrement des réfugiés, des controverses liées à la régulation politique des questions migratoires, et de l'engagement de la société civile.



Cette section offre un aperçu théorique et empirique de **la sociologie sénégalaise**, avec des informations générales sur le système scolaire sénégalais et des analyses approfondies de différents aspects de ce système, notamment sa répartition entre établissements privés et publics, les écoles franco-arabes et la place de la religion.



**Dialogue Global** est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

## > Dans ce numéro

Éditorial 2

### > PARLONS DE SOCIOLOGIE

Pour une vision éco-socialiste : Entretien avec Qingzhi Huan  
**Christine Schickert, Allemagne** 5

### > LA GRANDE TRANSFORMATION, 75 ANS APRÈS

Les 75 ans de *La Grande Transformation*  
**Brigitte Aulenbacher et Andreas Novy, Autriche** 9

*La Grande Transformation* de Polanyi a 75 ans  
**Fred Block et Margaret R. Somers, États-Unis** 11

Polanyi et le marché comme mode de gouvernance  
**Antonino Palumbo, Italie et Alan Scott, Australie** 13

Polanyi, la comptabilité, et au-delà du PIB  
**Gareth Dale, Royaume-Uni** 15

Grandes transformations :  
La marchandisation de l'Asie de l'Est  
**Jonathan D. London, Pays-Bas** 17

La peur du remplacement de population  
**Attila Meleg, Hongrie** 20

La route du populisme  
**Chris Hann, Allemagne** 22

L'héritage durable de Karl Polanyi  
**Andreas Novy, Autriche** 24

### > HOMMAGE

Hommage à Ann Barden Denis  
**Linda Christiansen-Ruffman, Angela Miles et Marilyn Porter, Canada** 26

### > MIGRATIONS

Migrations : un phénomène en marche  
**Karin Scherschel, Allemagne** 28

Imaginaires européens et réalités de la mobilité africaine  
**Gerda Heck, Égypte** 30

La caravane centraméricaine, un exode du XXI<sup>e</sup> siècle  
**Carlos Sandoval, Costa Rica** 32

Les réfugiés en Turquie, une force de travail non libre  
**Bediz Yilmaz, Turquie** 34

Abolir les frontières dans les "villes solidaires"  
**Sarah Schilliger, Suisse** 36

### > PERSPECTIVES THÉORIQUES

"Students for Future" :  
Vers une politique de classe écologique  
**Julia Kaiser et Jasper Stange, Allemagne** 38

### > SOCIOLOGIE SÉNÉGALAISE

L'enseignement privé catholique au Sénégal  
**Moustapha Tamba, Sénégal** 42

Sociologie de l'école sénégalaise  
**Souleymane Gomis, Sénégal** 44

Dynamique de l'enseignement franco-arabe au Sénégal  
**El Hadji Malick Sy Camara, Sénégal** 46

L'enseignement privé laïc au Sénégal  
**Samba Diouf, Sénégal** 48

Socio-anthropologie des chefs religieux au Sénégal  
**Mouhamed Moustapha Dieye, Sénégal** 50

### > RUBRIQUE OUVERTE

Intégrer les droits des femmes dans la vie quotidienne  
**Bengi Sullu, États-Unis** 52

“ Ce que toutes ces initiatives ont en commun en se mobilisant autour du slogan de *Ville Solidaire*, c'est la référence à une utopie concrète. Cette utopie concrète a le potentiel de s'affranchir des restrictions politiques, en reliant les questions migratoires et les questions de politique sociale au lieu de les opposer les unes aux autres. ”

Sarah Schilliger

# > Pour une vision éco-socialiste

## Entretien avec Qingzhi Huan

**Qingzhi Huan** est professeur de politique comparée à l'Université de Pékin en Chine. En 2002-2003, il a été chercheur invité de l'Institut Harvard-Yenching à l'Université Harvard aux États-Unis, et en 2005-2006, a bénéficié d'une bourse de la Fondation Humboldt pour un séjour de recherche à l'Université de Mannheim en Allemagne. Ses recherches portent essentiellement sur la politique de l'environnement, la politique européenne et les politiques de gauche. Il a écrit et dirigé plusieurs ouvrages sur ces questions, dont *A Comparative Study on European Green Parties* (Une étude comparative des partis écologistes européens) en 2000 et *Eco-socialism as Politics. Rebuilding the Basis of Our Modern Civilisation* (L'éco-socialisme comme stratégie politique. Reconstruire les bases de notre civilisation moderne) en 2010.

Il est ici interviewé par **Christine Schickert**, directrice administrative du Groupe de Recherche sur les sociétés post-croissance de l'Université Friedrich Schiller de Iéna (Allemagne) et assistante d'édition de *Dialogue Global*.



Qingzhi Huan. © Université Friedrich Schiller de Iéna.

**CS : Le changement climatique est devenu l'une des questions politiques les plus débattues de ces dernières années, du moins dans les pays du Nord global. Quel rôle ce débat joue-t-il dans la politique et la société chinoises d'aujourd'hui ?**

**QH :** Depuis la signature en 1992 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) au sommet de Rio, la lutte contre le changement climatique mondial, qui est l'un des principaux enjeux de la politique environnementale internationale, a fait beaucoup de chemin. D'une manière générale, comme la plupart des autres pays en développement, la position de la Chine en matière de lutte contre le changement climatique est claire et cohérente – c'est ce qui a été désigné comme le « principe de responsabilité commune mais différenciée », à savoir : Premièrement, le changement climatique est un

défi ou une crise qui concerne l'ensemble de la société humaine plutôt que les seuls pays avancés ou en développement ; deuxièmement, les pays ou régions du monde dits « développés », en particulier l'Union européenne (UE) et les États-Unis, devraient assumer prioritairement leurs responsabilités historiques en offrant ou en transférant les ressources et les technologies nécessaires aux pays en développement ; troisièmement, les pays en développement, y compris la Chine, devraient contribuer davantage à la lutte mondiale contre le dérèglement climatique et à l'adaptation aux changements climatiques, en proportion de leurs capacités croissantes.

Sur ces bases, la participation de la Chine à la politique internationale du climat au cours de ces dernières années peut être divisée en trois étapes : avant 1992, de 1992 à 2012, et de 2012 à aujourd'hui. Jusqu'en 2012, l'idée

>>

dominante était que ce sont les pays avancés, comme ceux de l'UE et les États-Unis, qui devaient prendre des mesures immédiates. À partir de 2012, le gouvernement chinois a progressivement actualisé ou réorienté sa position dans le sens d'une coopération internationale sur le changement climatique, notamment dans le cadre de la CCNUCC. Le nouveau rôle qu'a pu jouer la Chine dans la conclusion et la mise en œuvre de l'Accord de Paris illustre bien cette évolution.

À vrai dire, le ressort principal de cet ajustement de la position politique chinoise n'a pas été la signature puis la mise en œuvre de l'Accord de Paris mais bien la mise en place d'une stratégie nationale visant à promouvoir la construction d'une « éco-civilisation ». En bref, depuis le 18<sup>e</sup> Congrès national du Parti communiste chinois (PCC), la modernisation du « système de gouvernance et [de] la capacité de gouvernance de l'environnement écologique au niveau national » a été reconnue comme l'un des principaux objectifs politiques et stratégiques du PCC et du gouvernement chinois, et le fait de participer plus activement à la coopération internationale sur le climat est une occasion symbolique idéale pour manifester cette volonté politique. Par exemple, en organisant en 2019-2020 diverses initiatives internationales importantes autour de cette question, la Chine montre qu'elle accorde de plus en plus d'attention à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB).

**CS : En Chine, la question de la protection de l'environnement n'est pas nouvelle. En 1972, à la différence d'autres pays dirigés par des partis socialistes, le pays a participé à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain, où un certain nombre de principes et de recommandations concernant la protection de l'environnement ont été adoptés. Pourriez-vous nous décrire dans les grandes lignes l'évolution et les changements intervenus depuis lors dans la politique environnementale de la Chine ?**

**QH :** Il est vrai que la protection de l'environnement, en tant que politique des pouvoirs publics chinois, a officiellement commencé en 1972, lorsque la délégation chinoise a participé à la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain. Ainsi, en 1973, la Chine a tenu sa première conférence nationale sur la protection de l'environnement et a créé un bureau national chargé de cette question. Depuis, la politique environnementale de la Chine a connu au moins quatre stades de développement : 1973-89, 1989-92, 1992-2012, et de 2012 à aujourd'hui.

Dans un premier temps, dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique « de réforme et d'ouverture » engagée en 1978 sous l'impulsion de Deng Xiaoping, la protection de l'environnement est rapidement devenue un enjeu de politique générale de premier plan et la « protection de l'environnement en tant que politique fonde-

mentale de l'État » a ainsi été officiellement reconnue en 1983, au point de constituer à ce jour l'une des principales lignes directrices des pouvoirs publics chinois en matière de protection de l'environnement. Au cours de la deuxième étape, sous Jiang Zemin, le développement durable est devenu l'expression principale de l'écologie politique et de la stratégie de gouvernance environnementale du PCC et du gouvernement chinois. Entre 2002 et 2012 (une période qui, à plus d'un titre, a été une étape de transition), sous Hu Jintao, l'idée de construire « une société à double facette » (une société soucieuse à la fois de préserver ses ressources et de respecter l'environnement), proposée en 2005, a été le leitmotiv du PCC et du gouvernement chinois à cette époque. En 2007, l'expression « construction d'une éco-civilisation » était incluse dans le rapport de travail du 17<sup>e</sup> Congrès national du PCC. Depuis 2012, le véritable changement n'est pas que la « construction d'une éco-civilisation » soit devenue le mot d'ordre de l'écologie politique et de la stratégie de gouvernance environnementale du PCC et du gouvernement chinois, mais plutôt que la protection et la gouvernance environnementales soient reconnues comme faisant partie intégrante de l'entreprise de « modernisation socialiste avec des caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère », tant sur le plan théorique que pratique.

**CS : Depuis un certain temps déjà, votre travail porte plus particulièrement sur l'idée d'éco-socialisme. Vous soutenez qu'une « écologisation » [greening en anglais] du capitalisme n'est pas la solution à la crise écologique actuelle, mais qu'une écologisation du socialisme traditionnel ne l'est pas non plus. Pourriez-vous préciser vos arguments et expliquer ce qu'est l'éco-socialisme ?**

**QH :** En quelques mots, l'éco-socialisme en tant que philosophie politique « verte » présente deux caractéristiques principales. La première, c'est que les défis écologiques et environnementaux locaux, nationaux et mondiaux, en particulier dans le cadre institutionnel dominant du capitalisme contemporain, ne sont pas seulement des problèmes ou des défaillances à caractère partiel ou temporaire, mais sont inséparables de ce cadre lui-même, en ce qu'ils suivent la logique de prolifération du capital et la protection des intérêts des détenteurs du capital. En ce sens, diverses mesures engagées sous le régime capitaliste, telles que le soi-disant « capitalisme vert » ou « éco-capitalisme », ne peuvent pas résoudre les problèmes environnementaux. Bien sûr, ainsi que Ulrich Brand et Markus Wissen l'ont clairement expliqué dans leur livre *The Limits to Capitalist Nature*, cela ne veut pas dire que des mesures capitalistes contre la dégradation de l'environnement, ou même le « capitalisme vert », soient dans la réalité totalement exclus mais ils sont toujours appliqués de manière sélective.

D'autre part, ce qui est mis en avant dans l'éco-socialisme en tant que philosophie politique, c'est qu'il s'agit d'un

nouveau type de socialisme, ou d'une version actualisée du socialisme, à distinguer donc d'une écologisation simplifiée ou falsifiée du socialisme traditionnel. Il convient de noter que le socialisme scientifique ou communisme que Karl Marx et Friedrich Engels préconisaient il y a près de deux siècles est un idéal qui n'a pas encore été réalisé, que ce soit dans l'ancienne Union soviétique ou dans la Chine d'aujourd'hui, et qu'il ne semble être en passe de se réaliser dans aucun pays ou aucune région du monde dans un avenir proche. Cela implique que ce que nous imaginons ou recherchons correspond à une orientation éco-socialiste de notre monde contemporain plutôt qu'à une société socialiste entièrement nouvelle. En d'autres termes, aujourd'hui, l'une des tâches principales des éco-socialistes est d'expliquer clairement pourquoi diverses mesures engagées sous le régime capitaliste ne parviendront pas à résoudre les problèmes qu'elles prétendent résoudre, et pourquoi diverses initiatives d'éco-socialisme proposées comme des solutions réelles ou radicales peuvent effectivement apporter des changements substantiels dans toutes les sociétés, de sorte qu'« un autre monde est vraiment possible ».

**CS : Dans de nombreux discours que j'ai suivis, l'éco-socialisme est présenté comme une alternative au capitalisme vert avec sa propre vision de l'avenir, qui non seulement propose des solutions à la crise écologique mais s'attaque également à la question des inégalités, le but étant de relier la justice environnementale à la justice sociale. Mais d'après vous, les idées éco-socialistes ne semblent pas pour l'instant susciter l'intérêt de l'opinion publique. Comment expliquez-vous cela ?**

**QH :** Il est vrai que le concept d'éco-socialisme ne fait pas encore autant recette que beaucoup ont pu l'espérer ou le prétendre, non seulement dans les pays capitalistes mais aussi dans les pays socialistes, y compris en Chine. À mon avis, il y a plusieurs raisons pour expliquer cette anomalie. Premièrement, l'éco-socialisme, en tant qu'idéologie politique et que politique des pouvoirs publics, pâtit encore beaucoup de la réputation entachée du socialisme traditionnel dans l'ex-Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est, qui ont à l'évidence échoué à institutionnaliser les idées et les valeurs socialistes et à traiter les questions environnementales, ainsi que l'a analysé de manière très concluante Saral Sarkar dans son livre *Eco-socialism or Eco-capitalism?* De plus, l'hégémonie du néolibéralisme à travers le monde depuis l'effondrement du bloc socialiste au début des années 90, et la propagande politique et idéologique qui l'a accompagnée, ont indéniablement porté leurs fruits, faisant croire à la majorité des gens qu'il n'existe en effet aucune alternative au capitalisme. En outre, fait plus intéressant et/ou regrettable, la crise économique et financière de 2008 en Europe et aux États-Unis n'a pas contribué à améliorer les conditions structurelles favorables à des politiques radicales ou alternatives, y compris celle

de l'éco-socialisme. La montée et la popularité croissante du « capitalisme vert » ou de « l'éco-capitalisme » ces dernières années semblent étayer ce constat.

Deuxièmement, en ce qui concerne la Chine, l'interprétation politique et stratégique concurrente de la « construction d'une éco-civilisation » et de la « construction d'une éco-civilisation socialiste » est un bon exemple pour montrer que l'éco-socialisme est loin de constituer une idéologie et une écologie politiques bien définies. Une divergence profonde réside dans la question de savoir si une orientation socialiste est ou non une condition institutionnelle préalable à la modernisation du système de protection et de gouvernance de l'environnement dans la Chine d'aujourd'hui. D'un point de vue éco-marxiste, à trop vouloir introduire les institutions ou mécanismes dits modernes de protection et de gouvernance de l'environnement en provenance des États-Unis et de l'UE, on risquerait de laisser de côté la refonte socialiste de l'ensemble de la société, essentielle pour une future éco-civilisation socialiste.

**CS : Que faut-il pour rendre l'éco-socialisme plus attrayant comme vision d'une société future ?**

**QH :** Inutile de dire qu'il s'agit là d'une tâche urgente et particulièrement ardue pour les éco-socialistes aujourd'hui. Tout d'abord, les partis politiques et les politiques de gauche socialistes/écologistes restent les principales forces qui rendent la vision éco-socialiste d'une société future plus désirable et plus attrayante auprès de l'opinion publique, et c'est pourquoi beaucoup de travail de leur part reste à faire. Par exemple, les élections parlementaires européennes de 2019 représentent un message encourageant dans la mesure où les électeurs européens, en particulier parmi les jeunes générations, ont clairement montré qu'ils soutenaient la lutte contre le changement climatique et étaient sensibles à d'autres enjeux environnementaux internationaux, mais la gauche dans son ensemble n'en a pas beaucoup bénéficié. Deuxièmement, le dialogue et la collaboration entre spécialistes à l'échelle internationale sur toutes les questions relatives à l'éco-socialisme devraient être davantage renforcés. Bien sûr, il devrait s'agir d'un processus à double sens, plus égal et plus ouvert, entre l'Occident et les pays en développement. Pour être tout à fait franc, la Chine a été un « bon » élève de l'Occident au cours des dernières décennies dans le sens où elle a fait de son mieux pour imiter ce que les nations avancées ont fait ou font pour moderniser le pays. Mais à partir de maintenant, la Chine doit devenir un partenaire plus indépendant et plus réfléchi de la communauté scientifique internationale, en s'intéressant avant tout aux moyens d'améliorer réellement le pays. Troisièmement, l'une des tâches essentielles pour rendre l'éco-socialisme plus attractif, en particulier en Chine, est de rendre plus attractif le « socialisme avec des caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère ». De mon point de vue, un moyen crucial est de délibérément introduire et mettre en œuvre

>>

le principe et la politique de « construction d'une éco-civilisation socialiste ».

**CS :** *Vous faites la distinction entre « économie en croissance » (growing economy) et « économie de croissance » (growth economy), cette dernière étant dépendante d'une croissance économique continue, ce qui semble nuire à une résolution de la crise écologique. Quel sens revêt cette distinction dans le cas de la Chine ?*

**QH:** J'ai employé l'expression « économie en croissance » en 2008 pour conceptualiser la nature du développement économique de la Chine à cette époque et ainsi montrer en quoi mon opinion diverge quelque peu de celle de Takis Fotopoulos, un intellectuel grec basé à Londres qui a analysé à partir de l'évolution de la Chine dans quelle mesure le développement durable est compatible avec la mondialisation. Mon argument principal est le suivant : tant du point de vue de la légitimité, de l'opportunité et de la viabilité de la préservation des ressources que de la capacité de défense de l'environnement, le taux de croissance économique de la Chine au début du XXI<sup>e</sup> siècle était dans une large mesure nécessaire ou défendable. Bien sûr, la situation générale du développement économique de la Chine a radicalement changé au cours de la dernière décennie et le pays se trouve actuellement dans une situation encore plus difficile en raison du conflit commercial – ou de la guerre commerciale – avec les États-Unis.

La véritable question ici est de savoir si l'économie chinoise évolue progressivement vers une économie de croissance telle que Takis Fotopoulos l'a définie. Je pense qu'il n'y a toujours pas de réponse simple à cette question. D'une part, le taux de croissance économique annuel de 6-7% enregistré par la Chine depuis 2015 correspond pratiquement à la moitié de ce qu'il était il y a dix ans (11,4% en 2005), ce qui indique bien que le pays continue d'optimiser son économie conformément aux différents stades de développement et, du moins pour les régions centrales et occidentales de la Chine, qu'un taux de croissance économique approprié est encore nécessaire ou peut être maintenu dans un avenir proche. D'autre part, si l'on tient compte de l'agrégat économique du PIB de la Chine aujourd'hui – qui, d'après la Banque mondiale, s'élevait en 2018 à 13.608 milliards de dollars US, soit 15,86% du total mondial – même un taux de croissance annuel d'environ 5% pourrait avoir des répercussions considérables sur notre environnement écologique. C'est la raison même pour laquelle nous soutenons qu'une perspective éco-socialiste ou la « construction d'une éco-civilisation socialiste » peut potentiellement contribuer à mieux allier la nécessité de répondre aux besoins fondamentaux des gens et de protéger l'environnement écologique – soit davantage d'écologisme et davantage de socialisme.

**CS :** *Dans les pays européens et en Amérique du Nord, l'idée d'un capitalisme vert constitue la réponse do-*

*minante aux défis écologiques de notre temps. Que pourraient apporter dans ces pays d'autres visions de l'avenir comme celle que vous proposez ?*

**QH :** Le « capitalisme vert » ou « éco-capitalisme » est sans doute l'approche la plus pratique, voire la plus « rationnelle », d'aborder les défis écologiques actuels dans les pays européens et en Amérique du Nord, dans la mesure où, grâce à l'ordre économique et politique international hiérarchique et à l'acceptation toujours plus générale du « mode de vie impérial » dans les pays en développement, ces pays « avancés » peuvent s'arranger pour utiliser à leur avantage les ressources mondiales et les puits de carbone. Si une telle configuration structurelle reste inchangée, on peut imaginer que le monde aura peu de chances d'évoluer vers un avenir éco-socialiste.

Cependant, il semble que cette configuration soit effectivement devenue socialement et écologiquement problématique ces dernières années. D'une part, suite à l'essor économique de plusieurs grands pays en développement, dont la Chine, il devient de plus en plus difficile pour les États-Unis et les pays européens de maintenir le statu quo de l'ordre international, ce qui menacera non seulement leur position hégémonique au sens traditionnel, mais aussi leur modèle vert d'« éco-capitalisme ». En d'autres termes, il y aura en réalité de moins en moins d'espace ou de possibilités pour que ces pays « avancés » maintiennent la bonne qualité de leur environnement local tout en continuant à bénéficier d'un niveau élevé de consommation matérielle. Dans une certaine mesure, les tensions croissantes entre la Chine et l'Occident, sous l'impulsion des États-Unis, peuvent être interprétées sous cet angle. D'autre part, de plus en plus de pays en développement, en particulier les économies émergentes comme la Chine, prennent au sérieux les problèmes d'environnement écologique pour différentes raisons. Cela implique que ces pays imposeront des restrictions plus nombreuses et plus strictes quant à l'acceptation de capitaux et de technologies « sales », sans parler des déchets et des ordures, comme l'a clairement montré le différend entre les Philippines et le Canada sur l'importation de déchets.

Dans les deux sens mentionnés ci-dessus, je pense que les principes et les modes de pensée de l'éco-socialisme peuvent contribuer à faire finalement prendre conscience aux pays européens et nord-américains des limites et des déficiences du « capitalisme vert » ou de « l'éco-capitalisme ». Il faut cesser de se limiter à résoudre des problèmes locaux ou à court terme tandis que d'autres en assument les coûts, et entamer dès que possible un processus de transformation socio-écologique radicale. Un monde plus juste et une société plus égalitaire sont la condition préalable à un environnement plus propre. ■

Toute correspondance est à adresser à Qingzhi Huan <[qzhuang@sdu.edu.cn](mailto:qzhuang@sdu.edu.cn)>

# > Les 75 ans de La Grande Transformation

**Brigitte Aulenbacher**, Université Johannes Kepler de Linz (Autriche) et membre des comités de recherche de l'ISA « Économie et société » (RC02), « Pauvreté, protection sociale et politiques sociales » (RC19), « Sociologie du travail » (RC30) et « Femmes, genre et société » (RC32), et **Andreas Novy**, WU-Wien (Autriche)



Les nombreuses langues dans lesquelles The Great Transformation a été traduit témoignent de l'importance et de l'actualité du livre phare de Karl Polanyi. Photo : Ana Gomez.

9



**L**a Grande Transformation, l'œuvre maîtresse de Karl Polanyi, publiée pour la première fois en 1944 sous le titre *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time* [1983 pour la 1<sup>re</sup> édition en français, sous le titre *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*], retrace l'histoire économique, sociale et culturelle du capitalisme compte tenu des évolutions qu'il a connues entre les années 1920 et 1940, en commençant par le fondamentalisme de marché après la Première Guerre mondiale, la crise et le krach boursier qui ont suivi en 1929, puis la Grande Dépression, les tentatives fascistes et socialistes pour réorganiser l'économie et la société, le *New Deal* et enfin, la Seconde Guerre mondiale.

Avec *La Grande Transformation*, Polanyi réalise une étude approfondie de ce qui s'est passé et peut se passer dans l'histoire du capitalisme lorsque l'économie et la société sont organisées selon le « credo libéral » du « marché autorégulateur » et lorsque la société devient de plus en plus une « société de marché », mue par les mécanismes de la demande, de l'offre et des prix et par la dynamique du marché axée sur le profit. Dans un tel système, où « la société humaine est devenue un accessoire du système économique », même les éléments qui n'avaient jamais été fournis et produits pour la vente – la terre (la nature), le travail et l'argent – deviennent des « marchandises fictives ». « Mais le travail n'est rien d'autre que les êtres humains eux-mêmes dont chaque société est faite, et la terre, que le milieu naturel dans lequel chaque société existe. Les inclure dans le mécanisme du marché, c'est subordonner aux lois du marché la substance de la société elle-même », ce qui conduit à sa « démolition ». Karl Polanyi analyse l'histoire du capitalisme au XIX<sup>e</sup> siècle comme le résultat d'un « double mouvement » : le « mouvement » de marchandisation, et les « contre-mouvements » (mouvements sociaux, législation, protectionnisme, etc.) par lesquels la société recherche sécurité et protection.

Dans son allocution présidentielle au Congrès mondial de Sociologie de l'ISA de 2014 à Yokohama, Michael Burawoy soulignait l'importance de *La Grande Transformation* en décrivant dans le détail comment la nouvelle « vague » de « marchandisation » initiée dans les années

1970, la phase postcommuniste de mondialisation après 1989, la crise financière de 2007-2008 et les mouvements sociaux qui ont suivi peuvent être compris comme un « double mouvement » polanyien. Et l'œuvre de Karl Polanyi suscite en effet, en particulier depuis 1990, un intérêt accru. Des chercheurs du monde entier font référence à son analyse du « double mouvement » et ont recours à son thème récurrent des « marchandises fictives ». On redécouvre également sa conception de la « liberté dans une société complexe » et ses idées d'une société juste et libre qui pourrait être possible « quand l'expérience utopique d'un marché autorégulateur ne sera plus qu'un souvenir » dans l'histoire de la civilisation industrielle.

Pour célébrer les 75 ans de *La Grande Transformation*, nous avons rassemblé pour ce numéro des articles qui se réfèrent à l'histoire de l'œuvre de Karl Polanyi ainsi qu'aux analyses et aux approches qui s'en inspirent. Fred Block et Margaret R. Somers proposent une lecture des travaux de Karl Polanyi à la lumière de son époque, en faisant référence aux mentors du néolibéralisme, Hayek et Mises, et au fascisme, et montrent en quoi son œuvre nous aide à comprendre les tendances autoritaires d'aujourd'hui. Antonino Palumbo et Alan Scott dépassent la dichotomie simpliste entre État et marché en expliquant pourquoi et comment les États soutiennent les marchés. Gareth Dale donne un aperçu critique de l'histoire de la comptabilité nationale comme instrument de stabilisation d'un ordre économique fondé sur le profit et, à partir de ces réflexions, pose la question d'une lecture prétendument polanyienne occasionnée par le débat autour du projet « Au-delà du PIB ». Jonathan D. London étudie la grande transformation qui est à l'œuvre en Asie de l'Est et s'arrête sur la contradiction que constitue l'augmentation simultanée de la marchandisation et des politiques sociales. Attila Melegh et Chris Hann allient une connaissance approfondie de l'œuvre de Karl Polanyi resituée dans son temps avec des réflexions sur le populisme de droite d'aujourd'hui en rapport avec les migrations et l'évolution de la situation en Europe. Dans l'article final, Andreas Novy souligne l'héritage durable de Polanyi, son influence sur les mouvements sociaux, sa critique du capitalisme « global » contemporain et sa recherche d'alternatives. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
 Brigitte Aulenbacher <[brigitte.aulenbacher@jku.at](mailto:brigitte.aulenbacher@jku.at)>  
 Andreas Novy <[andreas.novy@wu.ac.at](mailto:andreas.novy@wu.ac.at)>

# > La Grande Transformation de Polanyi a 75 ans

**Fred Block**, Université de Californie à Davis (États-Unis), et **Margaret R. Somers**, Université du Michigan (États-Unis)



Karl Polanyi, pendant la Seconde Guerre mondiale.  
© Kari Polanyi Levitt.

**A** sa mort en 1964, les travaux de Karl Polanyi étaient peu connus en dehors du cercle des anthropologues économistes et des spécialistes de l'Antiquité grecque et romaine. Sa vie d'intellectuel réfugié aura été partagée entre quatre pays distincts, l'Autriche, l'Angleterre, les États-Unis et le Canada. De plus, il n'appartenait à aucune discipline, son travail touchant à la fois à l'histoire, à la géographie, à l'économie, à la sociologie, à l'anthropologie, aux sciences politiques et aux lettres classiques. Tout cela explique qu'il n'ait pas eu un nombre suffisant de disciples pour assurer sa réputation comme ce fut le cas pour d'autres grands intellectuels réfugiés.

En outre, Polanyi s'est montré un prophète peu fiable dans son ouvrage le plus important, *La Grande Transformation* lorsque dans les derniers chapitres, il avançait que le monde avait finalement reconnu que l'idée de créer un marché mondial autorégulateur était une erreur. Certes, le « libéralisme encasté » qui caractérisait l'ordre économique de l'après-guerre était loin d'être aussi destructeur que le système de l'étalon-or d'avant la Seconde Guerre mondiale. Mais la création d'États-providence keynésiens dans les années 1940, 50 et 60 restait largement en deçà du type de socialisme que Polanyi avait envisagé. De plus, Polanyi n'avait pas prévu l'avènement de la guerre froide ni la détermination de Washington à reconstruire une économie mondiale où les biens et les capitaux circuleraient librement par-delà les frontières nationales.

Paradoxalement, les événements qui se sont produits après sa mort ont consolidé sa réputation de prophète. À Vienne dans les années 20, Polanyi avait élaboré sa pensée en opposition au fondamentalisme du marché de Ludwig von Mises et de son étudiant Friedrich Hayek. Dix ans après la mort de Polanyi, Hayek s'est vu décerner le prix Nobel d'économie, avant d'être encensé quelques années plus tard comme le théoricien qui avait inspiré les politiques économiques de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, qui prônaient le libre marché. Résultat, les 40 dernières années de politiques basées sur le fondamentalisme de marché ont fait passer Karl Polanyi du statut de prophète raté à celui d'analyste le plus réputé et le plus visionnaire sur les pouvoirs et les périls du marché autorégulateur.

## > L'austérité liée à l'étalon-or et le fascisme

Dans *La Grande Transformation*, Polanyi attribue explicitement la montée du fascisme au rétablissement de l'étalon-or international après la Première Guerre mondiale – une décision dont des responsables politiques de tous bords, y compris des bolcheviks, étaient responsables. Mais une fois que les brutales conséquences de l'austérité liée à l'étalon-or ont commencé à atteindre les per-

>>

sonnes économiquement vulnérables partout en Europe, aussi bien les socialistes que les libéraux se sont retournés contre celle-ci – non seulement parce qu'elle entraînait inexorablement une suppression de salaires et de dépenses publiques mais aussi parce qu'elle conduisait à invalider la démocratie.

D'un autre côté, les banquiers ainsi que la plupart des employeurs insistaient sur le fait que l'étalon-or incarnait les lois économiques de la nature et que manipuler ces mécanismes entraînerait une catastrophe économique. Leurs arguments auraient très bien pu être rejetés comme de simples plaidoiries intéressées, s'il n'y avait pas eu les théories de von Mises et de Hayek pour justifier l'inaction gouvernementale face à l'instabilité économique croissante et au chômage de masse. Pour Polanyi, le problème n'était pas seulement que von Mises et Hayek préconisaient des politiques impitoyables et immorales, mais qu'il était follement irréaliste d'imaginer que des millions de familles, dont la plupart ne bénéficiaient d'aucune protection économique, s'adapteraient stoïquement aux privations économiques. Il constatait également que lorsque les travailleurs votaient en faveur de financements publics, de salaires décents et d'allocations de chômage, ces mesures étaient entravées au nom de l'austérité. La conséquence immédiate a été une profonde désillusion à l'égard de la gouvernance démocratique, dès lors que les règles de l'étalon-or primaient inexorablement par rapport à la souveraineté populaire.

Les partis fascistes ont profité de cette désillusion pour promettre le genre de sécurité que les mondialisateurs refusaient d'assurer. Ainsi, pour Polanyi, « l'obstruction [économique] faite par les libéraux à toute réforme comportant planification, réglementation et dirigisme a rendu pratiquement inévitable la victoire du fascisme ». Mais une fois au pouvoir, Hitler a passé outre les contraintes de l'étalon-or. En agissant rapidement pour rétablir le plein emploi, les nazis ont réussi à gagner le soutien de la population et à asseoir leur dictature.

### > **Le fondamentalisme du marché et l'autoritarisme**

La pertinence de l'analyse de Polanyi dans le contexte actuel est frappante. Quarante ans de fondamentalisme du marché ont créé un régime d'austérité permanente où les gouvernements sont en fait à nouveau empêchés de stimuler l'emploi ou de protéger les ménages contre l'instabilité du marché. Le simple fait qu'un gouvernement envisage de remettre en cause ces restrictions déclencherait des représailles immédiates, sous la forme de ventes massives de titres de dette souveraine sur le marché et de fuites soudaines des capitaux mobiles. Même le gou-

vernement de gauche de Syriza en Grèce, pourtant élu sur un programme anti-austérité, a été contraint par la Communauté européenne de poursuivre une politique de stricte austérité.

On retrouve là encore une désillusion généralisée à l'égard des institutions démocratiques et de leur incapacité à remédier à l'austérité permanente. Les partis d'extrême droite se sont renforcés en capitalisant sur ce mépris des normes et des institutions démocratiques. Enfin, est apparu un nouveau type de dirigeants autoritaires élus, qui ont adopté le modèle de la « démocratie illibérale », caractérisé par la manipulation électorale, la mainmise sur le pouvoir judiciaire, la suppression des médias libres et une stratégie politique de haine qui sépare « le peuple » des « autres ».

Certes, les autoritaires d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes que les fascistes du XX<sup>e</sup> siècle. Mais il serait illusoire d'être rassurés par l'absence de formations paramilitaires en uniforme. Le mimétisme historique ne constitue pas un critère de comparaison pertinent. Polanyi voyait la menace fasciste de l'entre-deux-guerres comme une réponse à la crise de la démocratie produite par l'impératif immuable de l'étalon-or. Actuellement, nous nous trouvons à nouveau confrontés à une crise engendrée par les institutions qui gouvernent l'économie mondiale. Comme leurs prédécesseurs, les leaders autoritaires d'aujourd'hui sont venus combler le vide créé par la crise et ont, dans certains cas, déjà commencé à persécuter leurs « ennemis » au nom de la protection de « l'homme oublié ».

La leçon à en tirer pour les temps présents, c'est qu'il y a urgence à trouver un projet de réforme économique mondiale susceptible de briser le carcan de l'austérité permanente et de mettre fin aux crises d'une démocratie impuissante. Certes, le défi qui consiste à créer un mouvement puissant de réforme à l'échelle mondiale est colossal. Ce n'est pas chose facile que de faire naître la coopération mondiale nécessaire pour faire face à des crises telles que le dérèglement climatique, l'augmentation spectaculaire du nombre de réfugiés dans le monde et une économie mondiale de plus en plus chaotique. Mais à l'heure actuelle, il serait peut-être possible d'unir une grande partie de la population mondiale autour du projet d'un New Deal vert qui permettrait de redistribuer les ressources du Nord vers le Sud, de s'attaquer à l'urgence climatique et de transformer les institutions et les règles qui régissent l'économie mondiale. Cette initiative mondiale ouvrirait un espace au sein des nations et des régions supranationales pour un renouveau de la vie politique démocratique et une vague de réformes, de manière à créer un système économique qui fonctionne pour tout le monde. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Fred Block <[fblock@ucdavis.edu](mailto:fblock@ucdavis.edu)>  
Margaret R. Somers <[peggs@umich.edu](mailto:peggs@umich.edu)>

# > Polanyi et le marché comme mode de gouvernance

**Antonino Palumbo**, Université de Palerme (Italie) et **Alan Scott**, Université de Nouvelle-Angleterre (Australie) et membre du comité de recherche de l'ISA « Développement régional et urbain » (RC21)



Karl Polanyi à Pickering, Ontario, à la fin des années 50. © Kari Polanyi Levitt.

**À** l'exception des économistes (dits « orthodoxes »), les spécialistes des sciences sociales – et notamment les sociologues et les anthropologues sociaux – s'accordent depuis longtemps à reconnaître qu'un marché de concurrence pure n'est pas la condition naturelle de l'humanité. Sur la base de ce consensus, ils n'ont cessé de se prononcer en faveur de la souveraineté des États, afin de justifier des formes renforcées d'intervention étatique. Les efforts dans ce sens ont été redoublés depuis la crise financière mondiale de 2008. Au lendemain de cette crise, qui a été définie comme une crise de la dette souveraine et traitée par des mesures d'austérité, l'appel à l'intervention de l'État a pris deux formes principales : (1) une défense des préceptes keynésiens et le recours à des politiques macroéconomiques destinées à stimuler la croissance économique ; (2) la mise en avant d'un récit nostalgique de l'État-providence d'après-guerre, destiné à soutenir une politique de redistribution visant à réduire les inégalités sociales. Ces solutions, largement défendues dans les cercles progressistes, pèchent pour des raisons à la fois conceptuelles et normatives. En effet, elles ne permettent pas de remettre en question – et au contraire contribuent à perpétuer – l'affirmation néolibérale, aujourd'hui communément admise et pourtant injustifiée, selon laquelle il y aurait inévitablement un arbitrage à faire entre États et marchés.

## > L'État, champion du marché

L'histoire sociale et politique des deux siècles passés ne corrobore pas ce bilan à somme nulle de la relation entre l'État et le marché. C'est dans *La Grande Transformation* de Karl Polanyi (paru pour la première fois en 1944) que l'on trouve encore aujourd'hui la meilleure explication théorique. Tout en offrant une synthèse critique sur la théorie sociale classique de l'économie politique libérale, Polanyi soutient que les politiques de laisser-faire destinées à instaurer une société de marché étaient le résultat d'un projet politique, tandis que les pressions sociales pour se protéger moyennant des mesures de régulation étaient une réaction spontanée face aux difficultés produites par ces politiques. En faisant du marché un mode de gouvernance, Polanyi rejette les postulats de la pensée économique et politique libérale de façon plus radicale que ne le font les théoriciens marxistes. Pour lui, l'État est à la fois l'instigateur des efforts visant à instaurer une

>>

économie de marché et le champion appelé à sauver les marchés des crises cycliques qu'ils ont tendance à engendrer. Loin d'être le comité exécutif de la bourgeoisie, l'État prend part à la constitution du marché et à son adaptation pour des raisons résolument politiques – pour renforcer son pouvoir souverain – et non en raison de l'hégémonie dont jouissent désormais les idées libérales ou néolibérales parmi les élites politiques et technocratiques.

Comment les marchés peuvent-ils contribuer à renforcer le pouvoir souverain de l'État ? La réponse que nous tirons de l'analyse de Polanyi est que les marchés ont la capacité de saper les relations de coopération qui sous-tendent la vie en commun en mettant en concurrence divers sous-groupes les uns avec les autres. En cela, les marchés représentent une forme de *soft power* en lieu et place de la force militaire et répressive. En sapant la cohérence interne et l'autonomie normative des communautés, ils laissent le champ libre aux acteurs étatiques pour vaincre l'opposition sociale aux tentatives venues d'en haut d'imposer une volonté bureaucratique centralisée. Tel était l'objectif premier de la lutte, engagée par l'État absolutiste et poursuivie par les États libéraux, contre les autorités féodales, les organismes intermédiaires, les associations professionnelles et les guildes. L'intérêt manifesté par les apparatchiks soviétiques pour le socialisme de marché et l'adoption des règles du marché néolibéral par le Parti communiste chinois répondent également à cette logique. Enfin, n'oublions pas les moyens que l'économie de marché a déployés de manière sélective et stratégique pour affaiblir les communautés et les groupes qui ont opposé une résistance active à l'ingérence bureaucratique de l'État. À la différence de Marx (et de ses disciples), la critique de Polanyi à l'égard des marchés ne porte pas sur la question de l'exploitation et/ou de l'aliénation des travailleurs, mais sur ses conséquences anomiques, à savoir l'érosion de la capacité collective à réguler les rapports sociaux et à maintenir une cohésion normative.

### > Une logique coloniale

En poursuivant cette offensive centralisatrice, les autorités étatiques appliquent une logique coloniale tant au niveau national (pour soumettre les communautés autochtones et les ennemis internes) qu'au niveau international (pour imposer la domination de l'État sur les populations et territoires étrangers). D'un point de vue historique, ces deux activités sont intimement liées. L'expansion extérieure a été pour l'État le principal moyen d'atténuer les conflits sociaux internes croissants générés par les réformes du marché – ce qu'on appelle la « question sociale ». La similitude entre les formes internes et externes de colonisation se manifeste également dans les relations de coopération que les autorités étatiques établissent avec d'autres acteurs sociaux. Au niveau national, le processus de consolidation de l'État a nécessité la formation d'ententes collusoires avec diverses élites sociales et économiques prêtes à en partager les avantages et les inconvénients. De même, au niveau inter-

national, les puissances coloniales ont toujours compté sur l'appui de groupes ethniques ou d'élites sociales dociles avec lesquels elles ont partagé le butin de l'entreprise coloniale. Dans les deux cas, les ententes collusoires ainsi établies ont un caractère compétitif qui oblige leurs membres à renégocier périodiquement les modalités de leur partenariat en fonction de leurs intérêts propres. Les crises économiques et politiques ont donc été l'occasion de renvoyer la responsabilité vers d'autres partenaires et de régénérer l'économie de marché, ce qui va engendrer les cycles de régulation et de dérégulation décrits par Polanyi.

### > Reconnecter le social et le politique

Compte tenu de ce contexte stratégique complexe et de l'interdépendance des États et des marchés, vouloir mettre en avant la souveraineté des États et plaider en faveur de plus d'État et moins de marché n'est pas seulement naïf, mais aussi pervers. L'adhésion de la société à l'intervention de l'État est en effet systématiquement utilisée pour adopter des mesures d'urgence qui renforcent le pouvoir de négociation des acteurs étatiques dans le processus de renégociation de la coalition dont ils sont partie prenante. De la même manière, les craintes de défaut souverain, de hausses d'impôts et de fuite des capitaux sont exploitées pour renforcer la position des forces économiques monopolistiques et des élites sociales présentes à la table de négociation. Ces dix dernières années illustrent parfaitement les actions et réactions des membres de l'entente collusoire responsables de l'instauration du consensus néolibéral qui a été mis à mal par la crise de 2008. Pour éviter de répéter les erreurs du passé, nous avons besoin de solutions qui aillent plus loin que la simple promotion de mesures de protection sociale destinées à protéger les plus démunis. Il est nécessaire de rétablir le lien entre la question sociale et une question politique, celle de la démocratisation à la fois des marchés et du gouvernement. L'appel de Polanyi en faveur des droits sociaux et d'une démocratie industrielle répondait précisément à ce besoin. Mais la question de l'élargissement de la démocratie dans le but de donner plus de pouvoir aux citoyens devrait désormais être posée au-delà de la seule problématique de l'emploi pour inclure – entre autres choses – des droits des consommateurs plus étendus, des limites à la surveillance (exercée tant par l'État que par les entreprises) consacrées par la loi, des mesures pour freiner la spéculation immobilière et financière, et le recentrage sur les questions liées à l'environnement, à la nature et aux ressources naturelles par rapport aux intérêts purement économiques, en privilégiant la responsabilité vis-à-vis des générations futures. L'autre option, c'est d'accepter de subir les conséquences économiques, politiques et sociales actuelles et à venir d'une utopie néolibérale qui a fait long feu. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Antonino Palumbo <[antonino.palumbo@unipa.it](mailto:antonino.palumbo@unipa.it)>  
Alan Scott <[ascott39@une.edu.au](mailto:ascott39@une.edu.au)>

# > Polanyi, la comptabilité, et au-delà du PIB

Gareth Dale, Université Brunel (Royaume-Uni)



Karl Polanyi à Vienne en 1923.  
© Kari Polanyi Levitt.

**L**orsqu'il s'est opposé à Ludwig von Mises sur la question de la comptabilité socialiste, Karl Polanyi a fait l'observation suivante : « La comptabilité constitue une vue d'ensemble quantitative de l'activité économique. L'économie capitaliste, par exemple, est axée sur le profit, et donc sa comptabilité vise à fournir une vue d'ensemble de la relation de chaque élément du capital avec le profit. L'activité d'une armée se limite à atteindre des objectifs techniques militaires moyennant de l'argent et des ressources matérielles, donc sa vue d'ensemble devient, dans un certain sens, une fin en soi : cela permet le contrôle... ». La fonction de chaque système particulier de comptabilité, poursuit-il, « est donc simplement la suivante : la comptabilité doit nous apporter des réponses quantitatives aux questions que nous devons nous poser sur l'activité économique examinée. La nature de ces questions détermine la nature du système de comptabilité qui sera utilisé pour y répondre. L'économie capitaliste, par exemple, fait du profit son objectif concret, et donc son système de comptabilité a pour fonction de fournir une vue d'ensemble qui rende compte quantitativement de la relation de chacun des éléments qui la caractérisent (les différents éléments du capital) avec l'impératif de rentabilité. »

Dans ce passage, Polanyi identifie le principe comptable qui constitue le fondement de l'économie capitaliste, qui est axé sur le profit. Il fait également référence à la comptabilité d'une armée (« cela permet le contrôle ») comme exemple d'un autre type. Examinons brièvement cette question, en nous intéressant dans un premier temps aux grands débats et transformations concernant la comptabilité intervenus dans l'entre-deux-guerres. On trouve d'une part le débat sur la comptabilité socialiste, auquel Polanyi a pris part ; et d'autre part la révolution relative au calcul du revenu national. L'économiste institutionnaliste américain Wesley Mitchell fit œuvre de pionnier en la matière. Critique à l'égard de la théorie néoclassique qu'il jugeait « qualitative », il préconisait d'introduire la quantification dans l'économie. L'économie doit se situer sur un terrain mesurable, et par conséquent solide.

## > La naissance de la comptabilité nationale

En 1920, juste avant l'intervention de Polanyi dans le débat sur la comptabilité socialiste, Mitchell créa le National Bureau of Economic Research. L'objectif était de recueillir des données de façon systématique et d'établir

un relevé statistique rigoureux de l'économie dans son ensemble. Mitchell fut l'un des créateurs du concept moderne de revenu national. Il l'a concrétisé en fournissant des chiffres réels, censés représenter ce concept. Ce faisant, il a façonné ce que Philip Mirowski dans son livre *The Birth of the Business Cycle* a appelé « une nouvelle entité théorique ». Ces travaux ont ouvert la voie à la révolution macroéconomique en économie : à la *Théorie générale* de Keynes, et aussi au produit intérieur brut (PIB). En 1932, le Congrès américain chargea Simon Kuznets, un étudiant de Mitchell, de concevoir un moyen de mesurer la production du pays. Les travaux de Kuznets ont finalement abouti à la création du produit national brut (PNB) et du PIB. Dans les années 30, Colin Clark a également tenté d'évaluer statistiquement le « taux de croissance annuel du revenu réel par habitant », ainsi que le « premier modèle dynamique prétendant représenter une économie dans sa totalité » que Jan Tinbergen a publié en 1936.

À ses débuts, la comptabilité nationale était portée par un vent réformiste. Pour que le gouvernement puisse contribuer efficacement à atténuer les souffrances de la population durant les années de la Grande Dépression, l'apport des statisticiens était nécessaire. Dans ses premiers modèles, Kuznets cherchait à mettre au point une comptabilité nationale basée sur la notion de bien-être, qui inclurait les « bonnes » mais exclurait les « mauvaises » dépenses telles que les armements. Mais le souci du bien-être présent chez Kuznets et Mitchell a été, comme le note Marion Fourcade dans *Economists and Societies*, relégué au second plan dès lors que les exigences de la planification de guerre, puis la macroéconomie keynésienne et la gestion de la demande, ont pris le dessus. Kuznets lui-même a travaillé sur la planification militaire au War Production Board (Bureau de la production de guerre) en utilisant les techniques de comptabilité nationale qu'il avait aidé à développer au Ministère du Commerce. À cette même occasion, les dépenses militaires (salaires des militaires et achats d'armes) ont été incluses dans le PIB, alors même que les prestations sociales (sécurité sociale et allocations de chômage) en ont été exclues.

### > Problèmes liés au PIB

Fondamentalement, le PIB offre une approche de l'activité économique prenant en compte la valeur d'échange issue de transactions légales. Il « récompense » la marchandisation : si vous chantez une chanson, cela ne fera pas augmenter le PIB, mais si vous chantez la même

chanson et exigez de votre public qu'il achète des billets, alors le PIB augmente. Le PIB exclut les transactions dans lesquelles l'argent ne change pas de mains – comme le ménage, le bricolage ou le bénévolat. Il ne tient pas compte du genre ou de la classe sociale. Il fait abstraction de la répartition des revenus. Comme la valeur d'échange, il ne tient pas non plus compte de la nature. Il considère la vente des ressources naturelles comme une recette, sans faire de soustraction proportionnelle à l'épuisement des ressources. Il ne tient aucun compte des externalités.

Le PIB est donc un indicateur particulièrement adapté à un monde dominé par la valeur d'échange ; c'est un système de mesure fondamentalement capitaliste. Mais il s'agit également d'un indice développé par les États et utilisé pour donner une vue d'ensemble de « l'économie nationale », dans une perspective avant tout de concurrence au niveau géopolitique. C'est un indice qui reflète la nature et les besoins des États capitalistes. Ceux-ci ne s'intéressent pas directement au profit, mais à administrer la société dans l'intérêt du capital. C'est pourquoi la façon dont l'armée présente ses statistiques, même lorsqu'elle comporte une planification, ne devrait pas être opposée à celle des entreprises capitalistes.

Aujourd'hui, le PIB fait l'objet de débats comme jamais auparavant. L'un des résultats de ces débats a été le projet "Beyond GDP" (« Au-delà du PIB »). Que ce soit par scepticisme à l'égard de la croissance ou par crainte que si la croissance du PIB reste faible, la légitimité de la performance des gouvernements sera mise en question, des dirigeants politiques, des fonctionnaires et des universitaires – dont Nicolas Sarkozy, Jacinda Ardern, Gus O'Donnell, Joseph Stiglitz et Amartya Sen – préconisent des indicateurs alternatifs.

Pour David Yarrow, économiste politique disciple de Polanyi, le projet « Au-delà du PIB » a le potentiel de déstabiliser l'organisation de « l'économie » en tant qu'objet unifié centré sur le marché. Si cela pouvait se produire, ce serait une évolution bienvenue. Cependant, le PIB ne constitue pas l'objectif principal du système économique. Cet objectif est l'accumulation du capital sur un marché concurrentiel, et les principes comptables qui le régissent sont ceux de l'entreprise et non de l'État. Si l'analyse ci-dessus est correcte, lorsque les critiques de la « croissance à tout prix » portent uniquement sur l'indice du PIB tout en restant évasives sur le capital, cela revient à mettre de côté la problématique principale. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Gareth Dale <[Gareth.Dale@brunel.ac.uk](mailto:Gareth.Dale@brunel.ac.uk)>

# > Grandes transformations : La marchandisation de l'Asie de l'Est

Jonathan D. London, Université de Leyde (Pays-Bas)



Karl Polanyi. © Kari Polanyi Levitt.

L'expansion et le renforcement des marchés et des relations commerciales à l'échelle mondiale comptent parmi les transformations les plus marquantes de notre époque. Pour désigner ces phénomènes, on peut employer un néologisme générique quoique peu élégant, celui de « marchandisation » (en anglais, *marketization*). Les processus de marchandisation à marche forcée qui se sont imposés ces dernières décennies à travers le monde sont profondément « polanyiens », dans la mesure où ils reflètent à la fois la dialectique d'expansion et d'« habitation » du marché et les stratégies politiques délibérées de transformation sociale menées par des élites politiques soucieuses d'ordonner la vie sociale pour servir des intérêts particuliers et des objectifs déterminés. Cela dit, la façon dont la marchandisation s'est développée, les réactions locales qu'elle a suscitées et ses répercussions sur le bien-être social et les inégalités ont été très variables d'une région du monde à l'autre et au sein de chacune d'elles.

Globalement, la marchandisation est allée de pair avec une augmentation des échanges et des investissements, une industrialisation et une financiarisation de l'économie, une accumulation massive du capital et, par voie de conséquence, une augmentation – quoique inégale – des revenus et de la richesse, mais elle s'est également accompagnée d'une forte aggravation des inégalités, d'un climat d'insécurité économique généralisée et systémique et d'un désastre au plan écologique. Tout cela a été rendu possible et a été accéléré par la large victoire de divers intérêts capitalistes déterminés à garantir l'accumulation du capital au niveau mondial, et ce, quel qu'en soit le coût. Partout dans le monde, l'accélération du processus de marchandisation s'est accompagnée de la propagation de pratiques de corruption adoptées sous le couvert de principes « favorables au marché ». Cela a conduit au développement de régimes d'accumulation de plus en plus mondialisés mais échappant à tout contrôle politique – des régimes qui créent de la richesse mais contribuent aussi à accroître les inégalités en maintenant l'insécurité économique et des souffrances qui pourraient être éliminées alors même que les revenus moyens et la consommation sont en hausse.

>>

Mais la situation est-elle si grave que ça ? Après tout, sous l'effet de la marchandisation, le monde est devenu plus riche, surtout en Asie de l'Est (comprise ici comme la vingtaine de pays situés entre le Japon et l'Indonésie). Une étude du phénomène de marchandisation et des dynamiques qui l'accompagnent dans cette région du monde peut donner lieu à une analyse polanyenne de notre époque.

### > Le « double mouvement » en Asie de l'Est

Parmi les données les plus souvent citées concernant les 30 dernières années de marchandisation, il y a celles qui mettent en avant la contribution de la marchandisation à l'amélioration du niveau de vie dans les pays en développement, en particulier en Asie de l'Est. D'après la Banque mondiale, la part de la population d'Asie de l'Est vivant dans « l'extrême pauvreté » est passée entre 1990 et 2016 de plus de 60% à moins de 3%. Ces chiffres n'englobent cependant pas les sociétés de marché d'Asie du Sud-Est comparativement plus pauvres et à la croissance plus lente. Ils s'appuient en outre sur des seuils de pauvreté étonnamment bas et des systèmes de représentation du progrès qui servent les intérêts dominants des défenseurs du marché. Quoi qu'il en soit, et malgré des variations, la tendance dans la région est claire. Les processus de marchandisation dans les pays d'Asie de l'Est à revenu élevé, intermédiaire ou faible ont favorisé la croissance et l'amélioration du niveau de vie en même temps qu'une augmentation des inégalités et des niveaux parfois choquants d'exploitation. Mais l'Asie de l'Est en voie de marchandisation illustre également certains éléments d'un « double mouvement » polanyien.

Un aspect particulièrement intrigant du marché mondial contemporain c'est que si son expansion a été facilitée par l'hégémonie des idées et des intérêts néolibéraux (Dale, 2012), elle a en même temps donné lieu à une rapide augmentation de la portée et de l'arsenal des politiques sociales déployées dans l'ensemble des pays à revenu faible ou intermédiaire à travers le monde. Plutôt qu'un contre-mouvement, l'expansion des politiques sociales dans les pays à revenu faible ou intermédiaire qui a accompagné le processus de marchandisation met en évidence l'implantation et l'institutionnalisation à l'échelle mondiale de sociétés de marché ou d'ordres sociaux mondialisés, respectivement influencés par des caractéristiques relationnelles, sociales et institutionnelles propres à chaque pays.

En Asie de l'Est, l'ampleur, la portée, la rapidité et la complexité à l'échelle locale de ces processus ont été particulièrement impressionnantes, dans un contexte de développement inégal et combiné. Dans toute la région, l'ampleur et la portée des régimes éducatifs, de santé et de protection sociale ont été considérablement étendues, de même que les dépenses publiques et privées dans ces domaines. En Corée et à Taïwan, et même en Thaïlande,

en Indonésie et aux Philippines, les motivations électorales qui ont incité les élites à promettre d'étendre la protection sociale ont contribué à accélérer le développement de politiques sociales. Dans des pays comparativement plus riches comme Singapour, Hong Kong et la Malaisie, des gouvernements non démocratiques ont déployé des services éducatifs, de santé et de protection sociale dans des proportions impressionnantes, quoique de manière stratifiée, perpétuant ainsi inutilement la pauvreté. En Chine et au Vietnam, des partis communistes théoriquement anti-capitalistes ont instauré des sociétés de marché qui fonctionnent dans un cadre politique corporatiste profondément autoritaire, ce qui a permis d'assurer une croissance économique rapide et un socle de services de base à une part de plus en plus importante de la population, alors même que l'accès à des services au-delà de ce niveau de base nécessite un capital politique et économique. Même le Cambodge, le Laos et la Birmanie affichent des politiques sociales en pleine expansion.

### > Débat sur la nature du « double mouvement »

Globalement, certains considèrent l'évolution de la situation en Asie de l'Est comme la preuve d'un véritable « double mouvement » polanyien de dé-marchandisation, suivant lequel l'intégration en cours des sociétés tardivement industrialisées de cette région dans un marché mondial en pleine expansion s'accompagne du déploiement de politiques sociales par des États cherchant à protéger leurs populations des vicissitudes des marchés au niveau national et international tout en soutenant le développement des moyens nécessaires à la compétitivité et à l'ascension sociale dans le cadre de ces marchés. Au sujet de l'expansion mondiale des politiques sociales, Harris et Scully affirment que le phénomène de marchandisation dans les pays du Sud global est apparu bien avant le néolibéralisme et que, malgré la priorité accordée par le néolibéralisme au développement et à l'expansion du rôle des marchés, sa progression a occulté « une évolution tangible dans le sens d'une *dé-marchandisation* de la vie politique et économique ». En effet, d'après l'Organisation internationale du travail (OIT), d'ici 2019, environ la moitié de la population mondiale bénéficiera d'au moins une prestation sociale.

Ceux qui portent un regard sceptique sur le développement des politiques sociales en Asie de l'Est discernent un double mouvement, voire un faux double mouvement polanyien typiquement néolibéral, qui *éloigne* les Asiatiques de l'Est des principes de l'universalisme et de la démarchandisation et les entraîne vers des modes de gouvernance et de citoyenneté de marché qui isolent l'accumulation marchande des mécanismes démocratiques. Ce double mouvement néolibéral part du principe que le bien-être social est mieux assuré et établi au sein du marché et à travers le marché, au point que les politiques sociales elles-mêmes favorisent la logique de l'économie de marché. Le creuse-

ment des inégalités ainsi que la commercialisation et la stratification généralisées des services observées dans la région contribuent à étayer cette thèse. En effet, les politiques sociales engagées par les gouvernements en Asie de l'Est sont devenues des terrains privilégiés d'accumulation du capital.

Dès lors, quelles conclusions tirer de la grande transformation de l'Asie de l'Est, une transformation qui est allée de pair avec des améliorations substantielles quoique fort inégales du niveau de vie, une vaste subordination des populations à des sociétés de marché construites et maintenues pour servir les intérêts des élites, mais aussi une hausse des revenus et une progression significative de l'étendue et de la portée des politiques sociales ?

## > L'institution d'ordres sociaux

Pour saisir l'importance de la transformation de l'Asie de l'Est, il faut analyser ces pays en tant qu'ordres sociaux et, en même temps, explorer en profondeur leur évolution au plan social, relationnel et institutionnel. Ce n'est qu'en Corée et à Taiwan que l'on observe ne serait-ce que des

indices suggérant un véritable « réencastrement » (*re-embedding*) du marché dans le sens qu'envisageait Polanyi. En Chine et au Vietnam, le double mouvement s'est produit dans le cadre d'une consolidation d'ordres fondés sur le « léninisme de marché ». Dans l'ensemble de la région, les politiques sociales, comme les marchés, se sont développés et ont été orientés en fonction des relations des pouvoirs en place. La tendance générale, c'est que les élites d'Asie de l'Est ont institué des ordres sociaux et des formes variées de citoyenneté de marché caractérisés par des politiques sociales faiblement universalistes qui offrent un socle basique de services plus ou moins adapté mais font largement dépendre l'accès aux services au-delà de ce seuil de principes reposant sur le paiement comptant et les accointances politiques. Et donc, en Asie de l'Est, l'amélioration significative du niveau de vie, l'essor de la consommation de masse et de la société de consommation ainsi que le développement des politiques sociales sur fond d'inégalités croissantes, d'insécurité économique permanente et de catastrophe écologique représentent en effet une grande transformation, mais certes pas celle que Polanyi avait imaginée et que d'autres après lui espèrent peut-être encore. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Jonathan London <[j.d.london@hum.leidenuniv.nl](mailto:j.d.london@hum.leidenuniv.nl)>

# > La peur du remplacement de population

**Attila Melegh**, fondateur et directeur du Centre Karl Polanyi de l'Université Corvinus de Budapest (Hongrie)

**L**es populations d'Europe de l'Est sont (à nouveau) en voie de comprendre les enseignements de l'un des leurs : Karl Polanyi. Après avoir écrit *La Grande Transformation* et expliqué pourquoi l'utopie du marché conduisait à la nécessité de retrouver une « couverture protectrice » contre des systèmes de « fictions grossières », Polanyi a également soutenu en 1945 que l'introduction d'un marché libre conduirait à un « nationalisme fou » en Europe de l'Est :

« Si la Charte atlantique nous engageait réellement à rétablir des marchés libres là où ils ont disparu, le risque est d'ouvrir par là même la voie à la réintroduction d'un nationalisme fou dans des régions où il a disparu. » (Polanyi, « Universal Capitalism or Regional Planning », non traduit)

De même, dans son dernier livre *Repatriating Polanyi*, Chris Hann affirme que les causes profondes de la montée du nationalisme en Europe se trouvent dans l'institution d'un « ordre néolibéral mondial ». Dans cet article, je soutiens que les changements démographiques de l'ère néolibérale mondiale ont poussé l'humanité – et dans le cadre européen, les sociétés d'Europe de l'Est et surtout (comme cas type) la société hongroise – à rechercher une forme de protection contre l'utopie d'un marché mondial. Ces sociétés rejettent l'intérêt du capital à remplacer le déficit démographique ou l'émigration des populations nationales par des migrants originaires de contrées lointaines.

## > Les facteurs au niveau mondial

L'ère néolibérale qui a débuté à la fin des années 80 ayant été marquée par un certain nombre de profonds changements démographiques à l'échelle mondiale, la question migratoire risque de devenir un sujet beaucoup plus controversé que par le passé.

- À l'ère de la mondialisation, les migrations ont augmenté plus rapidement que la population, tandis que le taux de fécondité n'a cessé de décliner, entraînant un vieillissement préoccupant de la population. Dans le même temps, le taux de mortalité a moins baissé qu'au cours des périodes précédentes.

- La mobilité accrue du capital a joué un rôle fondamental dans l'essor des migrations, en contribuant à « désencastrier » et à déraciner de vastes secteurs de la population à l'échelle mondiale. La restructuration économique et la perte d'emplois stables qui en ont résulté ont rendu le travail au quotidien et la vie familiale beaucoup moins stables et renforcé le sentiment d'insécurité.

- Les débats sur les migrations (fondés sur des modèles discursifs hérités de l'histoire, qui opposent le contrôle des migrations à leur promotion) sont devenus plus virulents en raison de l'augmentation des prestations sociales et d'une concurrence accrue sur le marché du travail. Plusieurs facteurs connexes sont ici à l'œuvre : le vieillissement continu de la population mondiale lié à la baisse du taux de fécondité ; le déclin observable du taux d'activité dans les tranches de la population en âge de travailler ; une moindre convergence des salaires, qui fait que les secteurs privilégiés de la population en Occident n'ont connu que peu ou pas d'augmentation salariale ; et la stagnation générale des niveaux de redistribution depuis le milieu des années 90, comme l'explique Böröcz dans un article de 2016 sur « les inégalités globales de redistribution » (« Global Inequality in Redistribution »).

## > Les facteurs au niveau européen

Le taux de fécondité historiquement faible de l'Europe par rapport à la moyenne mondiale et son vieillissement continu supérieur à la moyenne mondiale alors que le continent perd certains de ses avantages en matière de mortalité, montrent que les facteurs démographiques sont de plus en plus importants pour expliquer pourquoi l'Europe est à ce point préoccupée par la question migratoire. On voit bien là la concurrence paradoxale entre migration et bien-être à l'ère néolibérale. La mobilité du capital est très élevée (les flux nets d'investissements directs à l'étranger sont supérieurs aux niveaux mondiaux). Les économies socialistes d'Europe, « encastées » de façon complexe, ont été démantelées au nom de cette mobilité, laquelle a elle-même entraîné des pertes massives d'emplois et une mobilité massive de la population dans un espace ouvert mais inégalement développé. On constate également que l'Europe, en tant que région privilégiée du point de vue du bien-être économique par habitant, a perdu de son importance à l'échelle mondiale, tout en continuant à enregistrer des niveaux élevés de migration – supérieurs aux niveaux mondiaux.

## > Les facteurs au niveau régional et local

Si l'on compare les taux d'emploi sur une longue période, on constate que, dans les pays d'Europe de l'Est, les taux d'activité sont passés d'un niveau record dans les années 80 – bien au-dessus des taux mondiaux – à un niveau bien inférieur aux taux européens et même mondiaux dans les

>>

années 1990 et 2000, avant de remonter dans les années 2010. Il y a donc eu deux décennies perdues, avec d'importantes répercussions sur les sociétés concernées.

Cette période de bouleversement économique s'est traduite par un « désencastrement » et un déracinement massifs. D'après Hann, ces changements radicaux au niveau macro-économique se sont produits manifestement à l'encontre des normes et des pratiques quotidiennes des personnes engagées dans la transition vers une « société de marché ». En ce qui concerne l'immigration, la principale caractéristique est que toute l'Europe de l'Est, y compris la Hongrie, envoie d'importants flux de personnes vers l'Europe de l'Ouest mais n'accueille que des migrants des pays avoisinants ; des relations plus lointaines sont rares et relativement peu importantes. D'après les Nations Unies, en 2015, plus de 25 millions de personnes nées dans les petits États d'Europe de l'Est ne vivaient pas dans leur pays d'origine, alors que le nombre total d'immigrants, principalement en provenance de la région immédiate, dépassait à peine les 10 millions, avec par conséquent des pertes de population de grande ampleur.

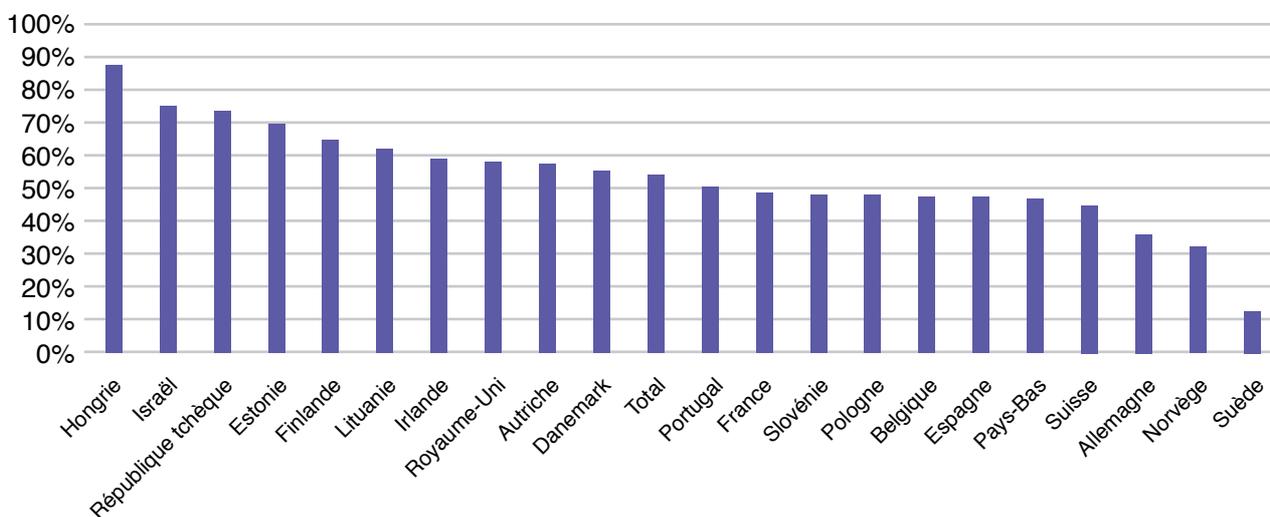
Ces échanges inégaux avec les pays d'Europe de l'Ouest – qui font que les capitaux entrent et la main-d'œuvre sort – sont lourds de conséquences pour les États-nations et leur système de protection sociale : perte de main-d'œuvre et de compétences, déséquilibre croissant entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, et perte d'entrées fiscales et de cotisations sociales, a fortiori dans le contexte global de vieillissement de la population. Il semblerait ainsi que, contrairement à la tendance mondiale – et même,

dans une certaine mesure, européenne – vers une croissance démographique stable, certains pays d'Europe de l'Est risquent de se retrouver dans une situation démographique impossible à gérer sans induire des tensions considérables dans leurs systèmes de protection sociale déjà amputés. Cela pourrait expliquer pourquoi certaines populations d'Europe de l'Est craignent à ce point un remplacement de population.

On peut faire valoir que l'intérêt des entreprises et du capital se situe clairement dans un « échange fictif de main-d'œuvre migrante ». Dans un système néolibéral, il convient d'extraire de la main-d'œuvre de régions émettrices auxquelles est offerte la possibilité d'« importer » de la main-d'œuvre tout aussi abstraite. Ceci est rejeté par les communautés locales et certains gouvernements nationalistes comme étant une option catastrophique dans un contexte de fragilité démographique. Paradoxalement, et d'une certaine manière tragiquement, ce sentiment de panique est particulièrement efficace dès qu'est abordée la récente crise des réfugiés causée par les tensions et les guerres des 30 dernières années de néolibéralisme. Il ne peut cependant y avoir de réponse nationale ou nationaliste à ces tensions et à ces contradictions. Seul un « double mouvement » mondial peut apporter une réponse susceptible de nous permettre de sortir de la situation de tension actuelle, et non la défense mécanique et autoritaire d'un « ensemble démographique » national ou local. L'abandon de l'ordre néolibéral est sans doute le seul moyen d'assurer simultanément la dignité des migrants et des non-migrants dans le monde entier. ■

Toute correspondance est à adresser à : Attila Melegh <[melegh@demografia.hu](mailto:melegh@demografia.hu)>

**En faveur de peu ou pas d'immigrants originaires de pays non européens plus pauvres, Enquête Sociale Européenne 2014 (avant la dite « crise des réfugiés »)**



Source : Enquête Sociale Européenne (European Social Survey, ESS) 2014-2015, [https://www.europeansocialsurvey.org/download.html?file=ESS7e02\\_2&y=2014](https://www.europeansocialsurvey.org/download.html?file=ESS7e02_2&y=2014), consulté le 15 octobre 2019.

# > La route du populisme

**Chris Hann**, Institut Max Planck d'Anthropologie sociale (Allemagne)



Migrants à la gare de Budapest-Keleti, en Hongrie, 2015.  
Photo : Chris Hann.

**L**e pendant de *La Grande Transformation* de Karl Polanyi, publié un mois plus tôt en mars 1944 à Londres, est *La route de la servitude* de Friedrich Hayek. Ni l'un ni l'autre ne peut être considéré comme un ouvrage de sociologie académique ou de sciences sociales académiques. Il s'agit de livres écrits par des spécialistes dans le but d'atteindre un large public. Mais si le livre de Hayek a atteint son objectif très rapidement (en partie grâce à une version abrégée publiée dans le magazine américain *Reader's Digest*), le texte beaucoup plus long de Polanyi n'a en revanche connu que des ventes modestes. Bien que Polanyi et Hayek puissent tous deux leur source dans la science économique autrichienne, ils diffèrent énormément dans le fond comme dans la forme. Polanyi plonge dans les détails de l'histoire économique britannique et de l'ethnographie coloniale pour conclure en faveur du socialisme démocratique. L'ouvrage de Hayek est à la fois plus abstrait et plus véhément. Il considère les doctrines économiques qui prônent le libéralisme, tenues par Polanyi pour responsables des catastrophes du fascisme, comme le garant aussi bien de la liberté individuelle que de l'efficacité économique. Pour Hayek, la planification socialiste conduit au totalitarisme. Il préconise le libre marché et une intervention minimale de l'État. Dans la

contribution qui suit, je ne m'intéresse pas tant à l'histoire intellectuelle complexe qui a précédé les publications de 1944 qu'à la pertinence de ces philosophies économiques opposées par rapport à ce qui a suivi, et donc par rapport à l'état de la société mondiale actuelle, 75 ans après.

## > Essor et déclin du libéralisme « encastré »

On considère généralement les premières décennies de l'après-guerre comme une période où l'économie a été « réencastrée » (*re-embedded*) dans la société (pour reprendre la métaphore bien connue de Polanyi dans *La Grande Transformation*). Les tensions du « double mouvement » polanyien (avec d'une part, la pénétration du principe du marché et, d'autre part, « l'autoprotection » de la société) ont été atténuées par les principes keynésiens de gestion de l'économie visant à maintenir un taux élevé d'emploi et à consolider les États-providence. Le socialiste qu'était Karl Polanyi n'a pas été impressionné par ces compromis, pas même par la puissance des États-providence dans les pays scandinaves. Les économies mixtes de cette période et le système financier négocié à Bretton-Woods ont néanmoins permis aux démocraties libérales de prospérer durant cette génération.

Dans les années 70, ces progrès ont été ébranlés par la politique favorisant les hydrocarbures et par l'effondrement du système de Bretton-Woods. Dans les années 80, le président Reagan et la Première ministre Thatcher (qui considérait Hayek comme son gourou) ont commencé à porter atteinte à l'équilibre pragmatique du « libéralisme encastré » et à proclamer à sa place les vertus du marché libre. Après l'effondrement du bloc soviétique, les dogmes néolibéraux ont été diffusés dans le monde entier. Avec la fin de la planification centralisée, la privatisation et la marchandisation tous azimuts ont entraîné des bouleversements considérables. La plupart des anciens pays socialistes d'Europe de l'Est ont finalement été admis dans l'Union européenne. Les nouvelles élites de l'Est se sont associées aux anciennes élites de l'Ouest pour mettre de côté le volet social du traité de Maastricht. Au moment où la domination du principe du libre marché induisait une mobilité toujours plus grande du capital et du travail, la création de l'euro a permis d'abandonner l'idéal antérieur d'une « Europe sociale ». Les mesures d'austérité prises en réaction à la crise financière internationale qui a commencé en 2007 ont, une fois de plus, démontré les contradictions d'un capitalisme qui apparaît de plus en plus « désencastré » (*disembedded*).

### > **Marchés institutionnalisés et politique populiste**

Que l'on décide d'épargner ou de consommer, d'émigrer en quête de salaires plus élevés ou d'accepter ce qui est disponible dans sa *Heimat* (terre d'origine), la vie économique se déroule toujours dans des contextes qui sont socioculturellement et institutionnellement structurés. La métaphore du « désencastrement » ne saurait être interprétée de façon trop littérale : il faudrait examiner de près ce que Polanyi a appelé le « processus institué ». Un examen attentif révèle que le régime du libre marché repose en grande partie sur des États forts pour défendre les droits de propriété et faire respecter les intérêts des capitalistes en général. Si Polanyi écrivait aujourd'hui, il s'intéresserait probablement à la façon dont les pouvoirs des États, même des États les plus forts, ont été subvertis par des entreprises multinationales qui se soustraient savamment à l'impôt et ne rendent de comptes qu'à leurs propres actionnaires. Il serait choqué par la manière dont des régimes néo-patrimoniaux, notamment celui de son pays natal, la Hongrie, manipulent les institutions (par exemple les mécanismes de l'Union européenne) non pas pour une planification pragmatique au service des inté-

rêts de leurs populations mais pour renforcer les liens de dépendance clientéliste au sein d'un parti gouvernemental quasi-monopolistique.

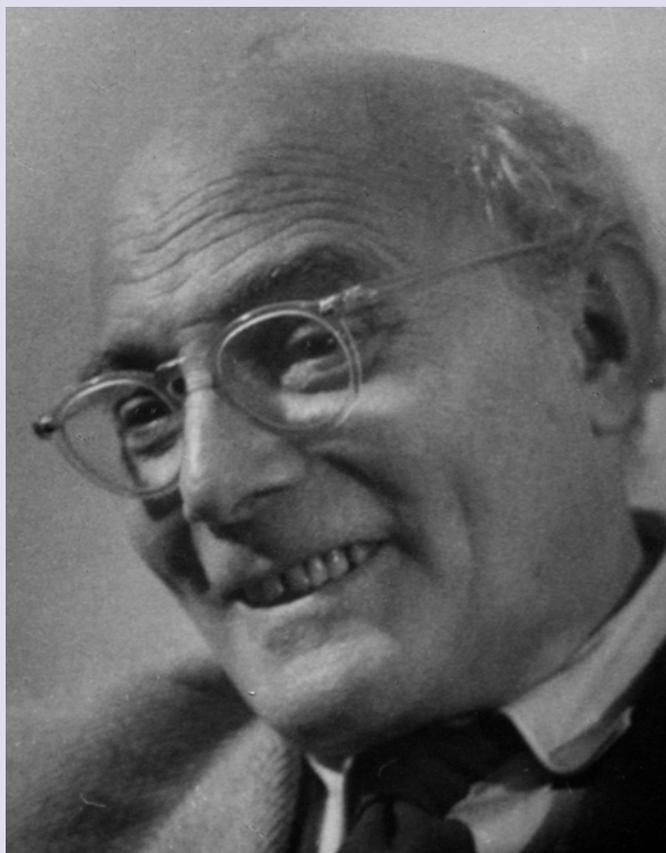
La nouvelle institutionnalisation de l'économie s'accompagne d'une montée alarmante du « populisme » dans le monde. Des dirigeants comme Orbán en Hongrie ou Trump aux États-Unis remettent en cause la compatibilité fondamentale du capitalisme avec la démocratie. Dans cette conjoncture, l'analyse que faisait Karl Polanyi des tensions du « double mouvement » apparaît prémonitoire. Lorsqu'une société comme la société hongroise, où des expériences plutôt réussies de « socialisme encastré » (*embedded socialism*) avaient été menées depuis le milieu des années 60, se trouve brusquement exposée à la déferlante du laisser-faire mondial, elle réagit en cherchant à se défendre, en réaffirmant des valeurs qui semblent menacées au sein du nouveau marché mondial. Dans la pratique, cela a consisté à camoufler les nouvelles divisions de classe en attisant le sentiment ethno-national. Tandis que les Roms et les Juifs sont les boucs émissaires habituels à l'intérieur du pays, Bruxelles (siège de l'UE néolibérale) a remplacé Moscou (siège de l'ancien système de planification centralisée) comme principal ennemi extérieur. Il peut y avoir des différences de détail, mais le lien avec le populisme est un élément que Polanyi aurait reconnu, étant donné les similitudes avec les origines du fascisme européen.

*La Grande Transformation* constitue l'analyse la plus aboutie pour identifier là où mènent les dogmes anti-socialistes et du laisser-faire de *La route de la servitude*. Les deux livres ont été réimprimés à maintes reprises et traduits dans de nombreuses langues, mais le message de Polanyi n'a jamais été abrégé au format *Reader's Digest*. Les ventes de Hayek ont toujours été supérieures à celles de Polanyi et continuent de l'être. Mais surtout, dans les pays anglo-saxons, près de 30 ans après la fin de la guerre froide, la nécessité de diaboliser le socialisme reste une habitude dont il est difficile de se débarrasser. Karl Polanyi offre une alternative globale à la notion simpliste selon laquelle la spontanéité du libre marché est la meilleure garantie de la liberté individuelle. La question la plus importante de notre époque est de savoir si la crise actuelle de l'idéologie de Hayek peut être résolue par une nouvelle renaissance du libéralisme keynésien, ou s'il s'agit réellement d'une « fin de partie » pour le capitalisme. L'optimiste Polanyi aurait espéré cette deuxième option. ■

Toute correspondance est à adresser à Chris Hann <[hann@eth.mpg.de](mailto:hann@eth.mpg.de)>

# > L'héritage durable de Karl Polanyi

Andreas Novy, WU-Wien (Autriche)



Karl Polanyi en 1964.  
© Kari Polanyi Levitt.

## > L'analyse spatiale implicite de Polanyi

Karl Polanyi était un fervent défenseur du mouvement coopératif et un grand admirateur de Robert Owen, l'un des premiers partisans de ce mouvement. Tous les mouvements altermondialistes et ceux pour l'économie sociale et l'économie solidaire, visent à donner aux citoyens, aux paysans et aux travailleurs les moyens d'influer sur leur vie personnelle et sur la société. Des expériences d'autogestion et de gouvernance participative ont ainsi été menées, souvent portées par la foi dans la capacité des individus et des communautés à prendre leur vie en main, à « réencastrier l'économie dans la société », suivant des valeurs plus coopératives et des besoins et désirs moins matérialistes. La démocratisation socioéconomique a par conséquent été encouragée, avec les objectifs liés de remettre l'économie à sa place et d'étendre la démocratie au-delà de la sphère politique. Le financement, la production et les activités liées aux soins à la personne sont considérés comme trop importants pour être dissociés de la prise de décision collective, de la responsabilité publique et de la cogestion. Nombre de ces mouvements de la société civile, dont, récemment, le mouvement de Transition et celui des « communs », ont encouragé les innovations sociales partant de la base. Mais souvent, pris au piège du localisme, ils se sont retrouvés dans l'incapacité de susciter des changements institutionnels et structurels au-delà de leur projet ou de leur quartier.

**A** sa mort en 1964, Karl Polanyi était surtout connu des anthropologues, en tant qu'ardent défenseur d'une conception plus contextualisée de l'économie comme « organisation des moyens de subsistance ». C'est à partir des années 1970 qu'on assiste dans un grand nombre de disciplines à sa redécouverte en tant que spécialiste en sciences sociales. En économie, c'est grâce au travail de Douglass North, qui recevra le prix Nobel pour avoir dégagé l'importance des institutions dans le développement économique. À la différence de Polanyi, North s'intéresse surtout aux marchés, à la propriété et aux contrats. En sociologie, Mark Granovetter popularise le concept d'encastrement (*embeddedness*) cher à Polanyi, mais l'utilise pour étudier le fonctionnement de marchés concrets dans les sociétés de marché, alors que Polanyi posait le problème de la viabilité des sociétés de marché en général. Pour Polanyi, le manque de cohésion sociétale dans les sociétés de marché résulte de l'indépendance fonctionnelle et – pire encore – de la suprématie des motivations et des intérêts économiques sur les préoccupations sociétales et les intérêts politiques.

On touche là à un aspect crucial, quoique négligé, de l'œuvre de Karl Polanyi, à savoir, son analyse spatiale implicite. Chez Polanyi, la critique, souvent reprise, du marché autorégulateur n'est pas un rejet de tous les types de marchés. La critique porte sur l'émergence d'un « grand

>>

marché unique » (*One Big Market*), un marché interconnecté où tout peut faire l'objet de transactions commerciales – même ce qui n'a pas été produit pour la vente. L'institution clé qui a assuré la pérennité jusque dans les années 30 de ce *One Big Market* a été l'étalon-or. Ce système a rendu comparables et par conséquent, commercialisables, toutes les activités socioéconomiques à travers le monde. Cette utopie du libéralisme économique est, d'un point de vue polanyien, dystopique. Avant même l'invention du terme de « mondialisation » à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, Polanyi était déjà un critique virulent du « capitalisme universel » et de la diffusion incontrôlée de la technologie à « l'ère des machines ».

### > Le néolibéralisme et la nécessité d'alternatives multiscales

Mais ce n'est qu'après l'éclatement de la bulle Internet en 2000 et la crise financière de 2008-2009 que sa critique des conséquences sociales et écologiques désastreuses d'une « économie de marché » délibérément planifiée a été reprise pour réfléchir de manière critique à la façon dont les sociétés contemporaines peuvent répondre à la marchandisation de la vie. Quatre décennies de néolibéralisme planifié et d'économisation de tous les aspects de la vie ont donné lieu à un nombre croissant de travaux de recherche interdisciplinaires et transdisciplinaires. En sociologie, Michael Burawoy s'est servi des conceptualisations de Polanyi pour appréhender la marchandisation actuelle de la nature, du savoir et des données personnelles. L'impact du néolibéralisme sur la vie quotidienne – de la division du travail entre les sexes à la marchandisation de l'éducation et de la santé – s'est renforcé sous l'effet de la domination croissante des marchés financiers.

La résistance mondiale, aussi bien théorique que politique, au néolibéralisme a fait de Polanyi une référence essentielle pour tous ceux et celles qui cherchent à comprendre et à changer un monde dominé par la logique du marché. Nombre de spécialistes réputés critiquent la mondialisation néolibérale, qualifiée d'« hypermondialisation » par Dani Rodrik et de « grande financiarisation » (*great financialization*) par Kari Polanyi Levitt. Comme le rappelle Wolfgang Streeck, l'ordre économique mondial contemporain menace la démocratie, les régimes de protection sociale et la souveraineté nationale. Les solutions possibles consisteraient en des formes plus modestes d'intégration économique, une plus grande marge de manœuvre politique nationale et une réinvention de la démocratie.

Ces préoccupations ont récemment été reprises par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) dans son appel en faveur d'un « nouveau pacte mondial » (*New Global Deal*) destiné à en finir avec l'austérité, à « réencaster » les marchés financiers et

à limiter le pouvoir économique, en particulier le pouvoir du capital financier et celui des plateformes numériques. C'est peut-être la contribution la plus importante des économistes dits « hétérodoxes » à une sociologie économique qui a eu tendance, depuis les travaux fondateurs de Granovetter, à laisser de côté les phénomènes macro-économiques. D'un autre côté, une approche sociologique permettrait d'enrichir la définition de Polanyi de l'économie en tant qu'« organisation des moyens de subsistance » moyennant des recherches sur la capacité d'agir, le pouvoir, le contexte et l'intégration des systèmes. Cela conduirait à une compréhension plus territorialisée d'une économie « encastrée », composée d'institutions spécifiques qui produisent non pas un capitalisme uniforme mais diversifié.

À mon sens, la solution à l'hypermondialisation réside dans la consolidation de la démocratie dans un ordre économique plus contextualisé et plus sensible aux considérations d'échelle. Polanyi soulignait l'importance d'une planification régionale supranationale ; aujourd'hui, les géographes nous rappellent que des aspects importants concernant les moyens de subsistance sont structurés par les quartiers, les villes et les régions. Et les spécialistes d'économie politique insistent sur le fait que la responsabilité démocratique et la sécurité sociale continuent pour l'essentiel d'être organisées à l'échelle nationale. Une gouvernance démocratique, durable et solidaire nécessite d'adopter une approche à plusieurs niveaux.

Enfin, et plus fondamentalement, Polanyi représente aujourd'hui une source d'inspiration pour une alternative civilisationnelle à l'actuelle société de marché déterminée par ses institutions clés que sont le marché, la propriété et la concurrence. Pour Polanyi, la dialectique de l'amélioration et de « l'habitation » du progrès économique et de la sécurité socioculturelle, va de pair avec les sociétés de marché capitalistes. À long terme, les civilisations qui ne s'intéressent qu'à l'amélioration économique s'effondreront, de la même façon que la civilisation libérale s'est effondrée dans les années 1930. Les catastrophes écologiques qui nous menacent, dues au dépassement des limites de notre planète, rendent ces réflexions d'autant plus urgentes. Les frontières biophysiques se traduisent en frontières sociétales, séparant ceux qui sont riches en ressources de ceux qui n'en ont pas, le Nord global du Sud global. À mesure que l'exclusion et les inégalités augmentent, l'autoritarisme ainsi que les politiques culturelles réactionnaires risquent de se propager. Mais la lutte contre l'exclusion et les inégalités peut également renforcer les contre-mouvements dont l'objectif est de restaurer un sentiment d'appartenance, de sécurité et d'« habitation » et de préserver un climat viable. Selon Polanyi, la liberté et la responsabilité individuelles permettent divers avenir possibles, ce qui interdit toute prédiction déterministe. ■

Toute correspondance est à adresser à Andreas Novy <[Andreas.Novy@wu.ac.at](mailto:Andreas.Novy@wu.ac.at)>

# > Hommage à Ann Barden Denis

**Linda Christiansen-Ruffman**, Université Saint Mary's, **Angela Miles**, Université de Toronto, et **Marilyn Porter**, Université Memorial de Terre-Neuve (Canada)



| Ann Barden Denis. © USC Canada.

**L**e 5 février 2019, Ann Barden Denis est décédée subitement d'un arrêt cardiaque, à l'âge de 73 ans. Ann a consacré une grande partie de sa vie à la sociologie, à la recherche interdisciplinaire, à l'égalité dans la société et au respect de la différence dans les relations sociales. Elle laisse dans la peine de nombreux collègues, étudiant(e)s, ami(e)s et mentors qui regrettent sa présence calme et bienveillante ainsi que son esprit de collaboration, ses capacités d'analyse, son leadership, ses connaissances et son sérieux.

Récemment, Ann avait commencé à utiliser son autre nom de famille, Barden, pour rendre honneur à ses origines du côté maternel. Elle accordait beaucoup d'importance à la sagesse et aux conseils pratiques que sa grand-mère et sa mère lui avaient transmis à partir de leurs expériences vécues au sein de grandes familles patriarcales de Canadiens français. De ces femmes, Ann a appris l'importance de l'éducation et du travail pour faire valoir son indépendance de femme dans un monde d'hommes. Comprendre comment ces questions étaient liées au pouvoir individuel et social a donné à Ann la force et la confiance pour assumer son rôle de leader tant au plan personnel que dans le domaine de la sociologie. Cela l'a également aidée tout au long de sa carrière à s'épanouir et à évoluer en tant que féministe. Si cet hommage porte essentiellement sur la figure publique d'Ann et sur ses contributions en tant que chercheuse et militante, elle a aussi mené une vie sociale engagée et altruiste, tout en demeurant indépendante en tant que femme.

La disparition d'Ann représente une perte considérable pour de nombreuses organisations qui ont été soutenues

et influencées, ou redynamisées, par son travail. Elle a énormément apporté au plan administratif et scientifique à la Société canadienne de sociologie et d'anthropologie (SCSA), aujourd'hui Société canadienne de sociologie (SCS), et à son groupe de recherche en sociologie féministe ; à l'Association internationale de sociologie (ISA) et deux de ses comités de recherche, le RC05 (« Relations ethniques, raciales et des minorités », aujourd'hui intitulé « Racisme, Nationalisme, Indigénité et Appartenance ethnique ») et le RC32 (« Femmes dans la société », aujourd'hui « Femmes, genre et société ») ; et à l'Institut canadien de recherches sur les femmes (ICREF), en particulier ces dernières années. Dans chacune de ces associations et comités, ainsi qu'à l'Université bilingue d'Ottawa, Ann a travaillé sans relâche, assumant d'importants rôles de direction (souvent comme présidente) ainsi que des postes moins éminents, afin d'assurer leur efficacité en tant qu'organisations et leur validité sociale, scientifique et pratique sur la durée. Elle s'est également employée à protéger et à promouvoir des principes fondamentaux de justice sociale, d'ouverture, d'accès et d'inclusivité au sein de ces groupes et entre eux. Elle a par ailleurs utilisé ses compétences comme auteure et rédactrice en chef pour apporter sa contribution à leurs livres, revues, numéros spéciaux, fiches documentaires et bulletins d'information. Au fil des années, elle a conseillé des comités de lecture actifs dans ce domaine ainsi que le programme d'aide aux revues savantes du Canada. La sociologie canadienne et internationale et les partenariats de recherche féministe intersectionnelle ont grandement bénéficié de son leadership féministe et de ses talents au plan administratif.

Ann a également été membre de longue date de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française (ACSALF, l'équivalent canadien francophone de la SCSA), de l'Association canadienne d'études ethniques (SCÉE), et, depuis ses débuts, de Women and Gender Studies et Recherches Féministes (WGSRF). Elle était très présente dans les milieux de la sociologie aussi bien francophone qu'anglophone. Elle conservait la prononciation francophone de son nom de famille, « Denis », et son insistance sur ce « s » muet lui a permis d'attirer l'attention sur les enjeux de la francophonie et de l'égalité

>>

ethnique dès le début de sa carrière au Canada auprès des sociologues anglophones. Par la suite, elle s'est jointe à des collègues québécois et canadiens lors de rencontres de la francophonie, pour défendre la langue et la culture françaises à l'étranger.

En 2011, Ann a été l'une des initiatrices des séances interdisciplinaires féministes au Congrès des sciences humaines (CSH) organisé chaque année par la Fédération des sciences humaines canadienne, et à partir de 2013, a coprésidé le groupe de recherche féministe de la SCS. En co-organisant et en administrant en grande partie ces deux programmes connexes, elle a personnellement traduit en français des documents du groupe de recherche pour faciliter la participation francophone et les séances bilingues au Congrès. Grâce au dévouement et à l'action de sensibilisation de toute une vie, une bien plus grande attention a été accordée et continue d'être accordée au bilinguisme au sein de la SCS et du CSH.

L'approche administrative féministe, sociologiquement éclairée et holistique d'Ann a contribué à la survie de l'ICREF, un institut fondé en 1976 avec l'objectif de rendre la recherche sur les femmes plus accessible aux femmes pour défendre leur cause. Entre 2009 et 2015, Ann est devenue membre du conseil d'administration et a assumé divers mandats présidentiels (comme vice-présidente, présidente et présidente sortante). C'était une époque où l'ICREF et d'autres organisations féministes étaient menacées de disparition. Durant cette période de restrictions budgétaires délibérées de la part du gouvernement, Ann a fait le nécessaire pour restaurer la viabilité organisationnelle de l'ICREF, notamment en participant activement et personnellement au rétablissement de ses comités de bénévoles. Ses centres d'intérêt généraux et ses compétences administratives l'ont amenée à mieux saisir les conditions requises pour que l'ICREF recouvre sa réputation auprès des Nations Unies (ONU). En tant que représentante de l'ICREF à l'ONU, elle a joué un rôle important dans les réunions des ONG associées de l'ONU consacrées au statut des femmes, comme organisatrice, présentatrice et conseillère, et a également échangé avec les Canadiens sur les questions abordées par l'ONU.

Un épisode qui a eu lieu au Congrès de l'ISA en 1994 illustre bien la sensibilité et les talents très divers d'Ann. À l'issue d'une pré-conférence du comité de recherche RC32 dans une autre ville, nous nous sommes rendus au comptoir d'enregistrement de l'ISA au sujet de l'hébergement préalablement organisé pour notre groupe. L'organisme responsable de l'hébergement à l'ISA avait exclu l'un d'entre nous, un chercheur asiatique. Au milieu des protestations pour éviter cette division de notre groupe, Ann a évalué les différents points de vue. Elle a calmé la situation puis a pris l'initiative de mettre en œuvre ce qui s'est avéré être une stratégie où tout le monde était gagnant. Le lendemain matin, elle a réarrangé notre héber-

gement afin d'accueillir notre collègue qui avait été exclu, et a convaincu l'organisme responsable d'accepter. Sa stratégie nous a permis de visiter l'espace clôturé et gardé de « logements protégés » de notre collègue, un espace réservé aux participants non blancs. Tout comme d'autres membres et décideurs de l'ISA, nous avons été horrifiés par ce racisme. La démarche d'Ann dans cet incident décisif a contribué de manière essentielle à faire de l'ISA une organisation plus égalitaire et véritablement internationale.

Bien sûr, Ann était aussi une admirable spécialiste et nous a laissé tout un ensemble remarquable d'écrits. Sa thèse de doctorat, *The Changing Role of Students in Relation to the Government of British Universities (1935-1968)*, préfigure son imaginaire sociologique en ancrant explicitement ses recherches dans les réalités biographiques et les structures historiques de pouvoir. Ses travaux ultérieurs, principalement axés sur le Canada, portaient plus particulièrement sur l'éducation, le travail des femmes, la population active, Internet, et sur les femmes, les classes sociales et l'ethnicité. Ses recherches sont devenues plus comparatives après le Congrès de l'ISA de 1986 en Inde et ses congés sabbatiques dans les Caraïbes anglophones, en particulier à la Barbade. Elle a dirigé une équipe de recherche internationale sur « les (in)égalités, l'identité et l'utilisation d'Internet par les minorités dans un monde en voie de mondialisation : L'utilisation d'Internet chez les jeunes de la Barbade et de l'Ontario francophone ».

Lorsqu'elle était vice-présidente à la recherche de l'ISA (2002-2006), Ann a organisé une conférence de son comité de recherche. Après avoir été réélue au sein du comité exécutif de l'ISA, elle a codirigé un Guide de sociologie contemporaine de l'ISA (*The ISA Handbook in Contemporary Sociology: Conflict, Competition, Cooperation*) ainsi que *The Shape of Sociology for the 21st Century: Tradition and Renewal* (Le caractère de la sociologie au XXI<sup>e</sup> siècle : Tradition et renouveau). Outre ces initiatives, Ann s'est chargée au sein de l'ISA aussi bien de questions urgentes que de problèmes à plus long terme et s'est également attelée à des problématiques persistantes, comme celles de certaines pratiques antidémocratiques ou du manque de diversité linguistique et géographique dans certains comités de recherche.

Ses contributions fondamentales et diverses à la pratique et au développement de la sociologie canadienne et internationale en général, et aux études féministes et ethniques intersectionnelles en particulier, sont inestimables.

Elle va nous manquer, et son souvenir continuera à nous accompagner. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Linda Christiansen-Ruffman <[ruffman@smu.ca](mailto:ruffman@smu.ca)>  
Angela Miles <[angela.miles@utoronto.ca](mailto:angela.miles@utoronto.ca)>  
Marilyn Porter <[mporter2008@gmail.com](mailto:mporter2008@gmail.com)>

# > Migrations : un phénomène en marche

**Karin Scherschel**, Université de sciences appliquées de Rhin Main (Allemagne)



Photo : Nick Youngson.  
CC BY 3.0.

**L**a dynamique des migrations et des exodes est, en résumé, le résultat d'une répartition mondiale inéquitable des droits sociaux, économiques, culturels et politiques. Les migrations ne seraient pas un sujet de réflexion et de débat si notre monde moderne globalisé n'était pas divisé par des frontières en États-nations. L'ordre politique du monde moderne, y compris le droit de décider de la citoyenneté et de l'appartenance à un territoire, est déterminé par les structures nationales et supranationales. Les mesures de plus en plus restrictives visant à contrôler les processus migratoires, en particulier le flux des demandeurs d'asile, ont caractérisé les migrations, comme par exemple le long des frontières de l'Europe ou des États-Unis, pour ne citer que deux exemples bien connus et souvent évoqués.

D'un côté, la citoyenneté est un acquis des temps modernes, mais de l'autre, c'est un mécanisme d'exclusion et un facteur d'inégalités sociales. Les gens sont amenés à traverser les frontières pour faire des études, travailler ou encore trouver des conditions de vie plus acceptables. Les migrations ne sont pourtant pas un phénomène nouveau : les êtres humains migrent depuis les débuts de l'histoire de l'humanité. Dans son article « Imaginaires européens et réalités de la mobilité africaine », Gerda Heck rappelle à notre mémoire une histoire des migrations depuis longtemps oubliée. Aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, le continent africain

a en effet été un « refuge » pour des milliers de réfugiés et de migrants économiques venus d'Europe à la recherche d'un lieu sûr et/ou d'une vie meilleure.

Aujourd'hui, la mondialisation est un ressort essentiel des migrations et des exodes ; elle a fortement contribué à réduire les effets de la distance spatiale. Le nombre de pays et de personnes inclus dans les processus migratoires est aujourd'hui considérablement plus élevé qu'à n'importe quelle autre époque de l'histoire.

Les politiques passées et actuelles en matière d'immigration jouent un rôle important dans les flux migratoires. La relation entre l'augmentation des flux transnationaux de capitaux, de marchandises, d'informations et de personnes est une autre caractéristique. La dynamique des migrations internationales repose sur l'action conjuguée de multiples facteurs, et il est impossible d'identifier une tendance principale. Le phénomène migratoire peut être attribuable à des facteurs économiques, politiques, culturels ou environnementaux. Par exemple, d'après les prévisions du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, les changements climatiques devraient entraîner des mouvements considérables de réfugiés au cours des prochaines années. L'accaparement des terres est également devenu une cause majeure de multiples déplacements.

>>

Le phénomène migratoire ne peut pas être considéré comme un phénomène isolé, mais plutôt comme une combinaison des facteurs susmentionnés. Les migrations internationales ne sont pas seulement le processus par lequel des gens migrent d'un pays à l'autre ; il s'agit plus largement d'un phénomène durable, qui dépasse les frontières spatiales et temporelles. Dans « La caravane centraméricaine, un exode du XXI<sup>e</sup> siècle », Carlos Sandoval réfléchit sur l'importance sociale de ces mouvements migratoires. Cette caravane est motivée par divers facteurs : le taux de pauvreté et l'augmentation du coût de l'électricité, du gaz naturel et de l'essence sont à l'origine de l'exode collectif des personnes originaires du Honduras ou du Salvador. Les gens émigrent en groupes et traversent les frontières ensemble. La caravane offre non seulement une protection contre les actes de violence tels que les enlèvements ou le racket mais aussi une visibilité à ces épisodes collectifs de migration.

La mondialisation a facilité le franchissement des frontières et renforcé les relations économiques. La restructuration globale du capitalisme entraîne une forte demande de main-d'œuvre immigrée. Cette main-d'œuvre immigrée joue un rôle important dans les économies nationales des pays d'accueil et – comme le montre Bediz Yilmaz pour la Turquie – travaille souvent dans le secteur informel. Quelque 3,6 millions de Syriens qui ont échappé à la guerre vivent désormais en Turquie. L'exploitation des travailleurs syriens est un phénomène largement répandu, toléré par les autorités turques. Dans sa contribution, « Les réfugiés en Turquie, une force de travail non libre », Yilmaz traite des conditions d'exploitation des travailleurs non libres.

On observe une expansion et une poursuite des migrations internationales par-delà les frontières temporelles et spatiales. De nombreux migrants parviennent aujourd'hui à vivre dans deux ou plusieurs sociétés : leur pays d'origine et leur(s) pays d'accueil. Les migrants transnationaux créent un espace ou champ commun de représentations symboliques et collectives au-delà de l'État-nation. La diversité constitue l'une des caractéristiques principales des mouvements migratoires modernes. Il existe une grande variété de migrants : demandeurs d'asile, réfugiés, sans-papiers et travailleurs migrants (parmi lesquels on trouve aussi bien des élites intellectuelles ou commerciales que des travailleurs domestiques).

Les flux migratoires internationaux contemporains sont devenus importants à la faveur de l'amélioration des

moyens de transport et de communication. En effet, il est aujourd'hui possible de communiquer au-delà des frontières et d'ouvrir des espaces de communication transnationaux. Récemment, j'ai visité la magnifique commune de Vercana, en Italie, où j'ai eu l'occasion de retrouver une amie qui avait grandi au Yémen et qui y était retournée pendant trois semaines au moment même où Aden a été visée par un tir de missile. Elle a rendu visite à sa famille et écrit sur la famine et les gens qui ont été tués, et sur le bruit des missiles qui tombaient. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication rendent possible l'expérience de la *contemporanéité du non-contemporain*. Il nous est possible de découvrir en temps réel les répercussions sociales de l'injustice, de la guerre et des persécutions. Les médias contribuent à mieux faire connaître non seulement le développement des injustices, mais aussi l'existence de conditions de vie meilleures, les voies migratoires et les droits démocratiques.

Comme l'a dit le célèbre sociologue Zygmunt Bauman, « les richesses sont mondiales, les souffrances sont locales ». L'argent, la nationalité ou le sexe déterminent si les gens ont ou non le droit et la possibilité d'émigrer.

On observe incontestablement une dynamique ambivalente entre facilitation des mouvements d'une part, et coup d'arrêt porté à ces mouvements à l'échelle mondiale d'autre part. La stratégie politique agressive de Donald Trump visant à construire un mur entre les États-Unis et le Mexique, et la création et la mise en place d'une « forteresse Europe » en sont des exemples bien connus. On observe la montée en puissance de mouvements d'extrême droite accompagnée d'un nouveau nationalisme agressif, en même temps que des actes de solidarité. La diffusion mondiale d'idées fondées sur les droits de l'homme est à l'origine de mouvements d'opposition aux politiques restrictives. Dans son article intitulé « Abolir les frontières dans les villes solidaires », Sarah Schilliger nous parle du concept des *Solidarity Cities* ou « villes solidaires ». L'espace politique de la ville devient un champ de démocratisation de la vie urbaine, où le concept de citoyenneté serait perçu non comme un statut mais comme un processus qui intègre la négociation sur l'appartenance et l'accès aux droits.

Réfléchir aux migrations, c'est réfléchir au caractère aléatoire des frontières, aux critères d'appartenance, et aux droits et à l'exercice des droits dans un monde moderne inégalitaire et globalisé. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Karin Scherschel <[Karin.Scherschel@hs-rm.de](mailto:Karin.Scherschel@hs-rm.de)>

# > Imaginaires européens

## et réalités de la mobilité africaine

**Gerda Heck**, Université américaine du Caire (Égypte)

**L**ors d'un sommet de dirigeants africains organisé à Berlin en octobre 2018, la chancelière allemande Angela Merkel a annoncé la création d'un nouveau fonds de développement doté d'un milliard d'euros pour lutter contre le chômage en Afrique, un problème qui, selon elle, est à l'origine des « migrations massives » depuis l'Afrique vers l'Europe. Cela fait penser à deux mythes qui continuent de dominer le discours européen sur les migrations africaines : d'une part que la plupart des Africains qui émigrent à l'étranger sont pauvres, sans instruction ou peu qualifiés, d'autre part que l'Afrique est un continent d'exode massif. L'Europe semble méconnaître l'histoire de sa propre émigration vers le continent africain ainsi que l'histoire de son héritage colonial. Cet héritage colonial et ses relations complexes avec les pays africains exercent pourtant une influence majeure sur les politiques migratoires euro-africaines et le discours qui s'y rapporte.

Un retour sur les migrations euro-africaines passées révèle en effet une histoire quelque peu oubliée. À différentes époques au cours des deux derniers siècles, le continent africain a été un « refuge » pour des milliers de réfugiés et de migrants économiques venus d'Europe à la recherche d'un abri sûr et/ou d'une vie meilleure. Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, des Juifs russes fuyant les pogroms antisémites se sont réfugiés en Égypte, tandis que des journaliers grecs et italiens sont venus y chercher du travail lors de la construction du canal de Suez. Pendant la Seconde Guerre mondiale, plus de 40.000 Polonais, Grecs et Yougoslaves ont trouvé refuge dans des camps de réfugiés en Égypte, en Palestine et en Syrie tandis que d'autres sont allés en Tanzanie, au Kenya ou en Ouganda.

### > Le contrôle des migrations par l'Europe

Contrôler la circulation des personnes à l'échelle mondiale est devenu l'un des problèmes politiques dominants du début du XXI<sup>e</sup> siècle. Face à l'arrivée de près de 800.000 réfugiés durant l'été et l'automne 2015, l'Union européenne (UE) a créé en novembre 2015 un « Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique » (FFUA) doté de 3,4

milliards d'euros pour combattre « les causes profondes de la migration irrégulière » (Commission européenne, 2017). Les dirigeants de l'UE ont dès lors entamé une étroite collaboration avec des pays de l'ensemble du continent africain, en liant l'aide au développement à la disposition de ces pays à accueillir les personnes expulsées d'Europe et en offrant un soutien renouvelé en échange d'engagements à circonscrire les mouvements migratoires.

Il n'y a là rien de nouveau. Dès la fin des années 80, l'UE a développé une série d'instruments et d'actions visant à durcir sa politique en matière d'immigration et de visas. C'est ainsi que la liste des pays dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour entrer dans l'espace Schengen a été approuvée en fonction des risques éventuels d'immigration clandestine en provenance de ces pays. Actuellement, certains pays africains connaissent les taux de rejet les plus élevés. Sur la période 2014-2017, 45% des demandes de visa déposées à l'ambassade d'Allemagne à Yaoundé, au Cameroun, ont été rejetées.

Le contrôle des frontières et de la mobilité des migrants fait par ailleurs l'objet de négociations entre l'UE et les pays africains voisins depuis le début des années 2000. À partir de 2004, plusieurs accords ont été conclus entre la Libye et l'Italie pour endiguer l'immigration en provenance de Libye, ce qui a donné lieu, par exemple, à l'expulsion de personnes arrivées sur l'île italienne de Lampedusa vers la Libye, où elles ont été détenues dans des camps extraterritoriaux. En 2008, le Premier ministre italien Silvio Berlusconi a conclu un « accord d'amitié, de partenariat et de coopération » avec Mouammar Kadhafi. Pendant des années, la Libye avait réclamé en vain des milliards de dollars de réparations pour les exactions commises par l'Italie durant la période coloniale, et maintenant l'Italie a promis la construction et le financement d'une autoroute côtière libyenne, dont le montant s'élève à 250 millions de dollars par an sur une période de 20 ans. Mais en 2011, lorsque la révolution a éclaté, l'OTAN est intervenu aux côtés du mouvement rebelle libyen, et Kadhafi a mis un terme à la coopération avec l'Italie. Il a riposté en cherchant à utiliser l'immigration comme une arme contre

>>

## “L’Europe semble méconnaître l’histoire de sa propre émigration vers le continent africain ainsi que l’histoire de son héritage colonial”

l’UE, avec l’aide des unités de police qui lui étaient restées fidèles et qui ont forcé de nombreux migrants à s’embarquer contre leur gré sur des bateaux à destination de l’Europe.

En avril 2012, au lendemain du printemps arabe, l’Italie et la Libye ont convenu de reprendre leur collaboration en matière de contrôle des migrations. Le 2 février 2017, l’Italie acceptait à nouveau de collaborer avec les forces armées libyennes et les agents de contrôle aux frontières de la Libye « pour endiguer l’afflux de migrants clandestins », empêchant ainsi les migrants – ainsi que les réfugiés – d’atteindre l’Europe. Depuis, le gouvernement italien et l’UE ont fourni aux garde-côtes libyens des bateaux, des formations et d’autres formes d’assistance pour patrouiller en mer et refouler les réfugiés et les migrants tentant de rejoindre l’Europe, et près de 38.000 personnes ont été interceptées par les garde-côtes libyens et ramenées dans des centres de détention en Libye.

Déjà, en 2015, un vaste ensemble d’accords entre l’Europe et des pays africains concernant « la gestion des migrations, les accords de réadmission et les contrôles aux frontières, qui sont étroitement liés à l’aide au développement et à la promesse d’une augmentation du nombre de visas octroyés » a été progressivement étendu à l’Afrique du Nord et à l’Afrique occidentale et orientale. Avec le FFUA, le recentrage opéré sur les activités sur le continent africain s’accompagne d’un nouveau discours qui donne à penser que le « fléau » des mouvements transfrontaliers non réglementés peut être combattu à la racine. 63% des fonds du FFUA vont à des projets de développement, 22% à des projets axés sur la gestion des migrations et 14% à des mesures de sécurité et de consolidation de la paix. Ainsi, la majeure partie du financement du FFUA va à des organisations nationales européennes. Pour l’Allemagne, l’un des partenaires chargés de mettre en place le FFUA est la GIZ qui, en Afrique de l’Est par exemple, est l’agence responsable du programme « Better Migration Management ». Celle-ci a été vivement critiquée par diverses organisations de défense des droits humains pour sa collaboration avec d’anciens chefs de guerre au Soudan.

### > Réalités africaines

L’efficacité du FFUA sur le continent africain n’a pas encore fait l’objet d’études approfondies. Mais la manière dont l’UE tente de maintenir la pression sur les gouvernements africains afin qu’ils surveillent leurs avant-postes frontaliers et accueillent les personnes reconduites à la frontière apparaît comme un nouveau chapitre dans la longue histoire de trajectoires croisées et inégales entre les deux continents, qui est le produit des inégalités de pouvoir, de la domination

coloniale, de l’exploitation et du racisme. Mais les gouvernements africains ne sont pas de simples victimes passives des efforts de l’Europe pour externaliser le problème des migrations, de sorte que les réglementations sont négociées avec souplesse. En outre, la recherche a depuis des années montré que les mouvements migratoires ne peuvent pas facilement être enrayés par les contrôles aux frontières.

En fait, comme l’a montré Asmita Parshotam (2018), l’Afrique est la région du monde la moins sujette aux migrations, et la majorité des migrants internationaux originaires d’Afrique restent sur le continent. En 2017, 19,4 millions de migrants africains internationaux, auxquels il faut ajouter cinq millions de migrants internationaux originaires d’autres continents, résidaient en Afrique. Selon le HCR (l’Agence des Nations unies pour les réfugiés), des pays comme le Cameroun, le Tchad, la République démocratique du Congo, l’Éthiopie, le Kenya, le Soudan et l’Ouganda ont accueilli un tiers des réfugiés du monde (soit 4,9 millions de réfugiés). Bien que le nombre de migrants africains vivant hors du continent soit passé de 6,9 millions en 1990 à 16,9 millions en 2017, ces statistiques ne correspondent guère aux images véhiculées par les médias européens des migrants arrivant sur les côtes européennes.

En outre, tous ces migrants ne vivent pas en Europe. Par exemple, plus de 80% des travailleurs immigrés égyptiens sont employés dans les pays du Golfe, comme l’Arabie Saoudite, la Jordanie et le Koweït. Et de nouvelles relations migratoires ont été nouées ces dernières années entre l’Afrique, l’Amérique latine, l’Asie et les États du Golfe. Au cours des 30 dernières années, des communautés de migrants africains sont apparues à Guangzhou (Canton), Hong Kong, Dubaï et Istanbul. Ces réseaux de migrants sont fortement liés à la grande mobilité des négociants africains, qui font la navette entre les continents. Si l’Europe entre en ligne de compte, elle ne mérite certainement pas la place centrale qu’elle occupe dans le discours actuel et les travaux universitaires qui définissent les mobilités africaines. En effet, l’Europe a beaucoup investi dans la production de connaissances afin de mieux administrer les flux migratoires africains, non seulement aux frontières de l’Europe, mais aussi sur le continent lui-même. En réponse à cela, le philosophe Achille Mbembe a récemment plaidé pour un continent africain sans frontières. Face aux tentatives globales de l’Europe de contrôler les migrations en Afrique, il estime que la prochaine phase de décolonisation de l’Afrique devrait consister à accorder la mobilité à tous les Africains et transformer les conditions d’appartenance à un ensemble politique et culturel qui ne soit pas confiné à l’État-nation. ■

Toute correspondance est à adresser à Gerda Heck <[gerda.heck@aucegypt.edu](mailto:gerda.heck@aucegypt.edu)>

# > La caravane centraméricaine, un exode du XXI<sup>e</sup> siècle\*

Carlos Sandoval, Université du Costa Rica (Costa Rica)



Des migrants traversent le pont à la frontière entre le Guatemala et le Mexique en 2018. Photo : boitchy/flickr. Certains droits réservés.

**D**epuis octobre 2018, la fuite collective de Centraméricains de leur pays d'origine, en particulier du Honduras et du Salvador, a beaucoup retenu l'attention internationale. Ce qui a été désigné comme une « caravane » de migrants a d'abord traversé le Guatemala, puis le Mexique, et beaucoup d'entre eux, en juin 2019, attendaient à Tijuana de pouvoir passer la frontière entre le Mexique et les États-Unis.

## > Caravane ou exode ?

Un premier élément mérite ici d'être commenté, c'est la notion même de « caravane ». Du moins en espagnol – et vraisemblablement aussi dans d'autres langues – le mot « caravane » n'est pas nécessairement associé dans le langage courant à un départ forcé qui comporterait des dangers ou des risques. Par contre, la notion d'« exode » – une notion dotée d'une longue histoire, notamment en relation avec les textes bibliques – pourrait s'appliquer dans le cas centraméricain parce qu'elle met en avant le caractère forcé de la migration. Aujourd'hui, en Amérique centrale, émigrer n'est pas un choix : c'est une obligation. Le deuxième élément à prendre en considération consiste à déterminer dans quelle mesure nous sommes réellement confrontés à une augmentation du nombre de migrants originaires du Honduras. Les données du Bureau du recensement des États-Unis nous permettent de mettre ce phénomène en perspective. Si l'on compare les chiffres du recensement de 2000 à ceux de 2010, on constate que le nombre de ressortissants centraméricains a augmenté de 136% en dix ans. Le nombre de migrants honduriens a augmenté de 191%, celui des

Guatémaltèques de 180% et celui des Salvadoriens de 151%. Ce qui est nouveau, ce n'est pas tant le nombre de ceux qui sont obligés d'émigrer, mais la décision de quitter collectivement leur pays.

## > Les raisons de la migration collective des Honduriens

L'élément nouveau, donc, c'est qu'il s'agit d'une migration collective. Ces mouvements de population collectifs peuvent être liés à des facteurs temporaires aussi bien que structurels. L'augmentation du coût de l'électricité, du gaz naturel et de l'essence ainsi que de divers produits alimentaires est l'un des facteurs déclencheurs.

Choisir de quitter son pays en groupe permet de réduire les risques d'enlèvement et de racket. Les personnes originaires des pays d'Amérique centrale, à l'exception du Costa Rica, ont besoin d'un visa pour entrer au Mexique. Les migrants sont par conséquent obligés d'entrer par des points de passage non officiels, ce qui les rend vulnérables aux mauvais traitements infligés par le crime organisé ainsi que par les propres services de police mexicains. L'essor des réseaux sociaux permet à de nombreuses personnes de se mettre en contact, et si elles comptent commencer leur voyage dans le bus de nuit, il est plus logique de le faire ensemble.

Parmi les facteurs structurels qui entraînent la décision d'émigrer, le manque d'emplois décents constitue un élément décisif. Le taux de pauvreté au sein de la population est estimé à 64,3%, ce qui crée un contexte structurel de

>>

violence très difficile à gérer, en particulier pour les jeunes, qui constituent la majorité silencieuse de ceux qui, chaque nuit, abandonnent le pays.

Sur le plan politique, le coup d'État de juin 2009 au Honduras a sans aucun doute contribué à fragiliser encore un peu plus le tissu social. En novembre 2017, Juan Orlando Hernández a été réélu à l'issue d'un scrutin très contesté, marqué par les doutes et les allégations de fraude électorale. Il a réussi à modifier la constitution afin de briguer un second mandat, alors que l'opposition à la réélection avait été l'un des slogans défendus lors du coup d'État de 2009 qu'il avait soutenu.

Une troisième combinaison de facteurs est d'ordre social. Le Honduras est en proie à un niveau extrêmement élevé de violences et d'actes criminels. En 2016, San Pedro Sula était la ville la plus violente du monde après Caracas, avec un taux d'homicides de 111 pour 100.000 habitants.

### > Itinéraires et réception

La majorité de ceux qui ont participé à la marche de migrants en direction du Nord ont emprunté les itinéraires les plus longs jusqu'à la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Cette décision, qui a rendu leur périple encore plus épuisant, était sans doute liée à la volonté d'éviter de longer le golfe du Mexique, où le crime organisé est très présent, et où ils risqueraient donc davantage d'être rackettés ou tués. Au lieu de parcourir les 2.700 kilomètres qui séparent San Pedro Sula, au Honduras, et Tamaulipas, sur la côte mexicaine du Golfe, la plupart des migrants ont ainsi choisi de parcourir quelque 4.348 kilomètres jusqu'à Tijuana, sur la côte Pacifique du Mexique.

À l'heure actuelle, les services d'immigration des États-Unis exigent que les membres de la « caravane » qui arrivent à la frontière inscrivent leur nom sur une liste contrôlée par les autorités mexicaines. Cette liste permet aux migrants de demander l'asile aux États-Unis.

Le gouvernement américain approuve à peine 10% des demandes d'asile qu'il reçoit, et l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ne semble jouer aucun rôle d'impulsion dans cette situation. Les États-Unis fournissent 40% du budget du HCR et en sont le principal bailleur de fonds.

### > En conclusion

Pour finir, il nous paraît important de souligner trois éléments de réflexion. Le premier est que lors des élections de mi-mandat du 6 novembre 2018 aux États-Unis, dans les quatre États frontaliers du Mexique, huit des neuf circonscriptions ont élu des représentants démocrates. Fomentier la haine des immigrants n'a donc pas donné lieu à une « vague » électorale massive en faveur de Donald Trump, ce qui laisse espérer que la haine anti-immigrés pourra être vaincue sur le terrain politique.

Deuxième point, le 1<sup>er</sup> décembre 2018, Andrés Manuel López Obrador a été nommé Président du Mexique. Parmi les multiples défis – tous fort difficiles et complexes – qu'il devra relever, il ne fait aucun doute que figurera la question des migrations centraméricaines. Lors du récent sommet sur la migration qui s'est tenu à Marrakech, au Maroc, le gouvernement mexicain a proposé d'offrir un emploi aux quelque 200.000 Centraméricains qui passent chaque année par le Mexique. Toutefois, en juin 2019, López Obrador a accepté de renforcer les contrôles à l'immigration, en espérant ainsi dissuader Trump de poursuivre son projet de taxation des exportations mexicaines vers les États-Unis.

Enfin et surtout, au-delà de l'éventuelle réélection de Trump et du début d'un nouveau mandat présidentiel et d'une nouvelle législature au Mexique, le principal défi aujourd'hui est de garantir en Amérique centrale le droit de ne pas avoir à émigrer. Il s'agit d'imaginer des solutions à moyen et à long terme aux injustices et aux inégalités dramatiques que connaît la région. La tâche est immense, et les classes dirigeantes ne semblent malheureusement pas disposées à s'y atteler aujourd'hui. Trouver les moyens d'améliorer une situation caractérisée par un tel niveau d'injustices et d'inégalités aura, sans aucun doute, valeur de test pour la pensée et l'action progressistes en Amérique centrale.

Les propos tenus par deux Honduriennes en route vers le Mexique interviewées par la BBC en octobre 2018, résument fort bien ces injustices et ces inégalités. L'une d'elles déclarait ainsi : « Cela ne me concerne pas si le président des États-Unis n'aide pas le Honduras car de mon côté, je ne reçois aucune aide de sa part ». L'autre concluait : « Nous n'avons pas peur des menaces de Trump ; nous avons fui notre pays parce que c'est de notre pays que nous avons peur ». ■

\* Cet article est une version abrégée d'un [article](#) paru en espagnol sur le site Madri+d.

Toute correspondance est à adresser à :  
Carlos Sandoval <[carlos.sandoval@ucr.ac.cr](mailto:carlos.sandoval@ucr.ac.cr)>

# > Les réfugiés en Turquie, une force de travail non libre

**Bediz Yılmaz**, Institut de recherche sur les migrations et d'études interculturelles (IMIS), Université d'Osnabrück (Allemagne) et Association Maya, Mersin (Turquie)



Des enfants jouent autour de poteaux de serres, dans la zone rurale d'Adanalıođlu, dans la périphérie de Mersin, au sud de la Turquie, en 2015. Photo : A. Öner Kurt.

**A**vec 3,6 millions de Syriens et quelque 600.000 ressortissants d'autres nationalités, la Turquie est de loin le pays au monde qui compte la population la plus nombreuse de réfugiés. Pour les autorités turques, c'est devenu un motif de fierté, qui est applaudi par d'autres pays pour lesquels la Turquie fait figure de modèle.

Dans ce court article, je me pencherai sur certaines particularités du modèle turc en prenant l'exemple d'une ville de taille moyenne où je suis intervenu sur les questions migratoires à la fois comme chercheuse et comme militante. Mais permettez-moi d'abord d'expliquer pourquoi j'ai barré le terme « réfugié ». Les Syriens en Turquie sont sous un régime de « protection temporaire », en raison de la restriction géographique [selon laquelle seuls les citoyens européens sont éligibles au statut de réfugié] imposée par la Turquie lors de la ratification de la Convention de Genève de 1951. Cette protection temporaire leur donne un certain nombre de droits, tels que l'accès inconditionnel aux services publics de santé et d'éducation, mais n'offre pas la prévisibilité et la garantie du statut de réfugié. Ses bénéficiaires se retrouvent dans une situation de précarité et d'insécurité essentiellement liée au caractère arbitraire du régime de protection temporaire, qui est

fortement tributaire des contingences politiques. En les qualifiant de réfugiés, je voudrais attirer l'attention sur ces caractéristiques du régime turc de protection temporaire, et souligner le fait que bien qu'ils soient dans une situation de réfugiés, ils n'en ont pas le statut.

## > Caractéristiques du régime de protection temporaire

Le fait de ne pas avoir accès au statut de réfugié est un élément déterminant dans le sort des Syriens en Turquie et explique les différences qui existent entre les pays qui accueillent un nombre important de réfugiés et de réfugiés. Dans cet article, je m'intéresse plus particulièrement à la question du travail des réfugiés, en particulier à ceux qui travaillent dans l'agriculture. Il ne serait pas faux de dire que la Turquie dépend actuellement du travail des réfugiés : alors qu'environ la moitié des 3,6 millions de Syriens présents en Turquie sont en âge de travailler, seuls 31.000 d'entre eux ont obtenu un permis de travail, du fait qu'il est très difficile de l'obtenir. Dès lors, les conditions de travail des réfugiés sont celles de l'économie informelle. C'est pourquoi, à mon sens, l'économie informelle, déjà fort répandue en Turquie (environ 50% du total, et plus de 85% dans le secteur agricole), est précisément ce

>>

qui permet au modèle turc de fonctionner. Autrement dit, sans ce secteur informel très développé, admis par tous, toléré par les autorités, et dont profitent les employeurs, il n'aurait pas été possible à un aussi grand nombre de Syriens de vivre dans ce pays. L'exploitation de la main-d'œuvre syrienne et la discrimination dont les Syriens sont victimes sont désormais intégrées dans le langage courant de presque tous les membres de la société turque, quelle que soit leur affiliation politique.

L'agriculture constitue un cas à part. Le permis de travail qui est si difficile à obtenir dans d'autres secteurs où les réfugiés sont contraints de travailler dans des conditions extrêmes d'exploitation, n'est même pas demandé dans le secteur agricole, ce qui ouvre la voie à des formes d'exploitation encore plus poussées. Conformément à l'article 5(4) du Règlement sur les permis de travail pour les étrangers sous protection temporaire (2016/8375), les étrangers qui sont sous le régime de la protection temporaire et qui travaillent dans l'agriculture et l'élevage sont dispensés de l'obligation d'obtenir un permis de travail. Sur la base de mes observations comme chercheuse et activiste dans la région agricole d'Adanalıođlu, dans la périphérie de Mersin, ville de la côte orientale de la Turquie, je dirais que les réfugiés dans le secteur agricole sont en quelque sorte des travailleurs non libres. Pour définir le travail non libre (en anglais, *unfree labor*) à l'ère contemporaine, je m'appuierai sur la conception développée par Nicola Phillips dans son article de 2013 sur le sujet.

### > Les réfugiés comme travailleurs non libres

Le travail non libre se caractérise d'abord par des contrats informels, verbaux et à court terme reposant sur « l'endettement du travailleur [...] comme moyen de le discipliner et de le lier, et [qui] sont souvent conçus dans le but de l'exploiter au maximum ». Dans la région agricole où nous avons fait nos observations, les intermédiaires jouent un rôle essentiel dans les rapports de production. Ils sont d'autant plus omnipotents que les Syriens ne parlent pas le turc. Les intermédiaires reçoivent un pourcentage de leur paie quotidienne, habituellement 10%. Faisant office de négociateurs, ils procurent aux travailleurs emploi, logement et rémunération, et assurent pour le compte des employeurs l'exécution des tâches et la prise en charge de toute question liée aux travailleurs. Pour les travailleurs réfugiés, la dépendance à l'égard des intermédiaires agricoles est par conséquent totale.

D'autre part, le travail non libre se caractérise « avant tout non pas par l'entrée forcée mais par l'impossibilité

d'en sortir ; cette situation est souvent la conséquence de l'endettement et/ou de la retenue des salaires jusqu'à la fin du contrat ». Dans notre cas, les paiements sont effectués à la fin de la saison des récoltes correspondant à chaque produit, laquelle peut s'étendre sur six à sept mois. Pendant toute la saison, les travailleurs ne reçoivent que de l'argent de poche ou doivent s'endetter sur un marché local généralement détenu par l'intermédiaire lui-même.

Troisièmement, le travail non libre dans les économies contemporaines ne prend généralement pas la forme d'un travail non rémunéré : il existe bien un échange de travail contre de l'argent, mais « les salaires ne sont en aucun cas équivalents à la valeur ajoutée par le travail qui a été fourni dans ces circonstances ». D'après nos observations, les travailleurs sont payés en deçà du salaire en vigueur – et parfois pas payés du tout. Ils ne peuvent cependant pas partir car ils ont généralement « de l'argent retenu » qu'ils espèrent récupérer, ne serait-ce qu'en partie.

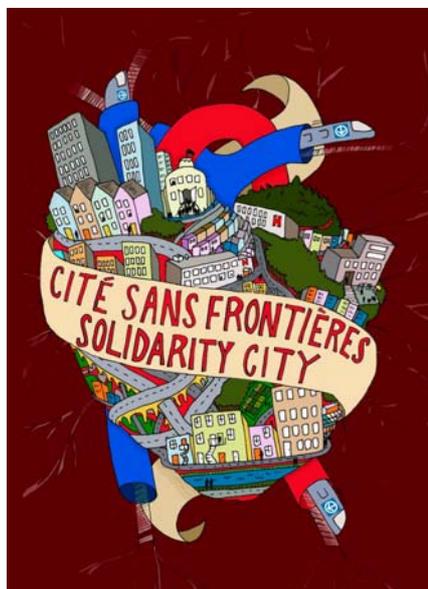
Enfin, le travail non libre s'inscrit dans des situations d'exploitation qui sont « associées à des conditions de travail très dures, dégradantes et dangereuses, à des violations des droits légaux (et souvent humains) des travailleurs et à des formes de coercition et de manipulation destinées à les faire travailler plus dur, plus longtemps et pour une rémunération moindre ». Les travailleurs réfugiés vivent ainsi dans des tentes sur des champs loués à cet effet par les intermédiaires, et doivent aussi payer un loyer pour l'emplacement de la tente ; les infrastructures de base font défaut, et l'eau est à la charge des travailleurs tandis qu'ils obtiennent l'électricité en se branchant « illégalement » au réseau par des câbles tendus au-dessus du champ. L'intermédiaire agricole leur assigne un lieu de travail à chaque saison en fonction du type de culture, et les travailleurs ne sont informés que quelques jours avant du nouveau lieu qui leur est assigné.

Donc certes, la Turquie abrite la population la plus importante de réfugiés, mais elle ne leur offre pas une vie digne, des possibilités d'intégration ni de perspectives d'avenir ; au lieu de cela, le modèle turc est déterminé par des mesures non structurées et temporaires dictées par les besoins de la politique intérieure et extérieure du pays. Que ce modèle puisse offrir aux populations de Turquie un modèle de vie commune transparent et structuré est hautement improbable. Le gouvernement turc est-il fiable, comptable de ses actes, responsable ? Le modèle turc peut-il vraiment être considéré comme un modèle ? ■

Toute correspondance est à adresser à Bediz Yılmaz <[bedizyilmaz@yahoo.com](mailto:bedizyilmaz@yahoo.com)>

# > Abolir les frontières dans les “villes solidaires”

Sarah Schilliger, Université de Bâle (Suisse)



À travers le monde entier, des villes sont devenues un espace de lutte et d'expérimentation important pour l'avenir des régimes migratoires, mais aussi un espace pour la démocratisation de la vie urbaine censé assurer un droit à la ville pour tous. © Solidarity City.

**A**u moment où les dirigeants des États membres de l'UE continuent de durcir leur politique migratoire, acceptant la mort de milliers de personnes en Méditerranée et mettant en accusation ceux qui secourent les réfugiés en détresse, les administrations de plusieurs villes européennes ont proclamé leurs villes « villes solidaires » (*Solidarity Cities*). Des villes sont ainsi devenues un espace de lutte et d'expérimentation en vue de redéfinir l'avenir des régimes migratoires, mais aussi de profondément démocratiser la vie des citoyens dans le sens d'un droit à la ville pour tous. Ces luttes pour une « citoyenneté urbaine » montrent que les villes ont la possibilité de remettre en question non seulement la capacité des États-nations à tracer et à défendre des frontières nationales, mais aussi la signification même de la citoyenneté.

## > Établir des ponts entre la mer et les villes

Une action politique marquante à l'échelle locale consiste à s'engager à devenir une « ville refuge ». Certains maires progressistes de villes côtières en Italie (par exemple Naples ou Palerme) et en Espagne (Barcelone) se sont prononcés en faveur de l'ouverture de leurs ports et ont proposé d'accueillir les personnes sauvées en mer. Après que des centaines de personnes sont mortes noyées à proximité des côtes siciliennes, le maire de Palerme, Leoluca Orlando, a été l'un des premiers maires en Europe à déclarer sa ville « ville refuge ». Cette phrase lancée par le maire de la capitale sicilienne a marqué les esprits : « Si vous demandez combien de réfugiés vivent à Palerme, je ne répondrai pas 60.000 ou 100.000, mais aucun. Quiconque vient à Palerme est un Palermitain ». La « Charte de Palerme » dont il a eu l'initiative, réclame que les droits civiques soient exclusivement liés au lieu de résidence.

En Allemagne, également, des municipalités ont exprimé leur volonté d'offrir un refuge aux personnes à la recherche d'un endroit sûr pour vivre. De vastes alliances (comme le collectif Seebrücke, « Pont sur la mer », et le mouvement #unteilbar, « indivisibles ») qu'ont rejoint des milliers de personnes de tous les secteurs de la société civile, défendent la création de « ports sûrs » (*Safe Harbors*) en multipliant les manifestations et les actions novatrices. Des voies d'évacuation sûres, la décriminalisation du sauvetage en mer et un accueil direct et humain des réfugiés, équivalant à un programme de réinstallation, figurent parmi leurs revendications.

## > Pour un accès sans crainte aux infrastructures urbaines

Des expériences réalisées en Amérique du Nord, notamment à l'initiative du mouvement des *Sanctuary Cities* (« Villes Sanctuaires ») qui s'est développé depuis les années 1980, ont été une source d'inspiration pour le mouvement des Villes Solidaires en Europe. Le point de départ des *Sanctuary Cities*, ce sont les habitants de la ville en situation irrégulière. Pour les migrants sans papiers, la frontière est constamment présente dans les activités quotidiennes, qu'il s'agisse de l'accès aux écoles, aux hôpitaux ou aux transports publics. Faute de pouvoir faire état de papiers en règle, ils ne peuvent pas accéder aux services sociaux de base et peuvent être considérés comme des délinquants, arrêtés et expulsés du pays.

Afin de protéger ces habitants des villes contre l'expulsion et leur donner accès aux infrastructures urbaines et aux droits sociaux, différentes formes de coopération entre les mouvements sociaux et les municipalités qui ensemble s'opposent aux autorités nationales et à leur politique migratoire, ont été expérimentées. Le principe du « Don't Ask Don't Tell » (« Ne demandez pas, n'en parlez pas », tel qu'il a été mis en œuvre à Toronto) interdit aux employés municipaux qui fournissent des services publics de poser des questions sur le statut de migrant (« Ne demandez pas ») et, s'ils en prenaient connaissance, de transmettre cette information à d'autres autorités de l'État (« N'en parlez pas »). Dans certaines villes comme New York ou San Francisco, toute personne en mesure d'apporter une preuve de son identité et de sa résidence dans la ville a droit à une



Bannière du Réseau de justice pour les migrants de Solidarité sans frontières.  
© Solidarité sans frontières.

carte officielle d'identité municipale, qui offre aux personnes dépourvues du statut de résident régulier davantage de sécurité dans leur vie quotidienne et leur facilite l'accès aux ressources de la ville.

Actuellement, les militants du mouvement Solidarity City réclament l'introduction de *City ID Cards* (cartes municipales d'identité) dans plusieurs villes germanophones (Hambourg, Zurich, Berne, etc.), suivant en cela l'exemple de New York. La municipalité de Berne s'est déjà prononcée en faveur de cette mesure, mais les critères pour obtenir la carte et son contenu concret continuent de faire l'objet de controverses.

### > Abolir les frontières

Les municipalités jouent un rôle déterminant dans les régimes frontaliers (intérieurs) dans la mesure où le développement et la mise en œuvre de services sociaux dépendent de l'interprétation des réglementations nationales par la ville. Si la restriction des droits sociaux des migrants à statut précaire constitue une forme de contrôle interne de l'immigration, à l'inverse le fait de donner aux migrants en situation irrégulière l'accès aux services sociaux locaux peut contribuer à remettre en question le concept existant de frontières nationales.

Il s'agit par là d'étendre la notion de citoyenneté : celle-ci n'est plus seulement définie comme un statut, mais aussi comme un processus qui implique une négociation autour de l'accès aux droits et l'exercice de ces droits. Cette interprétation accorde moins d'importance aux règles juri-

diques et privilégie plutôt les relations sociales, les normes et les pratiques de solidarité concrètes ainsi que la négociation autour de la notion d'appartenance. Dès lors, il devient d'autant plus important de centrer notre attention sur les lieux où la citoyenneté se négocie effectivement au quotidien et où de nouvelles formes de solidarité sont expérimentées au sein des communautés urbaines.

Le principal problème soulevé ici n'est pas tant celui de l'immigration que celui d'une répartition inégale des droits sociaux et de l'inégalité d'accès aux ressources. À partir de là, il est possible de réorienter le discours sur l'immigration – en s'éloignant de « l'impératif d'intégration » actuel pour mieux s'attaquer aux inégalités et à la question de la participation sociale. Le lien est ainsi établi avec les luttes actuelles pour le droit à la ville, au cœur desquelles se trouvent la résistance à la gentrification et à la marchandisation de l'espace public, l'appropriation collective des infrastructures urbaines et les droits de participation.

### > Une utopie concrète

Ce que toutes ces initiatives ont en commun en se mobilisant autour du slogan de Ville Solidaire, c'est la référence à une utopie concrète. Cette utopie concrète a le potentiel de s'affranchir des restrictions politiques, en reliant les questions migratoires et les questions de politique sociale au lieu de les opposer les unes aux autres.

De plus, le concept de Ville Solidaire permet d'établir des alliances plus larges contre la pauvreté et en

faveur du logement social, des infrastructures urbaines et de la participation culturelle et démocratique. Partant de réalités et de besoins très concrets dans l'espace urbain, les luttes que mènent au quotidien divers mouvements sociaux (qui en général œuvrent souvent séparément) peuvent se rejoindre et, dans le meilleur des cas, donner lieu à une nouvelle prise de conscience de formes d'exploitation, d'oppression et de discrimination éprouvées conjointement par un précaire urbain hétérogène.

C'est souvent à partir de ces initiatives concrètes et de ces mouvements de la base que naissent certaines expérimentations politiques. Pour une mise en œuvre réussie, la création de passerelles entre les activistes, les responsables politiques progressistes des villes et les administrations locales est cruciale. Toutefois, le niveau urbain ne saurait être surestimé : Si les villes sont certes dotées d'une certaine marge de manœuvre, elles sont cependant intégrées dans une structure de pouvoir globale, et l'État-nation reste un terrain important pour les luttes politiques.

Enfin, le concept de Ville Solidaire représente également l'occasion de proposer une nouvelle conception de l'appartenance. Il ne s'agit pas de savoir qui et comment est et devrait être celui ou celle qui est perçu comme « Autre », mais plutôt de donner la possibilité d'imaginer collectivement un nouveau « nous ». Il s'agit d'un ajustement depuis longtemps nécessaire à la réalité actuelle d'une société post-migratoire dans laquelle la migration est reconnue comme une réalité. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Sarah Schilliger <[sarah.schilliger@unibas.ch](mailto:sarah.schilliger@unibas.ch)>

# > “Students for Future”

## Vers une politique de classe écologique

**Julia Kaiser**, Université de Leipzig (Allemagne) et **Jasper Stange**, Université Humbolt de Berlin (Allemagne)



Des étudiants de l'Université de Leipzig se réunissent en assemblée générale. Photo : Julia Kaiser.

**À** quoi ressemblera notre monde dans un siècle ? D'après des études récentes, la majorité de la population mondiale sera soumise plusieurs semaines par an à des conditions de chaleur dépassant la capacité de survie des êtres humains ; l'aridification affectera plus de 30% de la surface terrestre mondiale ; plus d'un milliard de personnes seront déplacées de la zone tropicale. Peut-être, concluait récemment le physicien allemand Harald Lesch, que l'humanité admettrait alors qu'elle n'apprend qu'au prix de catastrophes. En effet, nous ne semblons montrer aucun intérêt sérieux pour prévenir cette situation bien que nous soyons pleinement conscients de son approche.

Cependant, aujourd'hui un peu partout dans le monde, des jeunes, inspirés par l'initiative de grèves scolaires hebdomadaires lancée par Greta Thunberg, descendent dans la rue exprimer leur colère et réclamer un changement de politique climatique. De cette initiative est né le mouvement mondial Fridays for Future (FFF). Moyennant des grèves organisées tous les vendredis dans les écoles, des manifestations et d'autres formes de protestation, il s'agit

de faire pression, en premier lieu sur les responsables politiques afin qu'ils respectent l'objectif de 1,5°C fixé par l'Accord de Paris.

En Allemagne, le mouvement a été largement soutenu. Plus de 250 sections locales de FFF ont été créées, et 55% de la population a déclaré partager les préoccupations du mouvement. Par solidarité avec la cause des lycéens et collégiens, des organisations telles que Scientists for Future et Artists for Future ont été créées. Un tel élargissement de sa base sociale est l'un des objectifs stratégiques les plus importants de FFF, la logique étant que plus le mouvement prend de l'ampleur, plus il sera en mesure de faire pression sur les responsables. Chacun, quelle que soit son appartenance politique, est appelé à se joindre à la lutte contre la crise climatique qui s'annonce – et beaucoup ont répondu à l'appel. Cette vision stratégique contraste avec les principaux courants de la lutte contre le changement climatique de ces dernières décennies. En cherchant à mobiliser un grand nombre de personnes dans des manifestations de rue, FFF peut contribuer à apporter des changements structurels fondamentaux.

&gt;&gt;

En Allemagne, des étudiants ont adhéré collectivement à FFF début 2019, sous le nom de Students for Future (SFF). Dans cet article, nous expliquons pourquoi SFF peut avoir une influence considérable sur le caractère politique du mouvement pour le climat, en renforçant une approche systématiquement fondée sur la classe sociale lors de l'organisation de majorités. Nous commencerons par résumer la brève histoire de SFF, avant d'analyser ce qui caractérise son approche de la politique climatique. Nous concluons par quelques suggestions sur la façon dont les étudiants et les chercheurs en sciences sociales du monde entier peuvent soutenir le mouvement de lutte contre la catastrophe climatique imminente qui menace l'humanité.

### > Le mouvement "Fridays for Future" gagne les universités

Suivant le rapide essor de Fridays for Future, au printemps 2019, des militants étudiants de toute l'Allemagne ont commencé à discuter de la manière d'impliquer leurs universités dans ce nouveau mouvement pour le climat. Dès le début, l'objectif a été de rassembler le plus grand nombre possible d'étudiants en organisant des réunions publiques autour de slogans tels que « Agissons dès maintenant ! Apportons la contestation à l'université : Pour plus de justice climatique ». En partie grâce au retentissement considérable que FFF avait déjà eu sur le débat public à ce moment-là, chacune de ces réunions publiques a attiré jusqu'à 300 étudiants. En quelques mois, ces groupes politiquement diversifiés d'activistes et d'étudiants ont organisé des assemblées générales dans plus de 20 universités à l'échelle du pays – des réunions politiques d'une envergure que souvent ces universités n'avaient pas connue depuis des années. Comment expliquer un succès aussi rapide ?

Dans la mesure où les méthodes employées dans la ville de Leipzig, en Allemagne de l'Est, ont été adoptées dans de nombreuses autres villes, nous les utiliserons comme exemple représentatif. Afin d'atteindre le plus grand nombre d'étudiants possible, les militants de Leipzig ont appliqué des méthodes d'organisation mises au point dans le mouvement syndical. Pour donner tous ses effets à une assemblée générale officielle, il fallait faire en sorte qu'il soit impossible pour les autres étudiants de ne pas entendre parler de l'assemblée générale prévue, et de leur permettre de décider en connaissance de cause s'ils la soutiennent ou non. C'est ainsi qu'une pétition a été distribuée pour exprimer sa solidarité avec FFF et demander la tenue d'une assemblée générale, afin de discuter des mesures à adopter pour s'orienter vers une université et une ville plus viables à long terme. Des militants et sympathisants ont systématiquement diffusé la pétition dans toutes les facultés et sur le campus principal, et en ont informé les étudiants pendant les cours, souvent avec le soutien du corps enseignant. En l'espace d'une semaine, 2.500 étudiants avaient signé la pétition.

Lors de l'assemblée, les étudiants se sont mis d'accord sur un catalogue de revendications après que des intervenants de l'université et des syndicats ont souligné l'étroite relation entre politiques écologiques et politiques sociales. Dans d'autres villes comme Berlin, les revendications ne visaient pas seulement les universités, mais aussi les syndicats et l'action politique au niveau municipal ; les syndicats ont été invités à se joindre aux « grèves pour le climat » et il a été instamment demandé au Sénat de Berlin de prendre des mesures en vue d'établir un système de transport public plus étendu et gratuit.

### > Échange et généralisation des méthodes à l'échelle nationale

Afin de diffuser les méthodes appliquées par les militants dans des villes comme Leipzig et Berlin, un rassemblement national des militants de SFF a été organisé en juin 2019, avec la participation de représentants de plus de 30 villes. Les stratégies qui se sont révélées concluantes dans la mobilisation des universités ont été présentées et discutées. La syndicaliste et auteure américaine Jane McAlevey a été conviée pour enseigner aux militants des méthodes éprouvées d'organisation et discuter des prochaines étapes du mouvement pour le climat. Ce rassemblement a posé les fondements pour la coordination nationale des étudiants mobilisés pour le climat. Avant la fin du semestre d'été, armés de ces méthodes, les militants avaient déjà organisé des assemblées générales dans 14 villes.

En parallèle, les étudiants ont commencé à s'impliquer plus activement dans les dialogues avec les syndicats que FFF avait initiés. À ce jour, pratiquement tous les grands syndicats allemands ont rencontré des militants de SFF et de FFF au niveau national et local. De telles convergences entre syndicats et mouvements sociaux ont été rares ces dernières années en Allemagne. Certains syndicats, comme ceux qui représentent les travailleurs des transports publics, semblent être des alliés naturels du mouvement pour le climat en raison de leurs nombreux intérêts communs. Par exemple, à la suite d'entretiens avec des militants de FFF, Frank Bsirske, le président du syndicat allemand des services Ver.di, a publiquement encouragé ses membres à assister à la journée mondiale de grève pour le climat du 20 septembre 2019. Mais même des syndicats comme le puissant IG Metall, représentant les secteurs industriels de l'économie à forte émission de carbone, ont engagé le dialogue avec FFF, malgré le fait que les emplois dans ces secteurs seraient les plus pénalisés par une restructuration écologique de l'économie. Le mouvement pour le climat va devoir résoudre de nombreux problèmes et répondre à de nombreuses questions pour rendre possible une réelle collaboration avec les syndicats. Néanmoins, ces convergences peuvent ouvrir la voie à une mobilisation massive pour le climat, suffisamment puissante pour créer de véritables transformations sociales et écologiques, comme nous le soutenons dans ce qui suit.

## > Un nouveau type de mouvement pour le climat ?

À partir de la brève description ci-dessus de la direction que Students for Future a prise jusqu'à présent, nous pouvons dégager certaines caractéristiques qui, prises ensemble, sont rares – pour ne pas dire uniques – au sein du plus vaste mouvement pour la justice climatique.

Premièrement, SFF cherche à ce que la lutte contre la crise climatique soit prise en charge par une majorité de la société. À cet égard, la démarche de SFF se distingue d'autres formes d'action (non moins appropriées) qui supposent des participants qu'ils acceptent des risques physiques et juridiques importants – comme l'occupation de mines à ciel ouvert ou de forêts. Forcément, de telles formes d'action attirent surtout des activistes déjà radicalisés à des degrés divers, donc un milieu restreint de ce que Jane McAlevey a appelé des « activistes auto-sélectionnés ». Au contraire, Fridays for Future affirme son ambition d'offrir à l'occasion de ses « grèves » hebdomadaires un espace pour la majorité de la société. SFF partage ce point de vue.

Ce souci de mobiliser une majorité de la population a des implications tant pour les activités menées par les étudiants que pour la formation d'alliances avec d'autres acteurs. Au sein des universités, SFF vise à impliquer l'ensemble de la population étudiante sur la question climatique au lieu de se limiter à des actions de moindre envergure s'adressant uniquement à ceux qui sont déjà des militants pour le climat. C'est cette stratégie qui a permis au cours des derniers mois la politisation d'un nombre considérable de jeunes. Ainsi les militants de base ont-ils pu rapidement développer leurs compétences et leur confiance en soi ; et même ceux et celles qui n'avaient jamais été engagés politiquement auparavant prennent désormais la parole devant des centaines d'étudiants, organisent des manifestations et représentent le mouvement dans le dialogue avec les syndicats. Il est intéressant de noter que la majorité de ces jeunes activistes sont des femmes.

Deuxièmement, lorsqu'il s'agit d'élargir la base sociale du mouvement au-delà des écoles et des universités, SFF (ainsi que certains secteurs de FFF) partage, du moins dans la pratique, une conception de classe de ce que signifie réellement une « majorité ». Des figures importantes de FFF se sont surtout adressées aux partis politiques, aux entreprises et même aux banques afin d'obtenir davantage de soutien pour le mouvement, et ont exprimé une profonde confiance dans des institutions comme l'UE pour lutter contre le changement climatique. De nombreux militants de SFF se montrent critiques à l'égard de cette orientation. Dans leurs efforts pour inclure d'autres acteurs sociaux dans le mouvement, des groupes de travail spécifiques ont été mis en place pour établir un dialogue

avec les syndicats afin de rassembler une majorité de salariés. Il ne s'agit pas seulement d'exprimer une solidarité mutuelle, mais aussi de se joindre à des alliés potentiels dans des grèves au cours desquelles un pouvoir de négociation économique peut être exercé pour obtenir des améliorations aussi bien sociales qu'écologiques. Cette approche à l'égard des syndicats n'est pas seulement motivée par la reconnaissance du pouvoir économique des travailleurs syndiqués. Il s'agit également d'une tentative de surmonter la prétendue contradiction entre les intérêts du climat mondial et ceux des travailleurs, en particulier ceux travaillant dans les secteurs industriels à forte émission de carbone. Sur la scène politique, le centre et la droite martèlent inlassablement et souvent avec succès ce message, auquel sont particulièrement sensibles les travailleurs directement concernés par une restructuration de l'économie, comme c'est le cas dans l'ancienne région minière de la Lusace (Lausitz), dans l'est du pays. Si certaines questions fondamentales restent en suspens, les récents dialogues entre les militants de SFF et les syndicats ont cependant montré que les intérêts du climat mondial et ceux des chauffeurs de bus et des sidérurgistes se rejoignent souvent.

## > Les perspectives pour les années à venir

Ces deux caractéristiques de la vision stratégique de Students for Future – le fait de rechercher la participation active de la majorité de la population au sein du mouvement pour le climat, et une approche de classe pour rassembler cette majorité – ouvrent la voie à des formes d'action susceptibles d'apporter, moyennant l'activité autonome de la majorité, des changements structurels vers une société plus durable. Par exemple, en Allemagne, une prochaine négociation collective nationale dans le secteur des transports publics pourrait être l'occasion de créer une coalition entre militants pour le climat, syndicats et communautés locales. Tout comme les secteurs de la santé et de l'éducation, les transports publics ont non seulement un faible impact sur le changement climatique anthropique, mais sont également essentiels pour la reproduction sociale et le bien-être de villes et de régions entières. Sur cette base, les membres de SFF pourraient organiser des groupes ouverts dans leurs quartiers et leurs universités, qui manifesteraient leur solidarité avec les salariés, les soutiendraient éventuellement dans les grèves, etc. Les pressions politiques extérieures exercées par des mouvements sociaux tels que FFF/SFF pourraient politiser le processus de négociation collective et rappeler la portée considérable de ces négociations pour la société. Les efforts conjugués des syndicats et d'un mouvement de masse pour le climat pourraient améliorer les conditions de travail et les salaires des employés des transports publics, améliorer le niveau de vie de ceux qui les utilisent grâce à l'expansion et à la démarchandisation des infrastructures de transports publics, et réduire les émissions de CO2 en réduisant les déplacements en voiture individuelle.

La stratégie hégémonique des militants les plus en vue de Fridays for Future, qui consiste à faire confiance aux partis politiques, aux entreprises et aux institutions publiques pour résoudre la crise climatique qui nous menace, se trouve en quelque sorte dans une impasse. En effet, cette stratégie a certes contribué à l'essor rapide des Verts en Allemagne et conduit à ce que le changement climatique domine le débat public depuis des mois, mais elle n'a pas débouché sur des actions concrètes en faveur d'une restructuration écologique de l'ensemble de l'économie et de la société allemandes. Un moyen de sortir de cette impasse stratégique pourrait bien être de s'orienter vers une politique de classe écologique, avec des syndicats luttant côte à côte avec le mouvement pour le climat, en faveur d'une transformation écologique et sociale.

### > Rejoignez-nous !

Nous pensons que les universités peuvent jouer un rôle important dans le développement d'un vaste mouvement mondial de classe pour le climat. Il faudra pour cela pouvoir compter avec un corps étudiant organisé ainsi que des chercheurs critiques qui soutiennent activement le processus d'organisation et apportent des contributions théoriques pour une meilleure compréhension des causes de la crise climatique et des solutions possibles. Il ne s'agit

pas seulement de questions concernant les sciences techniques ou naturelles. Les technologies durables ne suffiront pas à elles seules à enrayer le changement climatique anthropique, et c'est l'ensemble de notre économie et de notre société qui devra être restructuré. Les moyens employés à cet effet, et les conséquences de ces restructurations, sont des questions cruciales auxquelles les chercheurs en sciences sociales devront répondre.

En clair : Étudiants et étudiantes, rejoignez le mouvement pour le climat ! Chercheurs et chercheuses, adaptez vos recherches aux questions pressantes auxquelles l'humanité est confrontée et faites en sorte que vos résultats soient accessibles au public ! Enfin, travaillez avec nous pour renforcer le mouvement. Actuellement, Students for Future discute de la possibilité d'une grève étudiante pour le climat d'une semaine. Pendant une semaine, nous pourrions ouvrir les universités au public et organiser des conférences et des débats sur la crise climatique et les solutions possibles pour y remédier. La Conférence des recteurs allemands (HRK) a défini le rôle des universités comme « des centres de culture démocratique contribuant à des débats productifs pour surmonter les grands défis de notre société ». Compte tenu de la situation actuelle et de l'avenir proche de notre planète, nous pensons qu'il est temps d'assumer cette responsabilité. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Julia Kaiser <[juliaidakaiser@gmail.com](mailto:juliaidakaiser@gmail.com)>  
Jasper Stange <[jasper.stange@hotmail.de](mailto:jasper.stange@hotmail.de)>

# > L'enseignement privé catholique au Sénégal

**Moustapha Tamba**, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)

L'enseignement privé catholique reste le doyen de l'éducation au Sénégal. En effet, depuis l'installation de la colonisation en 1816, l'administration a confié l'enseignement du français à l'Église, notamment à des congrégations comme celle des Religieuses de Saint-Joseph de Cluny, fondée par Anne-Marie Javouhey, les Frères de Ploërmel, les Missionnaires du Saint-Esprit, les Sœurs de l'Immaculée Conception de Castres, les Filles du Saint-Cœur de Marie, etc. Au XX<sup>e</sup> siècle, après la Seconde Guerre mondiale, l'enseignement catholique franchit une étape décisive de son développement, sous l'impulsion de Monseigneur Marcel Lefebvre, vicaire apostolique de 1946 à 1960. Par la suite, d'autres congrégations se sont installées, comme les Frères de Saint-Gabriel, les Frères du Sacré Cœur, les Sœurs Ursulines, les Sœurs de Saint-Charles d'Angers et les Maristes.

Après l'indépendance survenue en 1960, l'Église confie l'enseignement

à la Direction nationale de l'enseignement catholique (DINEC) en 1970. En 1976, une structure de coordination nationale est mise en place, aujourd'hui remplacée par un Secrétariat national. Depuis 2003, l'enseignement privé catholique s'est constitué en association sous le nom d'Office national de l'enseignement catholique au Sénégal (ONECS).

L'enseignement privé catholique est toutefois décentralisé, avec la création des Directions diocésaines. Il y a sept diocèses, chacun ayant une Direction diocésaine de l'enseignement catholique (DIDEC). Par délégation de l'évêque diocésain, le directeur diocésain est le responsable des établissements scolaires catholiques d'un diocèse, conformément au décret 98-562 du 26 juin 1998.

Pour mener cette étude, nous nous sommes adressés aux responsables de l'enseignement privé catholique, notamment le Directeur de la Direction diocésaine de l'enseignement

catholique de l'Archidiocèse de Dakar et le Secrétaire national de l'enseignement catholique du Sénégal. Ces deux personnes restent indiquées pour l'obtention des données quantitatives. Les deux directions sont situées dans le quartier Baobabs de la Sicap, en face de la paroisse Saint-Pierre. L'enquête documentaire a donc été menée à partir des archives mises à notre disposition. Les résultats de l'étude se présentent sous forme de tableaux de tris croisés ou à double entrée.

Dans le tableau 1, on observe que l'Archidiocèse de Dakar concentre à lui seul près de 50% de l'effectif de l'ensemble des établissements. L'Archidiocèse de Dakar est constitué de deux régions apostoliques : la première comprend Le Plateau, Grand Dakar-Yoff et les Niayes ; la deuxième comprend le Sine et la Petite-Côte. Au total, l'archidiocèse est constitué de 41 paroisses. Les diocèses de Thiès et de Ziguinchor représentent respectivement 16% et 11% des

**Tableau 1 : Répartition des établissements dans les différents cycles en 2018-2019**

DIOCÈSE	CYCLE					TOTAL	%
	Pré-scolaire	Élémentaire	Moyen	Secondaire			
Dakar	58	54	23	14	149	48,5%	
Thiès	22	24	3	1	50	16%	
Kaolack	12	13	2	1	28	9%	
Ziguinchor	11	15	8	1	35	11%	
Saint-Louis	8	6	3	1	18	6%	
Kolda	6	6	3	1	16	5%	
Tambacounda	4	5	1	1	11	4,5%	
<b>TOTAL</b>	<b>121</b>	<b>123</b>	<b>43</b>	<b>20</b>	<b>307</b>	<b>100%</b>	

Source : Office national de l'enseignement catholique du Sénégal, mars 2019.



**Tableau 2 : Répartition des élèves de l'enseignement privé catholique dans les différents cycles en 2018-2019**

DIOCÈSE	CYCLE					
	Préscolaire	Élémentaire	Moyen	Secondaire	TOTAL	%
Dakar	6.442	36.304	16.467	6.696	65.909	57%
Ziguinchor	2.268	5.735	1.856	491	10.350	9%
Thiès	1.983	11.080	2.665	836	16.564	14%
Kaolack	1.441	5.326	733	248	7.748	7%
Saint-Louis	970	3.519	1.212	262	5.963	5%
Kolda	656	3.465	958	245	5.324	4,5%
Tambacounda	417	2.630	479	143	3.669	3,5%
<b>TOTAL</b>	<b>14.177</b>	<b>68.059</b>	<b>24.370</b>	<b>8.921</b>	<b>115.527</b>	<b>100%</b>

Source : Office national de l'enseignement catholique du Sénégal, mars 2019.

établissements. Ceux de Kolda et de Tambacounda comptent peu d'établissements.

L'Archidiocèse de Dakar caracole en tête des effectifs des élèves, avec 57% du total. Selon les statistiques de la DIDEC, la zone urbaine, notamment Dakar et sa banlieue, totalise 25.360 élèves dans l'enseignement élémentaire, tandis que la zone rurale (Petite-Côte et Sine) compte 10.944 élèves. Dans l'enseignement moyen, l'archidiocèse maintient également son rang, avec pour la zone urbaine et la zone rurale respectivement 14.002 et 2.465 élèves en 2018-2019.

Dans le secondaire, l'archidiocèse arrive toujours en tête, avec 75% des effectifs généraux. Le Collège Sacré-Cœur reste le plus grand établissement privé catholique, avec un effectif de 1.059 élèves en 2018-2019. Par ailleurs, toujours selon la DIDEC, les élèves de confession musulmane sont plus nombreux que ceux de confession catholique, et ce dans tous les cycles. À titre illustratif, en 2018-2019, la proportion d'élèves musulmans, catholiques et autres est respectivement de 72%, 26% et 2% dans l'enseignement élémentaire. Ceci témoigne du dialogue interreligieux que vivent les Sénégalais.

Pour conclure, il faut dire que l'enseignement privé catholique du Sénégal a été et reste pionnier, devant les enseignements public et laïc. Au XIX<sup>e</sup>, il était déjà présent dans les quatre communes de Saint Louis, Gorée, Dakar et Rufisque. Aujourd'hui, on le retrouve dans l'ensemble du pays, même si l'essentiel des infrastructures et des effectifs sont concentrés dans l'Archidiocèse de Dakar, qui réunit toutes les paroisses de Dakar, de la Petite-Côte et du Sine. On constate par ailleurs que la plupart des élèves de ces établissements sont de confession musulmane, au détriment des catholiques. ■

Toute correspondance est à adresser à:  
Moustapha Tamba  
<[moustapha.tamba@ucad.edu.sn](mailto:moustapha.tamba@ucad.edu.sn)>

# > Sociologie de l'école sénégalaise

Souleymane Gomis, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)

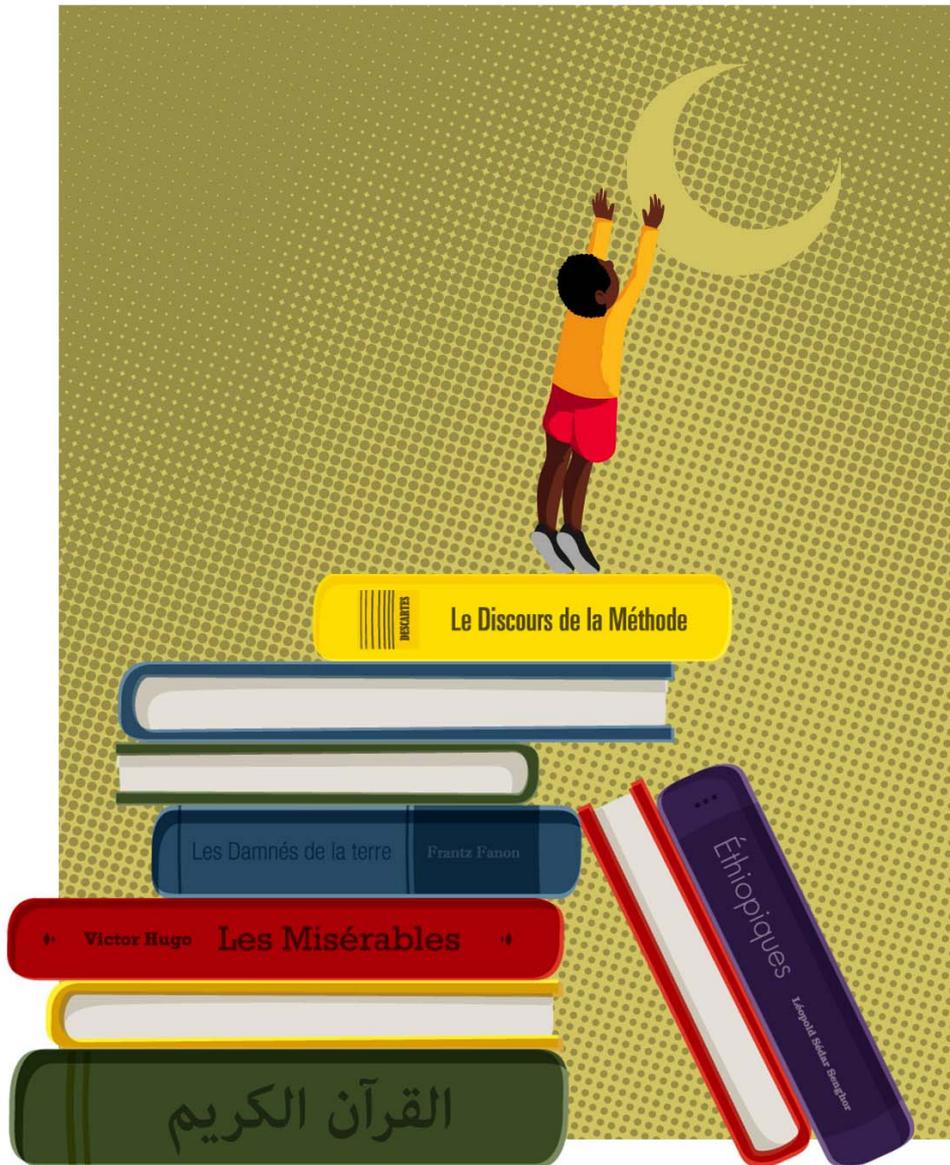


Illustration : Arbu.

**R**éfléchir à la dimension sociologique du système scolaire sénégalais constitue pour nous un prétexte pour analyser en profondeur et de manière systématique l'école sénégalaise dans sa globalité. Il s'agit d'en montrer les forces et les faiblesses structurelles et de fonctionnement depuis la période coloniale jusqu'à nos jours, et de dégager ses

perspectives pour l'avenir. Rappelons que le Sénégal est l'un des rares pays d'Afrique doté d'une longue tradition scolaire. Bien avant le contact avec l'Europe, le Sénégal avait déjà abrité d'importants foyers de formation coranique durant la période d'islamisation du continent noir.

D'importantes figures historiques et religieuses comme Elhadji Malick Sy, Cheikh Ahmadou Bamba et Cheikh Ibra Niass ont contribué à répandre l'enseignement coranique sur l'ensemble du territoire sénégalais et au-delà. Cette culture de scolarisation en arabe a joué un rôle important dans la résistance contre l'invasion française. Cependant, le colon français a su finalement s'appuyer sur cette tradition scolaire arabisante des Sénégalais pour faire rayonner l'école coloniale. En 1960, le Sénégal a accédé à l'indépendance et conservé l'école de langue française héritée du colon comme outil d'aide à la construction de l'État-nation. Le français a ainsi été maintenu par les nouvelles autorités comme la langue officielle du pays.

Cependant, on se demande encore aujourd'hui si les Sénégalais se sont suffisamment approprié leur système éducatif. Les débats sur l'école au Sénégal sont récurrents. Les populations sont restées de simples usagers de l'école. La problématique de l'introduction des langues nationales dans le système scolaire pour une formation bilingue en atteste.

## > Genèse du système scolaire sénégalais

Il est nécessaire de souligner dès le départ que la première école d'ex-

pression française d'Afrique noire fut créée en 1817 à Saint-Louis du Sénégal par un jeune instituteur français de 27 ans du nom de Jean Dard. L'école sénégalaise se développe d'abord progressivement le long des villes du littoral puis vers l'intérieur du pays. La colonisation va accélérer le développement de l'école sur le reste du territoire par souci de faciliter les échanges commerciaux et politiques.

Comme dans la plupart des ex-colonies d'Afrique, il y a d'abord eu au Sénégal une francisation des programmes jusqu'aux indépendances en 1960, puis une africanisation à partir des années 1970, et enfin une nationalisation des programmes en 1990. Cependant, malgré cette évolution, l'école sénégalaise est toujours restée calquée au plan structurel et fonctionnel sur le modèle de son ex-colonisateur, la France. La scolarité est obligatoire et gratuite pour tous les enfants, filles et garçons, âgés de six à 16 ans.

Selon les normes de l'UNESCO, 2% de la population de chaque pays devrait atteindre le niveau d'études supérieures. Étant donné que notre population est estimée aujourd'hui à 15 millions d'habitants, nous devrions avoir environ 300.000 étudiants. Or le pays ne compte qu'environ 150.000 étudiants, secteurs privé et public confondus. Un autre problème non moins important se pose, celui de l'inadéquation des programmes aux attentes des populations sénégalaises.

**> Forces et faiblesses**

L'école sénégalaise, il faut bien le reconnaître, apparaît comme un modèle de réussite ; elle a formé de grandes figures historiques mondiales dans les domaines des sciences, de la médecine, du droit, de la littérature et de l'économie, comme Léopold Sédar Senghor en littérature et Cheikh Anta Diop en histoire et en physique, dont les œuvres ont marqué l'histoire contemporaine de l'humanité. La force de l'école sénégalaise réside aussi dans la qualité de la formation des enseignants. Signalons également l'engagement et la détermination de l'État sénégalais à accompagner son système éducatif scolaire et universitaire, ainsi que l'adhésion et l'investissement des familles. Les populations inscrivent et participent librement au financement de la scolarité de leurs enfants.

Cependant, force est de constater que ni l'État, ni les enseignants, ni les syndicats d'enseignants, ni les partenaires techniques et financiers ne songent à associer les parents d'élèves à l'élaboration des programmes scolaires. Les populations sont réduites au rang de consommateurs de l'école et de ses services.

Les limites de l'école sénégalaise sont nombreuses et variées, étant à la fois d'ordre politique, psychologique, infrastructurel, programmatique, matériel, financier et humain. En matière de politique éducative, le Sénégal n'est pas entièrement auto-

nome dans la définition de sa vision et de ses orientations. Il est soumis à des contraintes de la part de partenaires techniques et financiers comme la Banque mondiale et le Fond monétaire international.

Au plan psychologique, on constate que l'école n'est pas encore suffisamment intégrée dans les mentalités, malgré sa présence séculaire au Sénégal et son caractère obligatoire dès le plus jeune âge. Les populations sénégalaises continuent à considérer l'école comme un outil hérité de la colonisation française et ne parviennent pas à se l'approprier totalement.

Au niveau programmatique, les contenus de formation sont restés arrimés sur le modèle français, avec seulement quelques nuances apportées dans certaines matières. Les nouveaux programmes, bien que conçus et enseignés par des nationaux, ne traduisent pas véritablement les réalités culturelles locales et tendent plutôt à reproduire le schéma colonial au niveau des effets ou des résultats.

Au plan matériel, l'école souffre d'importantes carences. On constate aujourd'hui encore la présence d'abris provisoires à tous les niveaux d'enseignement, de l'élémentaire à l'université.

Malgré ces difficultés récurrentes, on peut dire que l'école sénégalaise dispose d'un bon système scolaire. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
Souleymane Gomis  
<[Souleymane.gomis@ucad.edu.sn](mailto:Souleymane.gomis@ucad.edu.sn)>

# > Dynamique de l'enseignement franco-arabe au Sénégal

El Hadji Malick Sy Camara, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)



*Au Sénégal, l'enseignement primaire est axé sur l'alphabétisation en arabe et en français. Photo : Partenariat mondial pour l'éducation/flickr. Certains droits réservés.*

**A**vec l'introduction de l'islam, le nombre de ménages familiarisés avec la langue arabe écrite s'est multiplié sur l'ensemble du territoire sénégalais. Aux yeux de la population, à 95% musulmane, l'arabe a en effet une importance capitale. Il apparaît comme une langue très valorisée par la société sénégalaise de religion musulmane (Sophie D'Aoust, 2013) parce que c'est aussi la langue à travers laquelle le Coran a été révélé. En fait, celui qui maîtrise le Coran est considéré comme une personne instruite et un bon musulman. Mais la colonisation, dès son implantation, a imposé un système scolaire basé sur l'enseignement du français (Thierno Ka, Alioune Diop et Djim Dramé, 2013).

La coexistence entre les deux systèmes d'enseignement s'est avérée très difficile. Pour répondre aux besoins d'une bonne partie de la population,

un enseignement mixte franco-arabe a été mis en place. Il s'agit des écoles franco-arabes privées et publiques. En réalité, l'islam participe d'une dimension constitutive de la vie des Sénégalais. Cette religion transcende les particularités ethniques et régionales et structure de manière ouverte la vie des populations, quels que soient l'origine sociale, le niveau d'instruction et l'appartenance culturelle ou géographique (Camara, 2016).

À partir d'une revue de la littérature, cet article se propose de montrer comment les populations sénégalaises ont su saisir l'enseignement franco-arabe comme une véritable opportunité pour éviter les « pièges » de l'administration coloniale.

## > Les modèles d'apprentissage dans les écoles franco-arabes

Parmi les écoles franco-arabes, nous pouvons identifier au moins deux

>>

catégories : les écoles franco-arabes caractérisées par une forte prédominance du programme d'enseignement islamique (Coran, *fiqh*, *sunna*, etc.), et celles où l'équilibre entre le français et l'enseignement arabo-islamique est plus ou moins important. Aujourd'hui, les propriétaires des écoles franco-arabes ont largement investi les domaines préscolaire et élémentaire.

Dans les écoles franco-arabes de la première catégorie, les deux premières années d'éducation primaire (CEI and CP) sont consacrées à l'alphabétisation en arabe et à l'apprentissage du Coran et des hadiths. Les cours de français se limitent à l'initiation à l'alphabet et à la communication. Durant ces deux années, les élèves devront mémoriser le maximum de sourates du Coran. Mais à partir de la troisième année, ils sont censés « rattraper » l'ensemble du programme général des années précédentes. À la fin de leurs études élémentaires (classe de CM2), les apprenants passent un examen en français et en arabe, afin d'obtenir le certificat de fin d'études élémentaires dans les deux langues (programme national et certificat de fin d'études du programme arabo-islamique).

La deuxième catégorie d'écoles franco-arabes met en équilibre l'enseignement public laïc et l'enseignement arabo-musulman. La création du mouvement Al Falaq (mouvement islamique réformiste sénégalais créé dans les années 1970) et celle de la Jama'atou Ibadou Rahmane (JIR) ont beaucoup contribué à la promotion de l'enseignement franco-arabe – un domaine presque totalement désinvesti par l'État, qui avait porté son choix sur le français comme langue officielle du pays.

Cette option de cumuler, ou du moins d'équilibrer, l'enseignement arabo-islamique et l'enseignement

laïc public avait principalement pour but de créer et/ou de formater des citoyens aux valeurs religieuses (islamiques) profondément ancrées et en même temps capables d'enregistrer toutes les connaissances qu'un apprenant de l'école publique devrait savoir. L'école Bilal<sup>1</sup>, créée par la JIR, par exemple, avait opté pour ce système. Mais à côté de cette école qui se limite à l'enseignement élémentaire, la JIR avait créé un collège qui, même s'il était appelé à recevoir les anciens élèves de l'école Bilal, ne faisait pas l'affaire des parents qui voulaient que leurs enfants suivent également le programme de l'enseignement public laïc dans cet établissement. La JIR emploie dans ses écoles un personnel double par classe : un enseignant francophone et un enseignant arabophone dans toutes les matières. Par ailleurs, elle accompagne beaucoup d'établissements dans la formation des enseignants et les études programmatiques. À l'école El Hadji Omar Tall (de Thiès), le programme d'enseignement arabo-islamique prenait largement le dessus sur celui de l'enseignement public laïc. Or suivre ce parcours représentait à bien des égards une forme d'exclusion des élèves, même si certains parents privilégient l'instruction arabo-islamique. Mais il convient de souligner que depuis que l'École Normale Supérieure (actuelle FASTEF<sup>2</sup>) assure la formation des diplômés en langue arabe, il n'y a plus de distinction entre les enseignants de langue arabe et les autres enseignants : ils sont soumis au même traitement salarial (Thierno Ka, Alioune Diop et Djim Dramé, 2013).

**> Écoles franco-arabes : la revendication d'une double identité assumée**

Si la revendication d'une citoyenneté culturelle (ou de nouvelles formes

de citoyenneté) était initialement portée par ceux qu'il est convenu d'appeler la « contre-élite » constituée de lettrés en langue arabe, elle fait de plus en plus l'objet d'une appropriation par une nouvelle élite francophone musulmane formée dans les institutions laïques (Camara, 2016). Cette double identité permet à ses membres d'échapper à une « citoyenneté de seconde classe » et de revendiquer leur appartenance à une citoyenneté nationale. Leur démarche, quoique critique vis-à-vis de l'État et de ses institutions laïques, ne s'exprime pas en dehors du cadre institutionnel existant et du contrôle étatique. Au contraire, dans l'expression de leurs droits civiques et politiques, ces citoyens musulmans ont tendance à adopter les règles du jeu démocratique pour faire valoir leur projet de « société islamique » et contester l'hégémonie des élites occidentalisées et laïques qui ont dirigé le Sénégal depuis les indépendances (Camara, 2016).

**> Conclusion**

Les écoles franco-arabes sont aujourd'hui bien implantées au Sénégal, notamment dans les centres urbains. Les élèves qui sortent des écoles arabo-islamiques, qui se désignent donc comme « arabisants », ont pendant longtemps souffert d'un manque d'opportunités professionnelles. Aujourd'hui, les bons résultats des écoles franco-arabes aux examens nationaux (BFEM, baccalauréat) ont fini par convaincre l'opinion publique sénégalaise et l'État de les considérer comme un véritable atout pour le pays. Les promoteurs, acteurs du mouvement islamique sénégalais pour la plupart, ont su requalifier la perspective occidentale en utilisant les écoles franco-arabes comme un instrument clé pour une identité assumée. ■

1. Certains anciens élèves de cette école sont aujourd'hui de hauts cadres de l'administration, et d'autres des enseignants du secondaire et du supérieur.

2. Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation.

Toute correspondance est à adresser à :  
El Hadji Malick Sy Camara  
<[asmalick20031@gmail.com](mailto:asmalick20031@gmail.com)>

# > L'enseignement privé laïc au Sénégal

Samba Diouf, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)



Au Sénégal, les écoles privées ont acquis une bonne réputation auprès des parents, pour qui l'absence de grèves est un gage de stabilité.

Photo : Alan Levine/flickr. Certains droits réservés.

**L**es systèmes éducatifs des pays du Sud portent la double marque qu'y ont apposée les structures traditionnelles et le colonisateur. En aucun cas, le modèle exporté d'Europe ne s'est implanté en Afrique sur un terrain vierge. Il a toujours été approprié d'une façon singulière, tant par ceux qui avaient mission de l'adapter aux situations particulières que par ceux qui l'ont adopté. Si sa traduction sur les terrains locaux a été de pair avec une trahison de certains de ses principes initiaux, elle a accompagné l'ajustement d'autres de ses principes à cette culture (Charlier, 2002). Il en résulte que l'apparente suprématie de la forme scolaire installée par le colonisateur ne peut faire illusion : en la qualifiant d'« occidentale », de « française », de « formelle » ou de « moderne », les populations indiquent à la fois qu'elles considèrent que cette école leur est extérieure et qu'elles n'acceptent de la respecter que pour autant qu'elle leur ouvre l'accès aux biens matériels associés à la modernité occidentale. Cette forme d'adhésion conditionnée a laissé de la place pour les dispositifs traditionnels de formation : l'école coranique n'a jamais cessé de fonctionner au Sénégal, elle s'est seulement adaptée, de manière souple et continue, aux nouvelles conditions que l'évolution sociale lui imposait. L'école de l'État n'a pas remplacé les institutions plus anciennes de socialisation, elle est venue s'y ajouter en introduisant ses critères de hiérarchisation des personnes et des savoirs.<sup>1</sup>

>>

Son accès à l'indépendance a conduit le Sénégal à expliciter la nature et la forme des relations qu'il envisageait entre les instances susceptibles d'intervenir dans la formation des jeunes générations. Ainsi, la Constitution de 1963 dispose que « la République est laïque, démocratique et sociale. [...] Chacun a le droit de s'instruire [...]. Il est pourvu à l'éducation de la jeunesse par des écoles publiques. Les institutions et les communautés religieuses sont également reconnues comme moyen d'éducation. [...] Des écoles privées peuvent être ouvertes avec l'autorisation et sous le contrôle de l'État. [...] Les institutions et les communautés religieuses [...] sont dégagées de la tutelle de l'État ». La République laïque du Sénégal dégage donc de sa tutelle les institutions et communautés religieuses qu'elle reconnaît « comme moyen d'éducation ». En d'autres termes, le contrôle de l'enseignement n'apparaît au constituant sénégalais que comme un objectif lointain, progressivement abandonné : en 1996, le décret portant application de la loi de transfert de compétences aux régions, communes et communautés rurales, a redistribué partiellement la responsabilité de l'enseignement vers les niveaux infra-étatiques. La constitution de 2001 a ensuite précisé le rôle de chaque instance. L'État « a le devoir et la charge de l'éducation et de la formation de la jeunesse par des écoles publiques. Tous les enfants [...] ont le droit d'accéder à l'école. [...] Toutes les institutions nationales, publiques ou privées, ont le devoir d'alphabétiser leurs membres et de participer à l'effort national d'alphabétisation dans

l'une des langues nationales ». Si la responsabilité de l'État dans l'éducation est réaffirmée avec force, les instances infra-étatiques ou privées voient leur rôle se renforcer.

### > Les écoles privées laïques

L'enseignement privé non confessionnel trouve son origine dans les années 1980. La création des écoles privées laïques est l'œuvre de promoteurs individuels qui en assurent la gestion administrative, financière et pédagogique. Contrairement aux écoles privées catholiques, les écoles privées laïques n'ont pas une direction générale qui pilote leur fonctionnement. Elles sont cependant rattachées, comme d'ailleurs toutes les écoles privées, à la Direction générale de l'enseignement privé, qui est un démembrement du ministère de l'Éducation nationale.

Depuis les années 2000, les écoles privées laïques connaissent un succès incontestable du point de vue de la massification. Bien qu'elles soient plus sollicitées que les autres écoles, elles sont souvent confrontées à des ruptures qui freinent leur fonctionnement, notamment des retards de paiement du personnel enseignant, des salaires inférieurs au Smic et le non-paiement des locaux qui pousse certains propriétaires à fermer l'école.

### > La perception de l'enseignement privé laïc par les parents

Il faut noter que la prolifération des écoles privées et le nombre d'enfants inscrits dans ce secteur montrent que

l'enseignement privé a gagné une place incontestable à Dakar. Les parents interrogés ont majoritairement répondu que la stabilité du secteur privé est l'un des facteurs principaux qui explique leur choix d'inscrire leurs enfants dans ce secteur. Cette stabilité se traduit par l'absence de grèves, de débrayages de mouvements syndicaux, bref, des divers types de rupture qui gangrènent aujourd'hui le secteur public de l'enseignement. Un parent d'élève expliquait ainsi que « la violence et les cas de délinquance observés dans certaines écoles publiques ont fait que beaucoup de parents d'élèves préfèrent amener leurs enfants dans le privé ». Une autre personne interrogée, une ménagère de 38 ans, précisait que « si l'enfant ne réussit pas aujourd'hui dans le privé, c'est parce qu'il n'aime pas étudier. Dans le privé, il n'y a ni grèves ni manque d'enseignants et les parents investissent beaucoup sur l'éducation de leurs enfants ». Ce qu'on peut souligner ici est que les parents mettent davantage l'accent sur la stabilité de l'école privée par rapport à l'école publique que sur la qualité de l'enseignement. Pour les parents, la stabilité de l'école est un facteur clé de réussite et tout enfant évoluant dans une école privée doit réussir.

La perception de l'enseignement privé laïc par les populations montre que la plupart des parents choisissent pour leurs enfants l'école privée en raison de sa stabilité. Ces écoles ont gagné une place de choix auprès des populations compte tenu de leurs résultats mais surtout de leur stabilité. ■

1. Cf. Suzie Guth et Éric Lanoue (dir.) (2004). *Écoles publiques, Écoles privées au "Sud" : usages pluriels, frontières incertaines, Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 3.

Toute correspondance est à adresser à Samba Diour <[bathie78@yahoo.fr](mailto:bathie78@yahoo.fr)>

# > Socio-anthropologie des chefs religieux au Sénégal

Mouhamed Moustapha Dieye, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal)



La Mosquée de la Divinité, à Dakar, Sénégal. Photo : Valentina Bujfflickr. Certains droits réservés.

## > L'héritage des chefs religieux

**T**rès tôt, le Sénégal a été une plaque tournante dans les différents échanges entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique, ce qui peut expliquer, dans une certaine mesure, l'ouverture d'esprit des Sénégalais, leur sens de l'hospitalité et la tolérance qui prévaut entre musulmans et chrétiens. Leurs valeurs socioculturelles proviennent de trois sources principales : un certain nombre de traditions culturelles profondément enracinées ; l'islam et le christianisme ; et enfin, la modernité de type occidental fondée sur la République. Parmi ces trois sources, l'islam exerce de loin l'influence la plus déterminante. 95% des Sénégalais sont musulmans, la plupart appartenant à des confréries religieuses qui sont les véritables régulateurs de la société : 49% appartiennent à la confrérie tidjane, 35% à la confrérie mouride, 7% à la confrérie de la Qadiriyya et 5% à la confrérie layenne.

L'histoire politico-religieuse du Sénégal montre que l'islam a produit des lettrés et des dirigeants qui ont su établir et maintenir l'équilibre social du pays. Ces chefs religieux ont eu une profonde influence sur l'évolution du Sénégal et de ses habitants. L'action et l'engagement de chefs religieux comme El Hadj Omar Tall au Fouta-Toro, ou Samori Touré, le célèbre chef de la révolution dioula, ou encore Maba Diakhou Bâ et Thierno Souleymane Baal qui ont mené la révolution des Torobé au Fouta-Toro contre l'Empire songhaï de Koli Tenguela, restent très présents dans la mémoire collective des Sénégalais. La force de leur autorité découle d'une convergence entre l'islam et la « vieille » tradition d'une démocratie africaine, laquelle repose sur la méfiance à l'égard du pouvoir et la conviction que son expansion et son omnipotence doivent être contenues et limitées. Conscientes des effets pervers de tout pouvoir absolu, les sociétés africaines traditionnelles ont souvent empêché leurs dirigeants de « jouer au chef » et ont tout mis

en œuvre pour assurer une véritable autorité de manière à prévenir l'émergence de tout pouvoir absolu.

Dans la société wolof, lors de la cérémonie d'investiture du roi, le chef s'engage à agir conformément à la tradition et à œuvrer pour la prospérité de tous. Dans le Waalo (Empire wolof), par exemple, le porte-parole des notables avertissait dans ces termes le *Brak* (roi) qui venait d'être élu : « Si vous vous écartez du droit chemin à l'égard de vos sujets, vous nous donnerez votre vie toute entière. Si vous agissez à l'encontre de vos valeurs, vous attirerez les difficultés sur vos électeurs et par conséquent la haine de votre peuple ». Cette méfiance se retrouve dans le dicton populaire wolof « Buur du mbokk » (soit « un roi n'est pas un parent »), qui rappelle au roi ses devoirs envers son peuple. Par analogie, on peut rappeler que dans l'islam, à partir du moment où un individu professe sa foi, il rejette toute dépendance ou allégeance à une autre personne. Par conséquent, l'islam n'a pas de clergé et le chef

religieux n'étant qu'un guide, l'obéissance que les gens lui vouent doit nécessairement être conditionnée à son respect des principes islamiques, lesquels s'alignent sur les valeurs traditionnelles énumérées précédemment. Thierno Souleymane Baal, seigneur de guerre du XVIII<sup>e</sup> siècle et érudit musulman du Fouta, a su incarner une authentique autorité qui continue d'inspirer de nombreux mouvements religieux ou civils sénégalais. Il a dit :

« Je recommande les lignes directrices suivantes pour l'élection d'un guide :

- choisir un homme sage, pieux et honnête, qui ne monopolise pas les richesses de ce monde pour son propre bénéfice ou celui de ses enfants ;
- destituer tout imam dont la fortune a augmenté, et confisquer tous ses biens ;
- veiller à ce que l'imamat ne soit pas transformé en une monarchie héréditaire au sein de laquelle les fils succèderaient à leurs pères ;
- le combattre et l'expulser s'il persiste ;
- l'imam peut être choisi dans n'importe quelle tribu ;
- toujours choisir un homme sage et travailleur ;
- ne jamais limiter le choix à une seule et même tribu ;
- toujours se baser sur le critère de la capacité. »

**> Les valeurs qui soutiennent l'autorité du chef**

Le chef religieux doit être un homme imprégné des valeurs de jus-

tice, d'altruisme et d'honnêteté, dont les décisions transcendent toujours les motivations et les intérêts personnels. Étant doté d'un sens très élevé de ses engagements par rapport à ses valeurs et à ses pairs, il doit conserver sa foi, sa rectitude morale et son objectivité en tout lieu et en toutes circonstances. Deux chefs religieux de l'histoire récente illustrent cette autorité : Serigne Abdou Aziz Sy Dabakh, troisième calife de la confrérie tidjane entre 1957 et 1997, et Serigne Saliou Mbacké, cinquième calife mouride. Le premier n'hésita pas à dire à ses disciples : « Si vous me voyez faire des choses qui ne s'accordent pas à ce que je vous dis ou conseille, rappelez-moi à l'ordre, sans cela je ne vous le pardonnerai jamais, et si nécessaire, séparez-vous de moi ».

Au-delà de la création d'une vision et d'un code moral communs, la force du chef repose sur sa capacité à s'appliquer à lui-même ce qu'il demande aux autres. Ainsi doit-il respecter les valeurs morales constitutives du modèle anthropologique d'un « nit ku baax » (homme bon), ce qui implique « nit ku am jom » (le sens de l'honneur), d'être « nit ku am Kersa » (un homme réservé, qui ne contrevient pas aux bonnes mœurs), « nit ku jub » (un homme juste), « nit ku am diné » (un homme de foi), « nit ku doylu » (un homme sobre), « nit ku am kadu » (un homme de parole) et « nit ku goré » (un homme méritant). Parmi ces valeurs, le « jom » revêt une importance particulière parce qu'il recouvre différents sens : le sens de la responsabilité, le sens

de l'honneur et de la dignité, « Warugal » (le sens du devoir), le sens du travail bien fait, du sacrifice de soi, du courage, la confiance en soi et en sa propre valeur. Pour les Wolofs, le chef doit incarner toutes les valeurs qui s'agrègent dans le « jom » – des valeurs qui sont incompatibles avec la paresse, la lâcheté, le manque de scrupules ou le mensonge.

L'aversion des Sénégalais pour ceux qui ne respectent pas la parole donnée est parfaitement illustrée par le cas de deux dirigeants politiques qui sont revenus sur leurs promesses initiales. L'ancien président Abdoulaye Wade, en déclarant « Wakh wakheet » (« Je l'ai dit, et je me dédis »), s'est ainsi rétracté après avoir assuré qu'il ne se présenterait pas pour un troisième mandat à l'élection présidentielle de 2012. L'actuel président qui lui a succédé, Macky Sall, vient à son tour de prononcer le même « Wakh wakheet », revenant sur sa promesse de réduire de sept à cinq ans le mandat pour lequel il avait été élu. Le célèbre proverbe wolof « gor sa waxja » (la noblesse tient au respect de la parole donnée), qui reflète l'importance que les Sénégalais accordent à leurs paroles, est invoqué pour critiquer ces présidents. ■

Toute correspondance est à adresser à :  
 Mouhamed Moustapha Dieye  
 <[mouhamed.dieye@gmail.com](mailto:mouhamed.dieye@gmail.com)>

# > Intégrer les droits des femmes dans la vie quotidienne

**Bengi Sullu**, The Graduate Center, CUNY (États-Unis)<sup>1</sup>



Séance d'ouverture de la 63<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme. Photo : ONU Femmes/flickr. Certains droits réservés.

**L**a 63<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme (*Commission on the Status of Women*, ou CSW63), dont le thème prioritaire était « Les systèmes de protection sociale, l'accès aux services publics et les infrastructures durables au service de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles », s'est tenue au siège des Nations Unies à New York du 11 au 22 mars 2019. Différentes activités et tables rondes ont été organisées pour traiter de divers aspects de la promotion et de la protection des droits sociaux, économiques, culturels et politiques des femmes et des filles au niveau local, national et mondial et en relation avec les objectifs de développement durable. La Commission a accordé une attention particulière à *la mise en œuvre de la protection des femmes et des prestations pour les femmes* : malgré une prise de conscience crois-



Séance plénière à la 63<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme.  
Photo : Africa Renewal/flickr.  
Certains droits réservés.

sante et un consensus général sur le statut des femmes, beaucoup de travail reste à faire pour que les femmes et les filles à travers le monde puissent pleinement participer et s'épanouir dans leur vie.

Lors de la Journée de consultation, une journée d'information et de mobilisation pour les ONG dotées du statut consultatif auprès des Nations Unies, la présidente de la Commission (et représentante permanente de l'Irlande auprès des Nations Unies) Geraldine Byrne Nason a attiré l'attention sur le décalage entre la reconnaissance des droits des femmes comme des droits humains et leur accès aux ressources économiques, sociales et éducatives susceptibles de leur ouvrir des perspectives dans tous les domaines de la vie. L'écart que nous devons nous efforcer de combler est celui qui existe entre d'une part la reconnaissance des droits des femmes et d'autre part le développement et l'application de mesures et de programmes de prévention comportant des stratégies innovantes, systématiques et durables qui tiennent compte de la culture et du genre, dans l'objectif de mettre fin aux inégalités entre les sexes qui existent sur le terrain et dans la vie quotidienne. Nous devons reconnaître le lien entre la représentation politique des femmes et leur participation à la vie publique dans les domaines de l'éducation, de l'économie et de la société, de manière à élaborer des connaissances, des pratiques et des politiques issues des expériences, des points de vue, des réflexions et des positions des femmes. Il nous faut également reconnaître que diverses formes de discrimination fondée sur le genre recourent la race, la classe sociale, l'identité nationale, la religion, la localisation géographique, la profession et bien d'autres « systèmes d'oppression interdépendants » – pour reprendre les termes de P.H. Collins – pour renforcer les diverses formes que prennent les inégalités hommes-femmes dans un contexte donné.

La nécessité de coordonner les politiques et les pratiques avec ces considérations sur l'intersectionnalité pour obtenir les résultats les plus efficaces et durables en matière

d'égalité entre les sexes s'impose d'autant plus lorsqu'on s'intéresse aux questions de la violence familiale à l'égard des femmes, de la sécurité des femmes dans les espaces publics et le milieu éducatif, de l'exclusion des femmes des bénéfices économiques et des possibilités sociales et politiques du fait d'une incarcération, et du partage inégal des responsabilités familiales et domestiques non rémunérées durant les processus de réinsertion sociale. Ces questions, qui ont été examinées par les panels coparrainés par l'Association internationale de sociologie (ISA) à la CSW63<sup>2</sup>, illustrent l'interdépendance des politiques publiques dans des domaines comme l'éducation, la garde des enfants, la justice pénale, l'emploi et les politiques urbaines, y compris le logement et les transports, pour permettre la participation des femmes à la vie économique, sociale, culturelle et politique, et pointent la nécessité de réflexions innovantes et d'une mise en application effective.

Les actes de violence familiale à l'égard des femmes, par exemple, sont un problème souvent difficile à aborder dans la mesure où il est confiné à la sphère privée et est donc perçu comme un problème privé qui se joue dans le cercle de la famille. La connaissance qu'ont les femmes des services existants n'est pas nécessairement en adéquation avec la multiplicité des obstacles que la violence familiale perpétue, notamment – mais pas seulement – les difficultés d'accès à l'emploi, à un logement indépendant et sûr, à des services de garde gratuits ou abordables et à des services de protection et de conseil.

La violence domestique est une forme de violation des droits des femmes qui montre bien que la loi à elle seule ne suffit pas à protéger les femmes si elle n'est pas correctement appliquée. Il en est de même avec la question de la sécurité des femmes dans les espaces publics. Comme l'a souligné Jackie Sebire lors de la table ronde sur « L'accès à la justice pour les femmes et les filles : Le rôle des femmes dans l'application de la loi et le maintien de la paix » (*Access to Justice for Women and Girls: The Role of Women in Law Enforcement and Peacekeeping*), d'après

son expérience de commissaire divisionnaire adjointe des services de police du Bedfordshire, au Royaume-Uni, les droits des femmes sont mieux protégés et appliqués par des membres de la communauté qui sont capables de reconnaître les problèmes des femmes, leur ressenti et comment ces problèmes pèsent sur elles. Plaider en faveur de la participation des femmes à la police contribuera à l'autonomisation des femmes et représentera un tournant culturel décisif dans la mesure où cela va à l'encontre des normes patriarcales associées à la profession ; cela pourrait permettre à l'expérience des femmes ou au « savoir féministe » de devenir un outil central de la lutte contre les violences sexistes – une lutte qui ne constitue pas une priorité dans les modèles existants d'application des lois. C'est également important compte tenu des recherches de plus en plus nombreuses sur les problèmes auxquels sont confrontées les jeunes femmes qui se rendent à l'école ou à l'université. Comme l'indiquent Natarajan et al. (2017), les étudiantes sont souvent victimes de violences sexuelles sur le chemin de l'université. Des travaux de recherche de ce type, qui partent des perceptions et des expériences des femmes, peuvent aider à éclairer les politiques urbaines et à orienter les technologies et les services publics pour améliorer la sécurité des femmes dans les espaces publics urbains et au sein des institutions.

Les problèmes de violence et de sécurité ne sont pas les seuls facteurs qui empêchent les femmes de profiter des diverses possibilités sociales et économiques existantes. Les soins à la personne et le travail domestique non rémunérés que les femmes doivent assumer limitent leurs possibilités d'intégrer le marché du travail et d'obtenir des emplois qui leur permettraient de devenir indépendantes et d'en retirer un gain. D'après des recherches récentes, « à travers le monde, les femmes consacrent entre deux à dix fois plus de temps que les hommes aux soins non rémunérés » (Ferrant et al., 2014). Il est évident que ce qu'on appelle en anglais le *care work* (les soins à la personne) n'a pas été reconnu par les gouvernements comme faisant

partie d'une participation à l'économie et à la préservation de la vie ; l'absence de congés de maternité et de congés parentaux payés et de prestations de sécurité sociale figure parmi les carences les plus importantes des systèmes de protection sociale qui conduisent les femmes à ne pas intégrer – ou à quitter – le marché du travail à la naissance de leur enfant. Si ces femmes veulent plus tard occuper un emploi, elles sont le plus souvent forcées d'accepter des emplois de type informel qui n'offrent pas de protection. Comme nous l'avons vu dans le panel « Femmes, réinsertion et protection sociale » (*Women, Re-Entry and Social Protection*), cette discrimination structurelle touche particulièrement les femmes incarcérées, dont la réinsertion sur le marché du travail est rendue d'autant plus difficile qu'elles ont peu d'expérience professionnelle. Le manque de politiques axées sur la famille, qui mettent l'accent sur la répartition des responsabilités entre les femmes et les hommes au sein de la famille et sur la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, pèse sur toutes les femmes mais lèse généralement davantage les femmes les plus défavorisées qui ont été auparavant privées de possibilités pendant leur détention – a fortiori lorsque s'y ajoute l'absence d'interventions visant à assurer la continuité de l'éducation et de la participation à la vie sociale pendant la période d'incarcération.

La mise en œuvre de mesures de protection et d'avantages pour les femmes nécessite une approche holistique et globale. Comment s'assurer que les interventions inscrites dans la loi et dans les politiques publiques seront appliquées ? Les gouvernements doivent davantage agir en amont, en veillant à ce que le plus grand nombre possible de femmes puissent avoir accès à des mécanismes qui leur permettront non seulement de se protéger mais aussi de s'épanouir. Les organisations de la société civile, telles que l'Association internationale de Sociologie, servent à informer les responsables de l'élaboration des politiques sur ces sujets et à plaider en faveur de politiques et de pratiques d'égalité entre hommes et femmes. ■

1. L'auteure est une représentante des jeunes auprès des Nations Unies pour l'ISA et a assisté à la 63<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme pour la première fois en 2019.

2. Ces panels ont été coparrainés par l'ISA, l'American Society of Criminology, la World Society of Victimology et Criminologists without Borders. Vous pouvez entendre [Rosemary Barberet](#), représentante de l'ISA auprès des Nations Unies, parler de la CSW63 au siège des Nations Unies ou visionner la sélection de [vidéos](#) et de [photographies](#) des six panels, et consulter les [listes de lecture](#) élaborées par les représentants de l'ISA auprès des Nations Unies qui ont été distribuées à cette occasion.

#### Références :

Ferrant, G., L.M. Pesando and K. Nowacka (2014). "Unpaid care work: The missing link in the analysis of gender gaps in labour outcomes." OECD Development Centre Policy Brief.

Natarajan, M., Schmuhi, M., Sudula, S. and Mandala, M. (2017). "Sexual victimization of college students in public transport environments: a whole journey approach." *Crime Prevention and Community Safety*, 19(3-4): 168-182. (Special Issue: Women's victimisation and safety in transit environments: An international perspective).

Toute correspondance est à adresser à Bengi Sullu <[bsullu@gradcenter.cuny.edu](mailto:bsullu@gradcenter.cuny.edu)>